

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT.

DE
LA CONTRAINTE
PAR CORPS

Thèse pour le doctorat ès sciences juridiques

PAR

Albert SIGNORET

AVOCAT



MONTPELLIER
IMPRIMERIE & LITHOGRAPHIE JEANJEAN
14-16, Rue des Etuves, 14-16

—
1905

DE LA
CONTRAINTE PAR CORPS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555217_0001

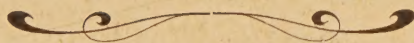
DE
LA CONTRAINTE
PAR CORPS

Thèse pour le doctorat ès sciences juridiques

PAR

Albert SIGNORET

AVOCAT



MONTPELLIER
IMPRIMERIE & LITHOGRAPHIE JEANJEAN
14-16, Rue des Etuves, 14-16

1905

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémont, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Glaize, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Droit civil approfondi.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur-adjoint, chargé d'un cours d'Economie politique et du cours d'Histoire des doctrines économiques.

Porte, agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique.

Gidel, agrégé, chargé du cours de Droit constitutionnel.

Rochette, secrétaire.

Laurens, professeur honoraire.

Giraud, secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Laborde, *président*.

Glaize,	}	<i>assesseurs.</i>
Moye.		

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

Ma plus tendre affection.

A. S.

A MES MAITRES

A MES AMIS

A. S.

DE LA CONTRAINTÉ PAR CORPS

INTRODUCTION

La contrainte par corps n'existe plus aujourd'hui qu'en matière criminelle, correctionnelle et de simple police. Réduite à ce rôle modeste, elle est cependant d'une application fréquente et constitue une institution importante de notre législation pénale. La loi du 22 juillet 1867, qui est la source principale de notre droit actuel en cette matière, soulève bien des difficultés non encore élucidées. Nous avons voulu réunir dans un travail d'ensemble les principes généraux qui réglementent l'application de la contrainte par corps. Laissant de côté tout ce qui a trait à la procédure d'exécution, nous avons voulu exposer son histoire, sa nature juridique, ses conditions d'application, ses effets, ses causes d'extinction, les réformes dont elle paraît susceptible.

*
* *

1. — Dans son acception la plus large, le mot contrainte désigne l'action de réduire quelqu'un à agir contre sa volonté.

Au sens juridique, la contrainte est la voie légale par laquelle on oblige un débiteur à s'acquitter de ce qu'il doit. Elle s'exerce sur les biens dans les différentes saisies prévues par le Code de procédure civile. Elle s'exerce aussi sur la personne même du débiteur et dans ce cas prend le nom de contrainte par corps.

Enfin, dans un sens tout spécial, on donne le nom de contrainte au mandement exécutoire de l'administration contre celui qui est son débiteur.

2. — La contrainte par corps peut être définie : un moyen d'exécution par lequel un créancier peut, dans certains cas et sous certaines conditions prévues par la loi, poursuivre, contre la personne même du débiteur, le paiement de ce qui lui est dû, et en le privant de sa liberté l'amener à remplir ses engagements.

3. — La contrainte par corps est donc exercée pour le paiement d'une créance et consiste dans l'emprisonnement du débiteur. Elle se distingue par là d'autres mesures légales de coercition : du mandat d'arrêt ou de dépôt qui n'ont d'autre but que d'assurer la représentation d'un inculpé devant la justice; de l'exécution du jugement *manu militari* qui n'est qu'« un acte de coercition momentanée sans privation réelle de la liberté »; du pouvoir donné au mari de requérir, au nom de son droit de puissance, l'emploi de la force publique pour obliger l'épouse fugitive à réintégrer le domicile conju-

gal ; du dépôt du failli dans une maison d'arrêt, dépôt autorisé par les art. 455 et 456 C. de comm. « Ce n'est pas pour obliger le débiteur par la voie de son emprisonnement à payer la dette qu'il a contractée, que le dépôt dans une maison d'arrêt a été autorisé ; mais c'est par une mesure d'ordre et afin que le failli demeure à portée de ses créanciers pour leur fournir tous les renseignements dont le besoin pourrait se faire sentir dans l'intérêt de la masse et même dans celui du failli lui-même et pour que les tribunaux puissent ultérieurement statuer en cas d'union et après instruction contradictoire et complète de l'affaire sur les caractères et circonstances de la faillite ¹. »

*
* *

4. — « Les lois qui sont l'*ultima ratio* de la justice, dit M. Troplong, soulèvent toujours des contradictions sur la limite exacte de leurs pouvoirs. » Nombreuses et ardentes furent les discussions sur la contrainte par corps. Critiquée dans son principe, contestée dans son utilité, deux fois abolie et plusieurs fois amendée, elle supporta durant deux siècles les reproches des publicistes et les attaques des philosophes humanitaires.

Le procès de l'utilité et de la légitimité de cette institution se rouvrit pour la dernière fois en France en 1867. Un véritable réquisitoire, résumé de toutes

¹ Montpellier, 11 mars 1871 (D. P. 72. 2. 28).

les critiques et de toutes les censures fut alors, en termes passionnés, prononcé par M. le conseiller d'Etat Bayle-Mouillard. Sa défense fut présentée par M. Josseau. Les deux documents¹ constituent un exposé très complet des arguments qui de tout temps ont été invoqués pour ou contre la contrainte par corps.

5. — Dans cette dernière attaque la contrainte par corps succomba en partie. En matière civile et commerciale elle disparut de notre législation. En matière criminelle elle a survécu. La distinction est-elle rationnelle ! Les reproches d'inutilité et d'illégitimité qui ont fait condamner la contrainte par corps en matière civile et commerciale n'atteignent-ils pas cette même institution appliquée aux matières criminelles ?

6. — L'utilité de la contrainte par corps a été discutée, même niée. C'est là une exagération évidente, une conséquence nécessaire des idées spéculatives que la philosophie déclamatoire et facile de la presse et de la tribune avait introduites dans l'appréciation d'une question qui relève exclusivement de l'examen des faits dans leur réalité pratique. La contrainte par corps n'est qu'un moyen indirect de donner satisfaction au créancier, mais tout indirect qu'il soit ce moyen est plus rapide et plus efficace que l'exécution sur les biens. Plus rapide puisqu'il épargnera

¹ D. P. 67, 4. 73 et *Moniteur* du 7 au 15 décembre 1863.

au créancier bien des lenteurs que la voie des saisies nécessairement lui imposerait ; plus efficace, car la crainte de perdre la liberté ou le désir de la recouvrer, le plus souvent amènera le débiteur non seulement à convertir lui-même en argent les biens que la saisie aurait pu lui arracher, mais encore à réaliser des valeurs qu'il aurait pu soustraire aux poursuites.

7. — En matière commerciale la nécessité de cette voie d'exécution paraissait plus évidente qu'en matière civile. Ses partisans la considéraient volontiers comme la sauvegarde du crédit commercial. La peur de l'emprisonnement semblait pouvoir seule arrêter le petit négociant prêt à se lancer aveuglément dans des spéculations dépassant l'étendue ordinaire de ses opérations. L'enquête faite en 1865 auprès des Premiers Présidents et des Procureurs Généraux reconnaissait à la contrainte par corps un réel effet sur l'exécution des contrats. L'expérience a montré que les craintes étaient vaines. Peut-on dire que, depuis 1867, le crédit commercial a reçu quelque atteinte d'un événement qui devait le renverser ? La garantie de la personne n'apparaît-elle pas comme quelque chose d'archaïque aux yeux de nos commerçants modernes et ne seraient-ils pas assez portés à croire qu'un pareil instrument de crédit n'a jamais existé qu'aux époques au moins barbares, sinon préhistoriques ?

8. — S'il est permis, en matière civile et commer-

ciële, de trouver quelque utilité à la contrainte par corps, il est plus difficile, sinon impossible, d'établir sa légitimité sur des raisons convaincantes et décisives ; de répondre victorieusement aux reproches d'injustice et d'immoralité que ses adversaires ont toujours formulés contre elle.

La contrainte par corps est immorale par ses effets sur la famille du débiteur qu'elle rend tout entière responsable de la dette ; qu'elle désunit ou qu'elle spolie en escomptant comme une garantie l'affection portée au chef ; sur les mœurs en promettant « à des individus de faire de l'incarcération un accessoire de leur négoce un moyen de profit peut-être. » Elle est injuste en faisant de la personne un instrument de crédit. Par elle la liberté de l'homme entre dans le commerce. La personnalité devient la propriété d'un créancier, qui, sans profit pour lui-même ni pour la société, pourra, en consultant ses passions plus que son intérêt, se jouer, sous la protection de la loi, de la vie d'un homme dont l'intelligence et le travail étaient nécessaires peut-être pour assurer la subsistance d'une famille. Et la loi encourt ces épouvantables reproches pour garantir à un individu la protection d'un intérêt purement privé. Pour une dette peut-être minime, qui ne représente qu'une faible portion du capital du créancier, elle prend au débiteur toute sa liberté. « Les intérêts moraux les plus sacrés, les intérêts économiques les mieux compris, sont sacrifiés à l'intérêt matériel le plus faible. »

9. — Sans doute les adversaires de l'emprisonnement pour dette signalent des abus rares et exceptionnels. Une institution qui couvrirait de tels abus serait-elle digne de figurer dans le recueil des lois d'un peuple civilisé ? Aussi ce n'est pas directement que les partisans de la contrainte par corps ont essayé de répondre à de tels reproches développés parfois avec trop de passion, mais qui n'en restent pas moins inattaquables.

La liberté humaine, disent-ils, est un bien inestimable par sa nature, en dehors de toute idée de spéculation et qu'on ne peut sacrifier à un intérêt privé. L'atteinte que vient y porter la contrainte par corps se légitime non par le souci de sauvegarder les intérêts du créancier, mais par le juste désir d'assurer l'exécution exacte et fidèle des engagements, de prévenir et de réprimer la fraude. Le commerçant qui contracte une dette s'engage à l'acquitter à un moment précis ; le créancier escompte le paiement à la date exactement fixée ; si le débiteur tarde à se libérer, le négoce du créancier est de ce fait entravé ; lui-même, à son tour, ne pourra tenir ses propres engagements. La contrainte par corps assurera l'exactitude du paiement et punira au besoin celui qui aura manqué à cette première règle de sa profession. Il existe en outre des faits qui constituent de véritables abus de confiance et que cependant la loi pénale n'a pas prévus. Il ne s'en suit pas que leur répression soit sans intérêt pour

l'ordre public. A ces faits la loi attache la mesure rigoureuse de la contrainte par corps. Celle-ci empêchera le plus souvent, en amenant le débiteur à composition, les conséquences fâcheuses de tels actes. Au cas contraire, ce débiteur récalcitrant n'est plus digne d'aucun ménagement et la contrainte par corps aura pour but d'empêcher la fraude et le vol de se donner libre carrière.

10. — « L'efficacité de l'intimidation, c'est la justification banale de toutes les lois mauvaises que les temps anciens nous avaient transmises. Les lois les plus cruelles seraient donc les meilleures. » Si l'intérêt général donne à la société le pouvoir de disposer de la liberté d'un citoyen, de sa vie même, ce pouvoir est limité aux cas prévus et punis par la loi pénale. En matière civile et commerciale, les intérêts privés seuls sont en jeu. Le bien public, il est vrai, est directement intéressé à ce que les engagements pris soient observés, les obligations contractées exécutées. Pour assurer cette exécution, la loi civile donne en gage aux créanciers l'ensemble des biens du débiteur. Ses pouvoirs s'arrêtent à la disposition des biens. La personne est en dehors des conventions qu'elle réglemente ; la contrainte par corps ne peut être la conséquence de leur inobservation. L'aliénation de la liberté ne peut être une suite naturelle de l'engagement et entrer dans les prévisions des parties qui contractent. Le dol et la fraude doivent être réprimés, mais la répression ne

peut atteindre la personne qu'autant que les actes qui les constituent sont prévus et punis par la loi pénale. Si celle-ci est incomplète, il appartient au législateur de la compléter. Ses imperfections ne peuvent être corrigées par une institution du droit civil : les tribunaux de commerce, pas plus que les tribunaux civils, ne peuvent se substituer aux tribunaux de répression.

11. — « A quoi bon, dit le rapport de M. Josseau, discuter dans un cas particulier la légitimité de la contrainte par corps ? Le projet la reconnaît, puisqu'il la maintient en matière criminelle, correctionnelle et de police ! » On s'étonne, à juste titre, de trouver pareille assimilation entre la législation civile et la législation pénale.

12. — Toutes les objections soulevées contre la légitimité de la contrainte par corps des matières civiles tombent en effet lorsque cette sanction devient la conséquence d'un délit pénal. L'intérêt privé a fait place à l'intérêt général. Nul ne peut méconnaître ici à la société le droit de punir : l'emprisonnement, qui constitue l'exécution de la contrainte, n'excède plus alors ses pouvoirs. « Ici l'emprisonnement prend un autre caractère et nous sommes en présence de principes tout différents. C'est un tribunal de répression qui l'applique. Il le prononce non pas sur un soupçon de mauvaise foi, mais sur une preuve de culpabilité ; non pas contre un débiteur qui avait été peut-être imprudent ou qu'un mal-

heur imprévu a mis, malgré lui, dans l'impossibilité d'acquitter sa dette, mais contre un homme qui a volontairement contrevenu à la loi pénale. Il a encouru une punition. Si pour l'obliger de la subir entièrement il est nécessaire de revenir à l'emprisonnement, n'est-il pas légitime, n'est-il pas juste qu'une condamnation complémentaire l'oblige par corps à payer toute la dette qu'il a contractée envers la société ¹ ? »

13. — La contrainte par corps devient ainsi une rigueur nécessaire : elle est le seul moyen de donner force à la justice. Grâce à elle, la mauvaise volonté ou la ruse d'un débiteur, son insolvabilité, ne sauraient être des causes d'impunité au regard des délits ou infractions punis d'une simple amende.

La garantie s'étend aux dépens. Les frais du procès augmentent la créance à laquelle ils se rattachent plutôt qu'ils ne constituent une créance nouvelle.

Elle s'étend aux réparations pécuniaires allouées à la partie civile, car la nature de la créance la légitime : « Ce n'est pas une dette purement civile, du moment qu'elle dérive d'un crime ou d'un délit. Il ne s'agit plus là seulement de l'exécution d'un contrat. En matière civile quelquefois, en matière commerciale presque toujours, le créancier a accepté son débiteur. On lui doit parce qu'il a voulu prêter..... En

¹ Exposé des motifs, n° 24 (D. P. 67. 4. 81).

matière pénale, au contraire, il ne s'agit plus de contrat, mais de réparation. Le plaignant n'est créancier que parce qu'il a été victime. La société tout entière est intéressée à l'acquittement de ce genre de dette. Ce n'est pas assez pour elle que la peine ordinaire ait été subie. Pour que la conscience publique soit satisfaite, il faut encore que le préjudice soit réparé et que le condamné ait complètement subi sa sentence en accomplissant la restitution et en payant les dommages-intérêts qui sont tout à la fois une indemnité et une espèce de peine prononcée au profit de la partie lésée ¹. »

En établissant une distinction définitive entre les matières civiles et commerciales et les matières pénales, en consacrant cette distinction par ses art. 1 et 2 ainsi conçus :

Art. 1. — « *La contrainte par corps est supprimée en matière commerciale, civile et contre les étrangers.* »

Art. 2. — « *Elle est maintenue en matière criminelle, correctionnelle et de simple police* »,
la loi de 1867 donnait la solution juste et raisonnable d'un problème qui s'était posé ardu dans toutes les étapes de notre législation. Une expérience de plus de trente années l'a aujourd'hui consacrée ; les législations européennes l'ont imitée ². La con-

¹ *Ibidem.*

² *Infra*, n^o 272.

trainte par corps est unanimement condamnée. « La fille dégénérée de l'esclavage antique, la captivité pour dettes » a, comme lui, disparu ou tend à disparaître des lois de tous les peuples civilisés !

HISTORIQUE

14. — § 1. LÉGISLATIONS ANCIENNES. — L'histoire nous montre la contrainte personnelle dans toutes les législations des peuples de l'antiquité, même de ceux qui furent les plus fiers de leur liberté et avec un caractère de cruauté qui va jusqu'au sacrifice de la vie. Le corps du débiteur garantit sa dette. L'homme est une propriété, une marchandise qui peut servir à l'acquittement d'une somme due.

15. — *En Egypte* ce droit de l'homme sur l'homme exista jusqu'à ce qu'une loi de Bocchoris érigea en principe que le débiteur ne pourrait s'obliger que sur les biens et jamais sur la personne ¹. Selon le témoignage de Diodore de Sicile, des lois postérieures, tout en respectant la personne vivante, autorisèrent une contrainte plus odieuse encore. Le corps embaumé du défunt, propriété exclusive des héritiers, pouvait être donné par eux en gage à leurs propres créanciers. Ils étaient tenus alors de s'acquitter et de retirer leur gage sous peine d'être déclarés infâmes et d'être privés eux-mêmes des honneurs funèbres.

¹ Montesquieu, *Esprit des lois*, ch. xx, n° 15.

16. — *Chez les Juifs*, malgré la loi divine, l'emprisonnement pour dettes fut pratiqué et le droit du créancier sembla s'étendre sur la femme et les enfants du débiteur ¹.

17. — *En Grèce*, dans le droit primitif, les pouvoirs des créanciers étaient absolus. Le débiteur devenait sa chose, sa propriété, il pouvait être contraint au travail, il pouvait être mis à mort. Solon, au retour de son voyage en Egypte, essaya d'implanter dans sa patrie les idées plus humaines qui avaient inspiré les réformes de Bocchoris². Quelle fut la portée exacte de sa réforme ? Limita-t-il seulement les pouvoirs du créancier au droit de faire emprisonner son débiteur ou alla-t-il jusqu'à prohiber les stipulations de gage personnel ? L'histoire nous montre Miltiade mourant en prison pour n'avoir pu payer une dette de cinquante talents et son fils Cimon prenant après lui ses fers ³.

18. — § 2. DROIT ROMAIN. — L'esclavage pour dette fut pratiqué à Rome dans toute sa rigueur. Les patriciens virent dans le prêt à intérêt un moyen de domination. Leur rigueur entraîna les révolutions populaires. Déjà attaqué, successivement aboli et rétabli sous les premiers rois, malgré son impopu-

¹ Comp. Parole du roi, dans Saint Mathieu, 23-30.

² Plutarch, *Vita Solon.*, c. 13 et 15,

³ Cornelius Nepos, *Milt.*, c. 7, et *Cimon*, c. 1 et 2.

larité, l'esclavage pour dette fut organisé avec une cruauté excessive par la loi des XII Tables.

19. — Le débiteur tombait sous la puissance du créancier par deux moyens juridiques, le *nexum* et l'*addictio*.

Le *nexum* est le nom générique de tous les contrats formés *per aes et libram*. Par lui le débiteur se donnait en gage au créancier. Cette aliénation volontaire de la liberté, contraire au principe posé par les lois Porcia et Simpronia¹ est certaine, mais plus discutée est l'étendue des pouvoirs que le créancier acquérait ainsi sur la personne du débiteur. D'après l'opinion la plus probable, le *nexus* n'était pas un esclave et ne pouvait être vendu comme tel. C'est un homme libre qui donne ses travaux comme un esclave jusqu'au parfait paiement de la somme dont il est redevable. Vis-à-vis de l'Etat il reste citoyen ; il n'est *in servitute* que vis-à-vis des créanciers. Vers 429 ou 462 une lex Poetilia ordonna la mise en liberté de tous les *nexi* et abrogea probablement dans l'avenir le *nexum*.

20. — L'*addictio* était la conséquence d'une décision judiciaire abandonnant la personne du débiteur au pouvoir discrétionnaire du créancier. Le droit romain primitif ne connut point la saisie et la vente des biens. Le créancier, ne pouvant rien con-

¹ « *Conventio privata neque servum quemquam neque libertum alicujus faure potest.* »

tre la fortune du débiteur, s'attaquait directement à sa personne. Si donc le débiteur ne veut s'engager volontairement par un *nexum*, le créancier le traîne devant le magistrat, et se déroule alors la procédure de la *manus injectio* qui aboutit à l'*addictio* du débiteur au créancier. Le droit de celui-ci est absolu : c'est un droit de vie et de mort. « *Capite pœnas sumito. Ast si pluribus erunt rei, tertiis nundinis sumito.* » Ainsi la loi des XII Tables détermine le sort de l'*addictus*, et malgré une opinion très soutenue qui ne voudrait voir dans ces expressions qu'une image, il faut reconnaître sur les témoignages anciens, d'accord en cela avec les principes rigoureux du droit primitif, que le doute ne peut véritablement s'élever sur la réalité cruelle des termes terribles dont se sert la loi des décemvirs.

21. — Cette législation ne fut modifiée que vers la fin de la République. Une *lex Rubria* permit au créancier d'exercer ses droits sur les biens du débiteur. La *lex Julia de bonis cedendis* permit au débiteur de bonne foi d'échapper à l'*addictio*. Dioclétien supprima les *ergastula* et ordonna que toute punition corporelle soit subie dans une prison publique¹. Enfin Justinien affranchit de la prison celui qui, après avoir fait cession de ses biens, jurait sur les saintes écritures qu'il ne lui restait plus aucune ressource².

¹ Code Just. De oblig. et act. L. 12.

² Nouvelles, cxxxv, cap. I.

22. — § 3. LOIS BARBARES ET LÉGISLATION DU MOYEN AGE. — Les mœurs de la Rome primitive se retrouvent huit siècles après, au seuil du moyen âge, dans les lois des barbares qui envahirent l'Empire. « Le droit de vie ou de mort, le droit au corps et à la chair, le droit de servitude, tout cela va renaître par je ne sais quel accord mystérieux dont la barbarie a seule le secret¹. » Les droits du créancier sont consacrés avec une rigueur égale à celle des XII Tables. En Norwège, en Italie, en Turquie, le créancier peut couper sur le corps de son débiteur un morceau de sa chair : l'histoire du juif Shylock est l'exposé d'une coutume généralement établie. D'après la loi salique, celui qui ne peut acquitter le *wehrgeld* est mis à mort.

23. — Le droit de l'homme de disposer de lui-même est également et généralement admis. En Gaule, avant l'occupation romaine, les gens obérés de dettes se livraient à un noble qui acquérait sur eux les droits du maître sur l'esclave². Dans les lois barbares, l'*obnoxio* est un abandon conventionnel de la personne en garantie de la dette, analogue au nexum romain. Dans la législation gothique et wisigothique cependant, la réduction en esclavage n'était admise qu'après que le juge avait déclaré les

¹ Troplong, *De la contrainte par corps*. Préface.

² Commentaires de César, chap. vi.

biens du débiteur insuffisants pour désintéresser le créancier ¹.

24. — Les *Capitulaires*, malgré les tendances libérales qu'ils contiennent, sont empreints de l'impitoyable sévérité du droit ancien à l'égard des débiteurs. Cependant, dès cette époque, le gage sur les biens lutte avantageusement contre le gage sur la personne ².

25. — Ce n'est que sous l'influence des idées chrétiennes et comme une conséquence du mouvement social qui amena l'affranchissement des serfs, que disparut en France l'esclavage pour dettes. Le dernier monument qui le mentionne fut les Assises de Jérusalem qui, en 1099, donnent encore au créancier le droit de s'emparer de son débiteur et de le contraindre au travail jusqu'à ce que ses services aient payé la dette. Vers le milieu du XIII^e siècle, les monuments législatifs du temps de Saint Louis convertissent la servitude en un emprisonnement ; l'esclavage pour dette se transforme en contrainte par corps. Les ordonnances de 1254 et 1256, *l'Établissement le roy de France*, donnent les biens et non la personne en gage au créancier. La contrainte par corps est abolie pour dettes autres que celles du roi. Deux ordonnances de Philippe le Bel, de 1302 et 1303, interdirent de même d'établir garnison chez

¹ *Lex barb. Wisig.*, liv. V, chap. III, titre 5.

² Cap. lib. 5, c. 203 ; lib. 7, cc. 299, 312.

le débiteur ou de l'arrêter pour dettes autres que celles du roi. L'interdiction ne portait que sur la contrainte judiciaire. La stipulation contractuelle de la contrainte restait permise, et la soumission à cette voie d'exécution devint vite de style dans les contrats. L'innovation de la loi se vit paralysée par les conventions des parties ou plutôt par l'usage.

26. — § 4. ORDONNANCES ROYALES. — C'est en 1566 qu'il faut remonter pour trouver dans notre droit un nouveau texte relatif à la contrainte par corps. Aux termes de l'art. 48 de l'ordonnance de Moulins, la contrainte par corps devint un moyen général d'exécution. Elle était attachée à tout jugement de condamnation pécuniaire et sa durée n'avait d'autres limites que le paiement ou la cession de biens.

27. — Cet art. 48 ne fut abrogé que par l'Ordonnance d'avril 1667. En matière commerciale, la contrainte par corps resta un moyen général d'exécution; en matière civile, elle ne fut plus qu'exceptionnellement admise pour dépens adjugés et dommages intérêts au-dessus de 200 livres, pour reliquat de compte des tuteurs et curateurs, en cas de réintégration, pour stellionat ou dépôt nécessaire, pour le paiement des fermages lorsqu'elle a été stipulée dans le bail.

28. — L'ordonnance criminelle d'août 1670 comprend une série d'instructions relatives à la contrainte par corps appliquée au recouvrement des amendes.

L'ordonnance de commerce de 1673 établit à son tour certaines règles particulières aux engagements commerciaux.

29. — § 5. PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE. — L'ordonnance de 1667 resta en vigueur jusqu'en 1789. Sous l'influence des idées nouvelles se réalisèrent les attaques, pressenties par la philosophie du XVIII^e siècle, contre une institution qu'on ne tarda pas à considérer comme attentatoire à la dignité humaine et aux droits légitimes du citoyen. La théorie ne fut sanctionnée ni par la Constituante ni par la Législative ; au contraire, de nombreux monuments législatifs émanés des deux assemblées maintinrent l'application de cette voie d'exécution. Par un décret du 19-22 juillet 1791, la contrainte par corps devint, en matière criminelle, le moyen général de recouvrement des amendes, des dépens, des dommages-intérêts. La loi des 6-22 août 1791, sur les douanes, l'établit pour la restitution des sommes dues à la régie. Le décret des 28 sept.-6 oct. 1791 la prononça en matière de police rurale.

30. — La Convention, par un décret des 9-12 mars 1793, libéra tous les débiteurs détenus pour dettes et abolit pour l'avenir la contrainte par corps. L'illusion fut de courte durée. Le décret prévoyait des exceptions et elles furent nombreuses. L'abolition ne concernait point les matières pénales : le décret du 5 octobre fixa, en ces matières, à un mois la durée

maximum de la détention. Successivement furent exemptés de la mesure générale, les comptables publics par un décret du 30 mars-3 avril 1793; les délinquants en matière de douanes (décret du 4 germinal an II). Un décret du 24 ventôse an V rétablit la contrainte par corps en matière civile.

31. — L'institution se trouvait régie comme par le passé par l'ordonnance de 1667. Cette ordonnance n'était plus en rapport avec l'état social. La loi du 15 germinal an VI édicta des règles nouvelles. Cette loi comprenait trois titres réglant successivement l'application de la contrainte en matière civile, en matière commerciale, et fixant le mode d'exécution des jugements. En matière pénale, elle restait soumise à la loi des 19-22 juillet 1791; en matière de deniers publics, à celle du 30 mars 1793. Cette loi de germinal fut complétée par une loi du 4 floréal an VI, relative à la contrainte par corps dans les engagements entre Français et étrangers et suivie de nombreux avis du Conseil d'Etat réglant certains cas particuliers d'exercice.

32. — § 6. LÉGISLATION IMPÉRIALE. — Le Code de 1804 démembra la loi de l'an VI en posant les règles de la contrainte par corps en matière civile. Le projet du titre 16 du livre III du Code civil fut porté au corps législatif le 22 pluviôse an XII : il fut adopté et promulgué le 3 ventôse.

33. — Le titre 15, livre V, Part. I du Code de procé-

ture civile compléta le Code civil en édictant la contrainte par corps en certains cas particuliers, mais surtout en établissant les règles de mise à exécution.

34. — Le projet du Code de commerce consacrait un titre en entier à la contrainte par corps des matières commerciales. Ce titre fut retranché au Conseil d'Etat et le Code de 1807 ne renferma que quelques dispositions isolées. La loi du 15 germinal restait en vigueur.

35. — La loi du 10 septembre 1807 établit la contrainte par corps vis-à-vis des étrangers. Elle ajouta à cette mesure la faculté de l'arrestation provisoire antérieure à tout jugement.

36. — Le Code pénal compléta cette législation en autorisant, aux termes des art. 52, 53, 466 et 469, l'exercice de la contrainte par corps pour le recouvrement des amendes, frais, restitutions et réparations pécuniaires, tant au profit de l'Etat que de la partie civile.

37. — § 7. LOIS DU 17 AVRIL 1832 ET DU 16 DÉCEMBRE 1848. — Avec la renaissance des idées libérales renaquirent les attaques contre la contrainte par corps. De 1815 à 1828 divers projets de lois furent présentés, mais les dissentiments qui s'élevèrent entre les deux Chambres empêchèrent toute réforme. Le dernier d'entre eux dont le rapport fut exposé à la Chambre des pairs disparut dans la tourmente

révolutionnaire de 1830. Le calme revenu, le gouvernement prit cette fois l'initiative de la réforme. L'exposé des motifs de la loi nouvelle eut lieu à la Chambre des pairs le 2 novembre 1831, à la Chambre des députés le 17 janvier 1832. Après un renvoi à la Chambre des pairs, le projet fut sanctionné comme loi le 17 avril 1832.

38. — La loi apportait de sérieuses modifications et de notables adoucissements au régime de la contrainte par corps. La concession ne parut point suffisante : elle ne fit qu'encourager dans leurs attaques tous ceux qui voulaient voir disparaître de notre législation ce souvenir des temps barbares. Après la révolution de 1848, un des premiers actes du gouvernement provisoire fut de suspendre, par le décret du 9 mars 1848 l'exercice de la contrainte par corps. Cependant, le 19 mai de la même année, un nouveau décret déclara la suspension non applicable aux condamnations prononcées au profit de l'Etat en matière criminelle, correctionnelle et de simple police.

39. — Le décret du 9 mars souleva de vives protestations : les chambres de commerce s'émurent et de nombreuses pétitions réclamèrent le rétablissement de l'ancien état de choses. Une proposition tendant purement et simplement à rapporter le décret fut présentée à l'Assemblée nationale. Le comité de législation en fut saisi. Il rédigea un projet qui abolissait le décret du 9 mars, apportait certaines

modifications à la loi de 1832. Le 1^{er} décembre 1848 le décret fut rapporté, mais l'examen des amendements fut renvoyé au comité. La discussion et le vote du nouveau projet eurent lieu le 13 décembre 1848 : la loi fut promulguée le 16.

40. — § 8. LOIS DU 22 JUILLET 1867 ET DU 19 DÉCEMBRE 1871. — Jusqu'en 1861 la contrainte par corps ne sollicite plus l'attention du législateur. A cette époque, la commission chargée de l'examen d'un projet de loi relatif aux aliments des détenus pour dettes généralisa la question et émit le vœu unanime que toute la législation de la contrainte par corps fût soumise à un nouvel examen. Le gouvernement déféra l'étude de la question à une commission présidée par le ministre du Commerce. Cette commission se borna à proposer de nouvelles réformes. Le Conseil d'Etat, saisi à son tour, vota pour une réforme plus complète et proposa l'abolition de la contrainte par corps en matière civile et commerciale. L'exposé des motifs du projet fut présenté à la Chambre des députés, le 17 février 1875, par un vieil et acharné adversaire de la contrainte par corps, M. Bayle-Mouillard. La commission d'examen conclut à la conservation du principe d'emprisonnement pour dettes. La discussion s'ouvrit le 25 mars 1867 et la loi fut votée le 15 avril à la majorité de 112 voix contre 95. Votée au Sénat le 18 juillet, elle fut promulguée le 22.

Lors de la discussion, fut intercalée dans le texte de l'art. 3 une disposition qui ne figurait pas au projet et par laquelle l'État se voyait refuser l'exercice de la contrainte par corps pour le recouvrement des condamnations aux frais prononcées à son profit. Les résultats pratiques de cette innovation peu réfléchie en révélèrent bientôt l'inopportunité et le danger. La loi du 19 décembre 1871 fit disparaître cette distinction que rien ne justifiait.

40 bis. — Les colonies sont soumises à un régime législatif particulier et les lois de la métropole n'y sont exécutoires qu'en vertu de dispositions spéciales expresses.

En Algérie, les lois du 22 juillet 1867 et du 19 décembre 1871 ont été rendues exécutoires par les décrets du 27 juillet 1867 et du 10 mai 1872.

Nos autres colonies, jusqu'en 1891, restèrent soumises aux lois du 17 avril 1832 et du 13 décembre 1848, rendues exécutoires par l'ordonnance du 12 juillet 1832 et le décret du 22 janvier 1852. La contrainte par corps restait donc autorisée en matière civile et commerciale ; cependant un décret du 6 décembre 1869 avait supprimé la contrainte par corps en matière civile, commerciale et contre les étrangers dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Un décret du 12 août 1891 a rendu applicable aux colonies la législation métropolitaine.

Il faut encore citer la législation particulière des

établissements français de l'Inde. L'ordonnance du 12 juillet 1832 avait réservé dans l'Inde certains modes de poursuites concernant l'exercice de la contrainte par corps. Le décret du 12 août 1891 assimilait nos possessions de l'Inde aux autres colonies. Il fut modifié par un décret du 12 février 1898 qui l'abrogea en ce qui concerne les établissements français dans l'Inde. La matière y fut réglementée par un décret du 23 septembre 1901, qui autorise la contrainte par corps en toutes matières, contre les débiteurs indigènes qui ne fournissent pas caution ou ne justifient pas qu'ils possèdent sur le territoire de la colonie des immeubles suffisants pour répondre du paiement de leur dette si elle excède 25 roupies en capital en ce qui concerne les nationaux, et quel qu'en soit le montant à l'égard des étrangers et des redevables envers l'Etat, la colonie et les communes.

CHAPITRE PREMIER

CARACTÈRE JURIDIQUE DE LA CONTRAINTE PAR CORPS

41. — La loi du 22 juillet 1867 eut pour but de reprendre l'œuvre entreprise par les lois de 1832 et de 1848 et de la définir. La réforme accomplie par ces deux lois était modeste : le législateur n'avait pas eu l'héroïsme d'une action définitive. Jugeant avec le penseurlatin que «*in medio stat virtus*», placé entre le crédit et la liberté, il avait accordé aux craintes des timorés la contrainte personnelle, aux réclamations audacieuses des innovateurs certains adoucissements demandés par l'humanité. La loi de 1867 fut mieux inspirée. Abolissant la contrainte en matière civile, en matière commerciale et contre les étrangers, puisque en ces matières l'institution était à la fois inutile et injuste, elle conserva cette même institution en matière criminelle, correctionnelle et

de simple police, car là du moins la nature de la créance la légitimait, la nécessité de donner force à la justice répressive lui créait une utilité. La contrainte par corps dont les principes se trouvaient épars dans nos différents Codes, qui obéissait jadis aux règles du droit civil, du droit commercial, du droit pénal, se trouvait désormais cantonnée dans le domaine exclusif du droit pénal.

42. — De tous temps, la contrainte par corps relative au paiement des amendes, des frais et des dommages-intérêts accordés à suite d'une condamnation ayant pour cause une infraction pénale, s'était distinguée de la contrainte appliquée en matière civile et commerciale. Cette distinction, cette séparation même, établie entre la législation pénale et la législation civile, avait réservé à ces deux applications d'une même institution un sort différent et fait émettre dans les diverses étapes de notre droit des règles particulières à l'un et l'autre cas.

43. — Ces différences se manifestèrent dès les premières réglementations, dès les premiers changements apportés aux législations barbares. L'ordonnance de 1254, qui, la première, établit que le paiement des dettes serait poursuivi sur les biens et non sur la personne du débiteur, fit exception toutefois pour les dettes du roi. L'ordonnance de 1667 abrogea l'art. 48 de l'ordonnance de Moulins et laissa subsister la contrainte par corps comme moyen général de recouvrement des condamnations

criminelles. Le décret du 9-12 mars 1793, qui abolit la contrainte par corps, fut rapporté le 5 octobre de la même année en ce qui concerne les matières pénales, tandis que la contrainte ne fut rétablie dans les autres matières que le 24 ventôse an V. De même après le décret du 9 mars 1848 et dès le 25 du même mois, une circulaire du ministre de la Justice, confirmée et régularisée par un arrêté de la commission du pouvoir exécutif en daté du 19 mai, porta que le décret du 9 mars n'était pas applicable aux matières pénales. En 1804, lors de la rédaction du Code civil, et en 1806, lors de la rédaction du Code de procédure, les règles d'application de la contrainte civile furent seules établies ; ce n'est qu'en 1810, lors de la rédaction du Code pénal, que fut fixée la réglementation en matière criminelle. Les législateurs de 1832 et 1848 recueillirent dans un même texte tout ce qui intéressait la contrainte par corps : la contrainte pénale forma un titre spécial et bien distinct de la loi.

44. — Le Code de 1810 ne contient pas de titre spécial à la contrainte par corps, mais de simples dispositions éparses. Les art. 52, 467 et 469 établirent le principe, d'autres textes constatèrent des applications particulières. De nombreuses différences dans les conditions d'application séparaient la contrainte civile de la contrainte pénale. En matière civile ce moyen d'exécution n'était admis qu'en certains cas strictement déterminés par la loi : en ma-

tière pénale il fut attaché comme sanction à toute dette dont l'objet est le recouvrement de l'amende, des frais, des dommages-intérêts et des restitutions, mis à la charge d'une personne condamnée pour crime, délit ou contravention. En matière civile elle ne pouvait être prononcée par le juge que lorsque la dette atteignait un certain chiffre et que le créancier y avait formellement conclu; en matière pénale elle s'attache de plein droit à l'exécution de toute condamnation pécuniaire quelque minime qu'elle soit, alors même que le jugement ne s'explique pas à son égard. Enfin les art. 53, 467 et 469 C. pén. posèrent en matière de contrainte criminelle un principe nouveau, inconnu de la législation civile : l'insolvabilité prouvée du débiteur lui permettra d'obtenir son élargissement après l'expiration de certains délais fixés par la loi.

*
* *

45. — De cette distinction toujours établie entre la contrainte civile et la contrainte pénale naquit la réforme de 1867. La loi nouvelle a conservé la contrainte par corps à peu près telle que l'avait réglementée le Code de 1810 et les lois subséquentes. Mais, si le rapprochement reste possible au regard des conditions d'exercice, l'esprit même de la réforme a changé ou plutôt fixé la nature de l'institution dans un sens plus rationnel et plus juste. La réprobation qui frappait l'emprisonnement pour dettes civiles

ne fit qu'effleurer la contrainte pénale. La contrainte par corps s'imposa dans la sphère du droit pénal par l'utilité nouvelle que lui accorda le législateur, servir de complément à la répression ; par la base sur laquelle il établit désormais sa légitimité, la nécessité de punir une infraction pénale. Ainsi réduite dans un rôle précis, la contrainte pénale revêt un caractère répressif qui lui permit de survivre dans une chute où elle aurait dû normalement être entraînée. Telle est la conclusion qu'impose l'examen des travaux préparatoires de la loi de 1867.

Le texte même de la loi n'est pas malheureusement le reflet exact des intentions du législateur, et l'examen de divers articles ne permet pas de donner une conclusion aussi affirmative. Le problème de la nature juridique de la contrainte par corps se pose après la loi de 1867 avec les mêmes difficultés à résoudre qu'antérieurement à cette loi.

46. — La contrainte par corps n'est pas, dans le sens exact du mot, une peine. C'est par une exagération évidente que l'exposé des motifs la traite de peine complémentaire et éventuelle, de peine se substituant à une autre peine. Elle ne figure pas dans l'énumération des art. 7 à 11 et 464 C. pén. Or il n'y a pas de peine sans texte qui l'autorise.

47. — « La peine est la sanction des règles édictées par le droit criminel. Il ne faut pas la confondre avec la sanction des règles du droit privé.... sanction que l'on qualifie souvent de civile. .. La

sanction civile, dans nos lois modernes, ne porte que sur des biens comptant dans le patrimoine. Son caractère essentiel est d'être établie dans un intérêt privé. La peine peut consister, au contraire, dans la perte d'un bien qui ne compte pas dans le patrimoine d'un violateur du droit, tel que sa liberté ou sa vie. Son caractère essentiel est d'être établi dans un intérêt social ¹. »

La contrainte par corps peut se voir appliquer d'une manière absolue les caractères qui constituent les éléments de la peine. Depuis 1867 elle est bien la sanction d'une règle de droit pénal. Elle peut prétendre à des biens qui ne comptent pas dans le patrimoine, à la liberté du débiteur. Elle est établie dans un intérêt social, et si parfois elle sauvegarde directement des intérêts privés, derrière cet intérêt privé se démasque, dès qu'elle entre en jeu, l'intérêt social.

48. — Elle diffère cependant de la peine proprement dite par son but direct, le paiement d'une dette pécuniaire, l'idée de répression n'intervenant qu'autant que ce paiement est impossible ; par la faculté laissée au condamné détenu d'abrégier la durée de sa détention en se libérant de sa dette ou en fournissant caution.

49. — Devenue une voie d'exécution exclusive au droit pénal, la contrainte par corps se souvient en-

¹ Laborde, *Cours de droit criminel*. Notions préliminaires.

core qu'elle fut jadis applicable en matières civile et commerciale. Elle occupe dans notre droit une situation mixte entre les peines du droit criminel et les voies d'exécution des obligations civiles. La réforme à ce point de vue ne fut pas assez radicale. La loi de 1867 est une étape nouvelle dans l'évolution de la nature juridique de la contrainte par corps. Le Code civil l'avait considérée comme une peine : la loi de 1832 comme un essai de solvabilité. La loi nouvelle lui a attribué cumulativement ces deux caractères : elle est à la fois aujourd'hui une épreuve de solvabilité et une peine.

50. — L'évolution n'est pas terminée et la loi de 1867 peut être considérée comme un pas nouveau vers la législation future. En tant qu'épreuve de solvabilité, la contrainte par corps tend à disparaître. Le droit moderne se refuse à considérer une peine corporelle comme un moyen d'arracher au débiteur le remboursement de ce qu'il ne veut pas payer. L'emprisonnement, quelque forme qu'il affecte, ne peut être qu'une peine. La loi française ne reconnaît pas à la contrainte par corps un caractère pénal exclusif ; cependant si cette institution est encore en quelque sorte un emprisonnement pour dettes, du moins l'esprit de la loi permet de conclure à la prépondérance du caractère pénal et d'envisager l'emprisonnement plus comme un moyen de répression que comme un moyen d'amener un débiteur à payer les condamnations pécuniaires contre lui prononcées.

*
* *

51. — La loi de 1867 n'est qu'une étape nouvelle dans l'évolution historique de la nature juridique de la contrainte par corps. Quelles furent les différentes phases de cette évolution ?

52. — « Dans la logique du droit barbare, c'est la personne qui répond corporellement et en premier ordre des engagements contractés. D'un côté, l'insolvabilité est assimilée à un crime. Le débiteur qui manque à sa foi en ne payant pas son créancier diffère peu du voleur. En méprisant sa parole, il a méprisé les dieux qui ont été pris à témoin : son corps est donc engagé par un délit, il appartient à l'expiation¹. » L'esclavage pour dettes fut donc considéré d'une manière générale comme une peine destinée à réprimer un délit. Depuis l'ordonnance de 1254 les biens du débiteur garantissent en première ligne et d'une manière générale la créance ; ce n'est qu'exceptionnellement que la loi établit une responsabilité corporelle, mais dans ces exceptions le principe est resté le même que dans le droit barbare : la contrainte par corps est une peine. Telle fut la doctrine de la loi du 15 germinal an VI², telle fut la doctrine des auteurs du Code civil. La con-

¹ Troplong, *op. cit.* Préface.

² Art. 2 : « Toute stipulation..... toute condamnation qui prononcerait cette peine..... »

trainte y est qualifiée le « premier degré des peines nécessaires pour maintenir l'ordre public¹ ». Cette peine est destinée à réprimer un dol civil que la loi pénale ne vise pas et qui derrière un intérêt pécuniaire individuel atteint l'intérêt général de la société. « Quel est donc le jurisconsulte qui soit plongé assez avant dans les ténèbres cimmériennes pour ignorer qu'il y a un dol civil que les lois pénales n'atteignent pas et dont il est cependant nécessaire de purger soit les contrats, soit l'exécution des contrats². »

La nécessité d'édicter une peine contre ce dol civil est présentée par le législateur de 1804 comme dominant et légitimant la matière. « Un aussi grand sacrifice (la perte de la liberté) ne sera exigé que dans les cas où à l'intérêt particulier du créancier se trouvera jointe une considération assez puissante d'intérêt public... La loi recherche si la cause de la dette n'est pas telle que le débiteur soit indigne de toute protection et si, lorsque son immoralité ne l'expose pas à des poursuites criminelles, l'ordre social n'exige pas qu'elle soit réprimée par la privation de sa liberté. ³.... Lorsqu'il ne s'agit que de l'intérêt individuel du créancier, la loi ne permet pas au débiteur d'aliéner sa liberté. Mais.... lorsque l'inté-

¹ Exposé des motifs de Rigot-Préameneu. Dal. rép. v° Cont. p. c., page 314, n. 2.

² Troplong, *loc. cit.*

³ Exposé des motifs (Dal. rép. v° Cont. p. c. page 315, n. 2.

rêt public se lie à l'intérêt du créancier, ou que la conduite du débiteur qui ne satisfait pas à ses engagements prend le caractère d'un délit ou d'une faute grave, la loi doit autoriser ou régler elle-même tout ce qui peut donner une nouvelle force à l'obligation¹. » Au cas de stellionat, la fraude ou la mauvaise foi constituent le délit que la loi réprime ; au cas de dépôt nécessaire la foi publique violée demande une réparation ; la désobéissance à l'autorité de la justice légitime, enfin l'application de la contrainte par corps.

Dans la répression de ce délit civil le Code de 1804 édictait une peine dont la rigueur et la cruauté étaient dignes des législations barbares qui consacrèrent l'esclavage pour dettes. Si le sacrifice de la personne humaine était limité à certains cas soigneusement énumérés, lorsque la loi autorisait ce sacrifice, elle l'autorisait complet. Le débiteur devait subir intégralement la volonté du créancier. Ce dernier n'acquerrait point des pouvoirs sur la vie même du contraignable, mais il pouvait le soumettre à un emprisonnement perpétuel que seuls le paiement de la dette ou l'avènement de la soixante-dixième année avaient le pouvoir de faire cesser. La loi française n'avait sur la législation barbare que l'avantage de l'illogisme. En adjugeant le débiteur au créancier,

¹ Rapport au Tribunal (Dal. rép. v^o Cont. p. c., page 317, n. 1).

l'antiquité donnait au nouvel esclave le pouvoir de racheter la liberté par son travail, accordait au créancier une compensation à la perte pécuniaire. La prison perpétuelle détruisait une énergie sans que de ce sacrifice pût résulter un avantage réel pour celui que l'on posait en victime, sinon la satisfaction d'une vengeance longue et raffinée.

53. — Le Code pénal de 1810 admit la contrainte par corps avec le caractère que lui avaient reconnu les rédacteurs du Code civil. Sa nature juridique se développait, pour ainsi dire, dans le sens répressif, par la nature même des créances qu'elle sanctionnait, par les règles particulières édictées dans son application contre les insolvable, dont le sort était pour la première fois visé et réglé par l'art. 53.

54. — En 1826 le Code forestier, et en 1829 la loi sur la pêche fluviale, en étendant l'application de la contrainte par corps à ces matières spéciales, considérèrent nettement cette institution comme une peine complémentaire et éventuelle, applicable au cas où la peine principale, l'amende, ne pourrait être exécutée. C'était un retour heureux et légitime aux vrais principes établis par la loi des 26 sept.-6 oct. 1791. Mais l'innovation est restreinte aujourd'hui encore aux matières forestières.

55. — A l'époque de pression intellectuelle que le régime impérial avait imposé à la France, succéda une époque de critique et de controverse où la ferveur des idées libérales lançaient les esprits à la

conquête des réformes. Une institution, « aussi incompatible avec la raison et l'humanité », aussi rigoureuse dans son application que la contrainte par corps, telle que l'avait organisée le Code civil, aurait dû succomber et disparaître dans le combat général livré au nom de la liberté. Mais les aspirations généreuses des *carbonari* se balançaient au contre-poids de la prudence bourgeoise : l'amour de l'humanité devait céder parfois devant le souci de maintenir la rente et de sauver le crédit public. L'abolition de la contrainte par corps fut réclamée violemment dans la presse et à la tribune. Les apôtres de la liberté obtinrent seulement des concessions. Celles ci permirent aux défenseurs du crédit public de se donner l'illusion de participer aux idées nouvelles tout en conservant une protection légale qu'ils jugeaient indispensable à la sauvegarde de leurs intérêts pécuniaires.

De cette lutte ne sortit point seulement un régime plus bienveillant aux malheureux prisonniers pour dettes; la nature juridique de la contrainte par corps se définit dans un sens nouveau. La théorie de la répression d'un délit civil telle que l'avait organisée le Code civil ne pouvait être admise en 1832: une peine corporelle ne pouvait frapper un individu sans que le fait qui lui est reproché ait été prévu et puni par la loi pénale. Sans doute, il est des actes de fraude ou de dol qui affectent de telle façon la dette à l'occasion de laquelle ils se produisent, que

la loi est sage en édictant des mesures exceptionnellement rigoureuses, non pour punir la fraude ou le dol, mais pour assurer l'exécution de l'obligation et donner satisfaction au créancier. La contrainte par corps sera cette mesure rigoureuse, le dernier moyen donné au créancier pour obtenir le paiement. Elle perd son caractère répressif pour devenir une simple voie d'exécution, une simple épreuve de solvabilité. « La contrainte par corps est un moyen coercitif pour amener le débiteur à remplir son engagement, mais comme on ne doit pas présumer que ce dernier sacrifie sa liberté pour soustraire sa fortune à ses créanciers, on suppose que, s'il ne paie pas, c'est en général parce qu'il ne lui reste pas de ressources pour s'acquitter. L'emprisonnement imposé au débiteur est donc une épreuve de solvabilité : c'est un moyen de vaincre la mauvaise volonté de celui qui chercherait à cacher son avoir ¹. »

56. — Logique avec elle-même, la loi de 1832 assigna désormais à la contrainte par corps une durée limitée. Une épreuve ne peut être éternelle, et après l'expiration de certains délais, calculés suivant les circonstances, celui qui y fut soumis doit en être libéré.

57. — La loi nouvelle consacra un titre spécial à la contrainte par corps en matière criminelle, cor-

¹ Rapport de M. Parant (Dal. rép. v^o Cont. p. c., p. 329, n. 1). En ce sens conclusions sous l'arrêt. Cass. 24 janvier 1835 (D. P. 33. 1. 107).

rectionnelle et de simple police. Elle consacra en cette matière des règles spéciales inspirées du Code de 1810, mais elle eut le tort de revêtir la contrainte pénale du même caractère juridique que la contrainte civile, de ne vouloir la considérer que comme une épreuve de solvabilité. Les raisons qui avaient poussé le législateur à la réforme n'existaient plus. Le droit sur la personne appartenait ici, sans conteste, à la société, puisqu'il s'agissait non plus d'un délit civil, mais d'un délit pénal ; que l'intérêt privé n'était plus en jeu, mais l'intérêt social. Le caractère répressif de la contrainte réapparut dans la loi même qui le niait.

58. — La contrainte reste possible contre l'insolvable. Or une épreuve de solvabilité ne peut être prescrite par la loi, lorsque le contraignable a prouvé au moyen des prescriptions légales, qu'il est insolvable et que la mesure qui va le frapper est inutile et vexatoire. La loi ne peut présumer que les moyens qu'elle emploie comme preuve d'un fait sont insuffisants, et que, réduits à leur seule vertu, ils laissent toujours filtrer l'erreur. Le débiteur qui, en matière pénale, a prouvé son insolvabilité, selon les termes de l'art. 420 C. inst. crim., doit être entièrement libéré de la contrainte, comme est libéré, en matière civile ou commerciale, le débiteur qui prouve son insolvabilité par la cession de biens ou la faillite. Si, malgré cette preuve, l'emprisonnement est maintenu, c'est que cet emprisonne-

ment n'a plus pour but le paiement de la dette, mais qu'il doit être considéré comme une compensation de la peine principale dont l'insolvabilité empêche l'exécution.

59. — L'art. 36 de la loi de 1832 contient une preuve complète du caractère répressif de la contrainte. «Lorsque l'individu aura été élargi pour cause d'insolvabilité, s'il lui survient quelques ressources, il ne pourra être poursuivi de nouveau et soumis à une nouvelle exécution par corps, qu'une seule fois, et quant aux restitutions, dommages-intérêts et frais seulement : il aura payé l'amende de sa personne, on ne pourra la lui redemander sur ses biens ¹ ». Peut-on dire plus clairement qu'au moins au regard de l'amende, la contrainte par corps est une peine se substituant à une autre peine !

60. — Et encore n'est-il pas dit : «... Doit-on admettre en cette matière (matière pénale) les septuagénaires au bénéfice de l'âge d'une manière absolue ? Si l'on se décidait pour l'affirmative, il pourrait y avoir journallement des délits dont la réparation à l'égard des intéressés serait impossible ; les familles livrées à l'habitude de certains délits, par exemple dans les forêts et bois, auraient soin d'envoyer des vieillards pour les commettre, certains du moins que les condamnations pécuniaires seraient illusoires ². »

¹ Rapport Portalis (Dal. rép. v^o Cont. p. c., page 328 n. 29).

² Rapport Parrant (*ibid.*, page 335, n. 70).

Ainsi, même dans la loi de 1832, la contrainte par corps revêt son caractère répressif ! Considérée comme une simple épreuve de solvabilité, elle constitue, en effet, un système législatif plus immoral et plus injuste que l'esclavage pour dettes. Les lois barbares, au moins dans l'abandon d'un débiteur au créancier, faisaient intervenir des idées morales telles que le respect de la divinité ou la nécessité de maintenir l'ordre social. La loi de 1832 sanctifiait le respect des intérêts privés et préférait l'avantage pécuniaire d'un citoyen à la liberté d'un autre citoyen. Au nom de l'humanité, elle consacrait une institution inhumaine !

*
* *

61. — L'erreur du législateur de 1832 a été, en partie du moins, réparée. La contrainte par corps avait été dénaturée pour être conservée. La loi de 1867, en lui rendant son véritable caractère, dut, pour être logique avec elle-même, l'abolir en matière civile et commerciale et ne la maintenir qu'en matière criminelle.

La contrainte par corps est restée distincte et indépendante de la peine proprement dite. Aucun texte ¹ n'a reproduit une disposition analogue à celle de l'article 5, titre II, de la loi du 28 sept. - 6 octobre 1791. Le principe posé par l'art. 37 de la loi

¹ Exception faite pour les matières forestières (art. 214 C. for.).

de 1832 n'a pas été abrogé. Elle est restée en quelque sorte une épreuve de solvabilité, mais elle est avant tout et surtout un complément de la répression.

62. — En notion générale, elle est une épreuve de solvabilité. Si le débiteur a des ressources, elle sera le moyen de vaincre sa résistance : ne serait-elle pas même en ce cas le moyen de punir ce débiteur de sa mauvaise volonté ? La loi la considère sous cet aspect :

En accordant le droit de la requérir aux agents du Trésor et à la partie civile (art. 3 et 4) ;

En laissant au contraignable le pouvoir de la prévenir ou de la faire cesser en payant la dette ou en fournissant une caution (art. 11) ;

En laissant subsister la dette alors même que la contrainte a été subie. L'art. 2069 C. civ. est encore aujourd'hui en vigueur.

63. — Mais la loi envisage surtout la contrainte par corps comme la substitution d'une peine à une autre, comme une peine éventuelle et complémentaire. Son esprit, les conditions d'application qu'elle édicte ne laissent subsister aucun doute.

64. — Le caractère répressif de la contrainte par corps peut seul la légitimer et lui créer une utilité¹. Le contraignable a commis un acte que la loi qualifie d'infraction pénale et qu'elle considère comme de nature à porter atteinte à l'ordre social. A la répression

¹ *Supra*, n° 12 et 13.

de tels actes, la loi applique toute sa force et toute sa vigilance. La peine constitue son moyen de répression. Cette peine doit être complète : l'autorité de la loi disparaîtrait si, par suite d'une lacune de son organisation, un seul délinquant échappait au châtiment ou si sa force n'était pas suffisante pour englober dans la répression toutes les conséquences de l'infraction. La contrainte par corps, en se substituant à la peine principale, atteint ceux que cette peine n'aurait pu frapper, et en complétant cette peine permet d'obtenir la répression entière du crime ou du délit.

65. — Ce rôle de peine éventuelle et complémentaire, la contrainte le joue chaque fois qu'on se trouve en présence d'un individu qui ne peut satisfaire à la peine pécuniaire infligée. Envisagée en tant que moyen d'amener un débiteur à composition, en face d'un insolvable, la contrainte devient une torture injuste et inutile¹. En matière pénale, au contraire, l'insolvabilité ne peut être un moyen d'impunité. La pauvreté née souvent de l'inconduite ne peut mettre obstacle au droit et au devoir de la loi, assurer la répression.

66. — En pratique c'est presque toujours contre des insolubles que sera exercée la contrainte par corps. C'est même, on peut le dire, cette seule hypothèse qu'envisagea le législateur de 1867. Il est bien

¹ *Supra*, n° 58.

rare, en effet, que celui qui peut payer préfère son argent à sa liberté, et le plus souvent il s'exécute avant même qu'on l'ait menacé de cette rigoureuse voie d'exécution. Dans la majorité de ses applications le caractère répressif de la contrainte apparaît seul. Elle n'est requise le plus souvent qu'après que l'on a discuté les biens et constaté leur insuffisance. Au regard des particuliers la nécessité de consigner des aliments les rend discrets sur son emploi. Au regard de l'Etat, ce n'est qu'après que les agents du Trésor ont essayé vainement d'opérer un recouvrement pécuniaire qu'est adressée au Parquet la demande d'incarcération². C'est donc à titre de peine que la contrainte est requise, puisque la discussion négative des biens du débiteur a démontré par avance son inefficacité en tant qu'épreuve de solvabilité.

67.— Le caractère répressif se trouve encore dans le texte même de la loi, dans les conditions d'application auxquelles est soumise la contrainte par corps.

Elle a lieu de plein droit, c'est-à-dire qu'elle est attachée comme une conséquence nécessaire aux condamnations pécuniaires motivées par une infraction. Le juge n'a pas besoin de la prononcer, les parties n'ont pas besoin d'y conclure. Ce n'est pas, comme jadis en matière civile, le créancier qui demandera au tribunal de lui accorder cette nouvelle

¹ *Infra*, n° 229.

garantie, et le juge, comme cela se produisait en certains cas, n'est pas libre de l'accorder ou de la refuser. Ses pouvoirs se bornent à fixer la durée de l'emprisonnement. C'est la loi elle-même qui accorde le droit à la contrainte, c'est elle qui assure ainsi dans tous les cas, et en dehors de l'arbitraire du juge, la parfaite soumission du coupable au châtimement.

68. — Ce pouvoir d'appréciation laissé au juge appartient au tribunal répressif. Parfois le juge civil, aux termes de l'art. 5, se voit accorder les mêmes droits, mais en ce cas sa décision est dominée encore par une sentence rendue au criminel.

69. — Le contraignable n'est plus un simple débiteur, mais un individu reconnu coupable d'une infraction. Un coupable seul peut être frappé par la contrainte. Les héritiers, les ayant-cause, les personnes civilement responsables, la caution, simples débiteurs de la même dette, ne peuvent être soumis à un emprisonnement. Comme toute peine la contrainte par corps est personnelle et son application est restreinte aux auteurs et complices de l'infraction qui seuls sont tenus de réparer leur faute au regard de la société.

70. — Dans sa durée la contrainte est limitée, mais la limitation établie par la loi de 1867 est toute différente de celle introduite dans notre droit par la loi de 1832. Ce n'est pas à la nécessité de limiter une épreuve que satisfait l'échelle de l'art. 9. La

durée y est fixée bien plus d'après la gravité de la faute que d'après le dommage souffert. En matière de simple police, la contrainte ne peut être encourue que pour un maximum de cinq jours. Le montant des frais et des réparations civiles entraînerait le plus souvent, si l'on appliquait les règles ordinaires, un maximum bien plus élevé. Par cette disposition la loi indique clairement qu'au regard de la contrainte, elle n'envisage point l'infraction en tant que fait dommageable, mais en temps que contravention; qu'elle se préoccupe moins de la réparation civile que de la répression pénale, et que si cet emprisonnement de courte durée est insuffisant pour satisfaire les intérêts privés, la loi, le juge suffisant au contraire comme peine destinée, le cas échéant, à réprimer une infraction de peu de gravité.

71. — La contrainte ne peut être exercée qu'une seule fois pour une même dette et c'est là une innovation de la loi de 1867. Une fois subie, la répression est complète et la société n'a plus rien à réclamer au coupable. Le dommage causé à la partie civile peut n'avoir pas été réparé, l'infraction ne constitue plus qu'un fait dommageable. Les biens seuls du débiteur répondent seuls de la dette.

72. — L'article 12 complète cette disposition en appliquant le principe du non-cumul des peines à la contrainte par corps.

73. — Avec l'analyse des travaux préparatoires s'impose la même solution. La contrainte par corps

s'y voit attribuer tout d'abord le double caractère que nous lui avons reconnu, et dans la suite elle y est uniquement présentée en tant que peine éventuelle et complémentaire, prononcée par anticipation pour le cas où le condamné ne satisferait pas à la peine pécuniaire. « Pour être tout à fait dans le vrai, il faut concilier ces deux théories et mettre d'accord le législateur de germinal an VI de l'an XII avec le législateur de 1832..... Si pour l'obliger (le coupable) à la (punition) subir entièrement il est nécessaire de revenir à l'emprisonnement, n'est-il pas légitime qu'une condamnation complémentaire l'oblige par corps à payer toute la dette qu'ils a contractée envers la société? Souvent la législation répressive pour toute peine prononce une amende S'ils ne veulent pas payer l'amende, ils le peuvent. La condamnation restera inexécutée. La pauvreté, causée trop souvent par l'inconduite ordinaire des dépradateurs de toute sorte, sera un moyen d'impunité. En ce cas, la contrainte par corps est le seul moyen de donner force à la justice. Contre ceux qui peuvent payer, elle est un moyen de contrainte mis à la disposition de la société.

A l'égard des condamnés insolubles, elle est sous quelques rapports la substitution d'une peine à une autre...¹ »

Lors de la discussion, la commission ayant pro-

¹ Exposé des motifs (D. P. 67, 4, 76 et 81, n. 6 et 25).

posé la mise en liberté immédiate de l'insolvable, cet amendement à l'art. 10 fut combattu en ces termes par le ministre de la Justice: «Il résulte de là, veuillez bien le remarquer, que la seule condamnation étant l'amende, il y aurait impunité complète.... Eh bien! qu'avons-nous demandé? Nous avons voulu que si le condamné justifiait de son insolvabilité, il ne fût passible de la contrainte par corps que pendant la moitié de la durée fixée par le jugement. *Au moins il y aura une peine subie*¹.» Et l'amendement fut repoussé.

74. — Certains auteurs² qui reconnaîtraient à la contrainte par corps ce caractère pénal lorsqu'elle assure le recouvrement d'une amende, le lui refusent lorsqu'elle est appliquée au recouvrement des réparations civiles ou des frais. Dans le premier cas, elle est requise, disent-ils, au nom de la vindicte publique et par le ministère public; dans le second cas, elle est provoquée par un simple particulier et au nom d'un intérêt privé. La détention pour les frais, alors que le condamné en se libérant de l'amende a exécuté sa peine, ne peut avoir pour objet que de le contraindre au paiement d'une dette.

75. — La distinction ne nous paraît pas justifiée. Ces auteurs semblent oublier que la contrainte par corps a été abolie en matière civile et que son exten-

¹ D. P. 67. 4. 86.

² Darbois, *Traité de la cont. par corps*, n° 59.

sion aux réparations civiles a lieu moins en vue de l'intérêt privé que pour compléter le châtiment. Les travaux préparatoires sont formels sur ce point¹. Les art. 3 et 4 de la loi de 1867² n'établissent aucune différence entre l'amende, les frais, les restitutions et les dommages-intérêts, prononcés tant au profit de l'Etat que de la partie civile³. Cependant un exemple de distinction avait été établi entre l'amende et les autres chefs de condamnation par l'art. 36 de la loi de 1832, et M. Portalis en avait longuement marqué la signification : « La vindicte publique une fois satisfaite, il n'y a plus rien de pénal dans les dispositions que rendent les tribunaux de répression⁴. » Le législateur de 1867 n'a pas voulu accepter cette théorie ; il a considéré les réparations civiles et les frais comme ayant un lien nécessaire avec le fait qualifié crime ou délit qui a fait l'objet de la répression. A ses yeux, les condamnations pécuniaires sont l'accessoire et la conséquence de la condamnation pénale, et c'est sous ce rapport qu'elles entraînent les voies d'exécution autorisées par la loi⁵.

La loi de 1867 considère si peu la créance de dom-

¹ Exposé des motifs (D. P. 67. 4. 81) et *supra*, n° 13.

² Complétés en ce qui concerne les frais dus à l'Etat par la loi de 1871.

³ Comp. décret 12 février 1898 sur la législation de la c. p. c. dans les Indes Françaises, *infra*, n° 282.

⁴ Rapport Portalis (Dal. rép. v° Cont. p. c. page 328, n. 31).

⁵ Cass., 18 mars 1842 (Dal. rép. v° Cont. p. c., n° 636, n. 1).

mages ou de frais motivée par une infraction comme une créance ordinaire, que son art. 5, et en cela elle innove sur les lois antérieures, accorde l'exercice de la contrainte pour le recouvrement de ces réparations pécuniaires ou de ces frais, alors même qu'ils auraient été alloués à la partie civile par un tribunal civil, pourvu toutefois qu'une sentence répressive, antérieurement au jugement civil, ait déclaré le débiteur coupable de l'infraction d'où naquit la créance. C'est donc que la loi envisage exclusivement la cause de la créance. Puisque cette cause est une infraction, elle veut avant tout et par tous moyens en assurer la répression et éviter qu'un simple jeu de compétence entre divers tribunaux permette au coupable d'échapper en partie au châtement.

76. — Le système de la loi est peut-être critiquable, mais il est certain. La distinction entre l'amende et les autres chefs de condamnation est rationnelle. Elle existait dans le système du Code rural de 1791, où la détention remplaçait l'amende à l'égard de l'insolvable. Elle existe encore aux termes de l'art. 214. C. for. qui, en déclarant la contrainte indépendante de la peine d'emprisonnement, prouve qu'elle n'est pas indépendante de la peine de l'amende ¹.

77. — La nature juridique de la contrainte par corps est dominée par le caractère répressif. On se souvient encore et le législateur de 1867 s'est sou-

¹ *Infra*, n^{os} 207 et 281 et ss.

venu du rôle général de cette institution dans notre droit; mais avec l'abolition de la contrainte en matière civile et commerciale a été aboli le véritable emprisonnement pour dettes. Comme moyen de coaction, la contrainte par corps n'offre plus aujourd'hui aucune utilité pratique. Au regard d'un débiteur civil et commercial la crainte d'un emprisonnement toujours déshonorant, quel qu'en soit le motif, pouvait amener la cession de biens ou la déclaration de faillite, c'est-à-dire, donner au créancier tout ce qu'il était légitime et légal qu'il retirât de son débiteur, l'ensemble de ses biens. Il faut reconnaître qu'en matière pénale bien peu nombreux sont les cas où la détention poussera le débiteur à liquider pécuniairement sa dette. La contrainte est en pratique exercée contre de pauvres gens, peu recommandables le plus souvent, à qui la tare d'un emprisonnement importe peu, et de plus sans ressources ¹. Or le premier et pourrait-on dire le seul motif qui domine le débat de 1867, c'est l'inutilité de la contrainte. Ce motif la fit disparaître en matière civile et commerciale. Si on l'a maintenue en matière criminelle, c'est donc qu'en ces matières on lui a trouvé une utilité nouvelle. L'esprit

¹ Une pratique nouvelle adoptée dans certains parquets, lorsqu'une peine d'emprisonnement est commuée en une peine d'amende, laisse au débiteur le choix entre l'accomplissement du temps de détention ou le paiement de l'amende. Ne préfèrent solder l'amende guère que des condamnés pour délit d'adultère.

de la réforme se fixa dans son sens définitif dès la discussion de l'art 2, à la séance du 29 mars 1867. Le renvoi à la commission fut demandé pour qu'on précisât les cas où la contrainte par corps restait applicable. Le garde des sceaux les comprit tous dans une formule ; la contrainte par corps sera applicable dans tous les cas où, sans elle, l'impunité de l'infraction serait acquise à son auteur. En s'associant par son vote à ces paroles, le corps législatif reconnaissait nettement la contrainte par corps comme l'auxiliaire nécessaire de la répression.

La même pensée s'impose toujours et le mot de peine se présente naturellement lorsque l'on veut définir la nature juridique de la contrainte en matière criminelle. Le mot ne figure point dans la loi, comme il figurait dans celle de germinal an VI. Au sens absolu, la contrainte par corps n'est pas une peine, mais depuis son abolition en matière civile elle est devenue dans notre législation pénale un auxiliaire de la répression.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'APPLICATION DE LA CONTRAINTE PAR CORPS

78. — « La contrainte par corps est supprimée en matière commerciale, civile et contre les étrangers ».

« Elle est maintenue en matière criminelle, correctionnelle et de simple police » (art. 1 et 2 loi de 1867).

Tel est le principe actuel de notre législation. Il faut donc examiner quelles seront les hypothèses comprises dans l'art. 2, c'est-à-dire quelles sont les conditions aujourd'hui requises pour permettre à un créancier d'exercer contre son débiteur la contrainte par corps.

Tout agent d'une infraction, reconnu coupable de cette infraction par un tribunal de répression et frappé, à suite de cette reconnaissance de culpabilité, d'une condamnation pécuniaire, peut être con-

traint par corps pour le recouvrement de cette condamnation.

Il est donc nécessaire aujourd'hui, pour qu'une créance soit recouvrable par corps :

1^o Qu'il existe contre le prévenu une condamnation pécuniaire ;

2^o Que cette condamnation soit motivée par une infraction ;

3^o Que cette infraction ait été reconnue par un jugement ;

4^o Que ce jugement émane d'un tribunal de répression ;

5^o Que le recouvrement de la condamnation soit demandé contre les auteurs ou les complices de l'infraction.

Section I. — Des chefs de condamnation exécutable par corps.

79. — Toute condamnation, au profit de l'Etat, à des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais en matière criminelle, correctionnelle et de simple police (art. 3 L. de 1867 modif., art. 1^{er} L. du 19 décembre 1871) ;

Toute condamnation au profit des particuliers pour réparation des crimes, délits ou contraventions commis à leur préjudice (art. 4 L. de 1867) sont exécutable par corps.

80. — Le quantum de la dette ne doit pas être pris en considération ; si minime que soit la créance, elle sera recouvrable par corps. Les restrictions, que sur ce point l'art. 2065 C. civ., l'art. 126 C. pr. civ. et les art. 1, 13 et 14 loi du 17 avril 1832. avaient édictés, en matière civile et commerciale, n'étaient pas et ne sont pas, selon la loi de 1867, applicables aux matières pénales.

81. — § 1. AMENDES. — Dans notre ancien droit, les amendes *pénales*¹ étaient recouvrables par corps. Cette règle fut reproduite par la loi des 19-22 juillet 1791 (tit. I, art. 26 ; tit. II, art. 41) ; elle passa dans notre Code pénal (art. 52) ; elle a survécu dans l'art. 3 de la loi de 1867.

82. — Une seule question soulève quelques difficultés. Les lois fiscales ont ajouté certains décimes au principal de l'amende². Ces décimes doivent-ils être considérés comme un simple impôt ou au contraire comme faisant partie de l'amende, et dans ce cas sont-ils susceptibles d'être recouverts par corps ?

83. — La jurisprudence est divisée. De nombreux arrêts ont envisagé ces décimes comme un véritable impôt et leur ont refusé tout caractère pénal³. La

¹ *Infra*, n^{os} 96 et suiv.

² Le Trésor perçoit actuellement deux décimes et demi, soit le quart en sus du principal. LL. 6 prairial an VII, 14 juillet 1865, 2 juillet 1862, 23 août 1871, 30 décembre 1873.

³ Metz, 29 avril 1868 (D. P. 68. 2. 89) ; Douai, 17 juin 1868 (D. P. 69. 1. 163) ; Lyon, 14 mars 1870 (D. P. 70. 1. 287).

Cour de cassation, tout en reconnaissant le but fiscal qui a présidé à la création des décimes, a conclu cependant que le résultat de l'addition était une surélévation du taux de l'amende, non un changement dans sa nature. « Ces décimes s'incorporent à l'amende et jouissent des mêmes privilèges et des mêmes moyens de contrainte que ceux édictés pour assurer le recouvrement de l'amende ¹ ».

84. — Aux raisons de ces derniers arrêts, qui déduisent l'identification du fait que la perception des décimes et de l'amende doit être faite en même temps, par les mêmes préposés et par suite dans les mêmes formes, on peut ajouter une preuve nouvelle tirée de la communauté de prescription. Sans doute il est de la nature de l'impôt de disparaître avec le droit qui lui sert de base. Cependant les impôts qui ne s'incorporent pas avec leur base, tels que les droits de mutation ², sont régis dans leur mode de prescription par des règles spéciales. S'il en est autrement des décimes qui nous occupent, s'ils s'éteignent avec et comme l'amende, c'est qu'ils constituent une dette de même nature, soumise aux mêmes modes de poursuite.

85. — § 2. RESTITUTIONS. — La loi de 1867 est sur ce point inexacte et incomplète. Elle indique comme

¹ Nancy, 17 nov. 1868 (D. P. 69. 2. 79); Cass. crim., 27 août 1868 (D. P. 69. 1. 161), et Chambr. réun., 16 janv. 1872 (D. P. 72. 1. 329).

² LL. 22 frimaire an VII, art. 61; 18 mai 1830, art. 11.

recouvrables par corps et dans tous les cas les restitutions qui ne peuvent l'être toujours, et elle omet de citer les confiscations qui le sont quelquefois. Cette création d'un nouveau chef de condamnation autorisant la contrainte est généralement combattue : l'énumération légale est regardée comme rigoureusement limitative. Cette restriction au regard des restitutions et cette extension aux confiscations doit être cependant admise en vertu des principes généraux qui dominent la matière.

86. — La contrainte par corps suppose que l'objet de la dette est une somme d'argent ; sa durée, aux termes de l'art. 9, est calculée sur l'importance de la somme à recouvrer ; aux termes de l'art. 10, elle est réduite de moitié sur la preuve de l'insolvabilité du contraignable. Ces textes excluent la possibilité d'appliquer la contrainte à l'obligation de payer autre chose que de l'argent et permettent cette application toutes les fois qu'il s'agira de payer une certaine somme. Ce sera donc à la condition que les restitutions et les confiscations porteront sur une somme d'argent que la contrainte par corps leur sera applicable ¹.

¹ Sous l'empire de l'article 126 C. pr. civ., la question de savoir si le mot dommage englobait les restitutions, c'est-à-dire l'objet lui-même ou les sommes représentatives de sa valeur, était diversement résolue. L'opinion générale était que la c. p. c. n'était pas possible pour les restitutions *in individuo*. Comp. Troplong, *op. cit.*, n^{os} 220 et suiv., et Sourdat, *Traité général de la responsabilité*, n^{os} 496 et suiv.

87. — La difficulté ne paraît point légalement pouvoir être tournée en accordant au juge le droit d'estimer l'objet et de fixer la durée de la contrainte d'après cette estimation. L'art. 9 exige que cette durée soit fixée d'après le taux des condamnations. Il faudrait donc que le juge puisse condamner le prévenu à payer l'estimation de la chose au lieu de la chose elle-même, et cela n'est pas toujours possible.

88. — Il faut supposer pour les restitutions la présence au procès et les conclusions conformes de la partie civile. Dans ces conditions il n'y a plus en réalité restitution, mais bien allocation de dommages-intérêts. En dehors d'elle l'estimation du juge a la valeur d'un simple arbitrage et n'emporte pas condamnation au paiement de l'évaluation.

89. — Les mêmes règles s'appliquent aux confiscations prononcées au profit d'une partie civile. Prononcées au profit de l'Etat, l'estimation devient impossible en dehors d'un texte qui l'autorise, car elle transforme la confiscation en amende, c'est-à-dire en une peine qui ne peut être prononcée sans texte¹.

¹ Les auteurs qui ne veulent admettre la confiscation concluent à cette illégalité. Après avoir établi, en matière de douanes, que la valeur de l'objet, sujet à confiscation, ne peut entrer en ligne de compte dans le calcul de la durée de la contrainte par corps, ils reconnaissent que si le contrevenant a reçu mainlevée des marchandises saisies pour éviter les risques de dété-

90. — Remarquons qu'en pratique, l'objet soumis à restitution le plus souvent, et toujours l'objet confisqué est, en vertu d'une saisie antérieure, sous la main de la justice. La valeur de cet objet n'entrera donc pas en ligne de compte pour le calcul de la durée de la contrainte par corps. Un individu ne peut être contraint à donner ce dont la justice s'est déjà emparée et tient à la disposition de son légitime propriétaire.

91. — § 3. DOMMAGES-INTÉRÊTS. — Dans l'ancien droit, avec les lois de juillet 1791, de brumaire an IV et les art. 52 et 469 C. pén., les dommages-intérêts en matière criminelle étaient recouvrables par corps. La loi de 1867 autorise la contrainte lorsque ces dommages-intérêts, prononcés tant au profit de l'Etat que de la partie civile, sont la conséquence directe de faits délictueux, et l'autorise alors même qu'ils auraient été alloués par des tribunaux civils, pourvu toutefois que le fait délictueux ait été auparavant reconnu par la juridiction répressive (art. 5).

92. — § 4. FRAIS. — Aux termes de l'ordonnance de 1667, la contrainte pouvait être ordonnée en matière civile pour dépens adjugés supérieurs à 200 li-

rioration, la valeur de cette marchandise doit être ajoutée à l'amende, car, disent-ils, l'administration est créancière de la somme en vertu d'une contravention. Aucun texte n'autorise une pareille substitution.

vres. En matière criminelle il n'intervenait jamais contre l'accusé de condamnation aux dépens; l'amende et les confiscations étaient considérées comme indemnisant l'Etat des dépenses faites pour la justice criminelle. Exception était faite pourtant dans le cas où il y avait partie civile au procès et que les dépens lui avaient été adjugés à titre de dommages même inférieurs à 200 livres; ils étaient alors recouvrables par corps.

Dans la législation postérieure, les frais en matière civile et commerciale n'étaient pas garantis par la contrainte. Il était généralement admis que l'art. 126 C. proc. civ. ne comprenait point dans ses termes les dépens, que ceux-ci étaient une chose parfaitement distincte des dommages-intérêts¹. La loi de janvier 1791 ne s'expliquait pas sur les frais de justice criminelle. La jurisprudence avait admis ce chef d'application de la contrainte par corps, mais sa solution était critiquée². Le décret du 20 septembre mit fin au débat en consacrant la théorie de la jurisprudence. L'art 52 C. pén. comprit dans ses termes les frais au même titre que l'amende et les dommages. Le décret du 18 juin 1811 régla la matière dans le sens le plus favorable au Trésor.

93. — La loi de 1867 admit la partie civile au bénéfice de la contrainte pour le recouvrement des frais

¹ Troplong, *op. cit.*, n^{os} 214 à 217. — Sourdat, *op. cit.* n^o 200 *ter*.

² Cass. crim., 2 janv. 1807 (Dal. rép., v^o Cont. p. c., n^o 610, n. 2).

par elle avancés, mais refusa ce même bénéfice à l'Etat (art. 3, § 2). La distinction était injustifiable surtout si l'on considère que la créance de l'Etat est privilégiée et prime le paiement des indemnités allouées à la partie civile (art. 54 C. pén.).

D'ailleurs cet acte de désintéressement fut de courte durée devant l'expérience des conséquences obtenues. La loi du 19 décembre 1874 rétablit l'Etat dans les mêmes droits que la partie civile.

94. — La contrainte par corps ne s'exerce que pour les frais dus à suite d'une poursuite criminelle et seulement contre l'auteur et les complices de l'infraction¹.

95. — La partie civile condamnée aux frais sauf son recours contre le prévenu peut poursuivre par corps son remboursement. Le recours constitue pour elle une véritable allocation de réparations civiles.

Section II. — Des infractions qui motivent l'exercice de la contrainte par corps.

96. — Toute condamnation à l'amende, aux frais, à des dommages-intérêts n'entraîne pas l'exercice de la contrainte par corps. La condamnation doit avoir sa cause dans une infraction. La contrainte par corps n'existe plus qu'en matière criminelle, correc-

¹ *Infra*, n^{os} 159 et ss.

tionnelle et de simple police (art. 2, loi de 1867). Il faut donc déterminer quelles sont les infractions dont la poursuite et la répression constituent une matière criminelle, correctionnelle et de simple police, c'est-à-dire quelles sont les infractions qui comportent dans leurs conséquences pécuniaires l'exercice de la contrainte par corps.

97. — § 1. INFRACTIONS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — La matière est criminelle toutes les fois que le fait poursuivi et réprimé est un crime. Est qualifié crime toute infraction que la loi punit d'une peine afflictive ou infamante (art. 1, 6, 7 et 8 C. pén.)

Aucune difficulté ne peut s'élever sur l'application de la contrainte en matière criminelle.

98. — § 2. INFRACTIONS EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE ET DE SIMPLE POLICE. — Aux termes de l'art. 1 C. pén toute infraction punie d'une peine de police est une contravention ; toute infraction punie d'une peine correctionnelle est un délit. Il semble donc que tout fait puni d'emprisonnement et d'amende, ou de l'une de ces deux peines (art. 9 et 464 C. pén.) constitue une infraction en matière correctionnelle et de simple police.

99. — Si cela est vrai des infractions punies d'une peine d'emprisonnement, le caractère afflictif de la condamnation ne laissant aucun doute sur ce point ; des délits et contraventions prévues par le C. pén. ;

des délits forestiers et de pêche fluviale, encore que des textes spéciaux prononcent formellement sureux; il n'en est pas de même pour des faits très nombreux et très divers que nos lois punissent d'une simple peine d'amende et qui n'offrent pas tous indistinctement le caractère de délit ou de contravention. Il faut donc établir une distinction entre les infractions punissables d'amendes, puisque les unes constituent des délits correctionnels et des contraventions de police et que les autres ne peuvent être considérées que comme des délits civils et des contraventions civiles. Cette distinction, la loi ne la fait nulle part. Sur quelle base la fonder ? Quel critérium permettra-t-il de décider ?

100. — On ne peut conclure du caractère de l'amende à celui de l'infraction punie, car l'amende pénale est de même nature que l'amende civile. Toutes deux répriment une faute, toutes deux constituent une peine.

La bonne ou mauvaise foi de l'auteur de l'infraction est aussi indifférente. Il est des faits qualifiés délits et punis comme tels dans lesquels l'élément intentionnel fait totalement défaut¹. Cet élément manque presque toujours dans les contraventions de police.

¹ Art. 319, 320 C. pén. La Cour de cass., arrêt du 26 décembre 1883 (Bull. n° 369) a statué qu'un prévenu acquitté à raison de sa bonne foi, mais condamné aux dépens est contraignable par corps.

101. — Le critérium paraît devoir être trouvé dans le choix de la juridiction chargée de constater l'infraction et d'appliquer la peine. On peut le formuler : lorsqu'une loi spéciale défère la connaissance d'un fait aux tribunaux répressifs, cette attribution de compétence doit faire classer ce fait parmi les infractions pénales. Inversement lorsque les tribunaux civils seront compétents, le fait poursuivi ne pourra être envisagé que comme délit civil ou contravention civile.

Cela s'entend évidemment de la compétence ordinaire. Lorsque le fait ne sera connu qu'exceptionnellement par le tribunal répressif ou par le tribunal civil, il conservera le caractère de la juridiction dont il relève d'ordinaire.

102. — Ce n'est là cependant qu'un critérium sans grande valeur légale, un moyen simple et commode d'opérer un classement rapide, mais qui peut ne pas être définitif. Il serait dangereux de lui donner une portée trop absolue.

On ne peut prétendre « que le titre de la juridiction aurait la propriété de transformer la nature du fait et le caractère de la répression à ce point que ce titre imprimerait le caractère civil à des faits réellement délictueux et à des condamnations prononçant de véritables peines d'après les définitions légales ; ... malgré l'autorité du principe ci-dessus, il est donc permis et il est même nécessaire, en dehors du caractère de la juridiction saisie, de considérer la

nature du fait incriminé et celle de la peine appliquée¹. »

A l'aide de ce critérium, examinons certaines hypothèses particulières

103. — A. *Juridiction criminelle*. — La contrainte par corps est applicable aux condamnations pécuniaires résultant d'infractions punies d'une amende et déférées par des lois spéciales aux tribunaux correctionnels et de simple police.

Il en est ainsi :

104. — 1^o En matière d'affichage (L. 10 juillet 1852 et décret 25 août 1852), en remarquant que l'amende encourue pour affiche non timbrée est recouvrée par voie de contrainte administrative et que ce n'est que l'infraction résultant de la couleur blanche du papier qui est poursuivie devant le tribunal correctionnel. En matière de chasse (L. 3 mai 1844) ; de contributions indirectes² ; de police rurale (décret 28 sept. 1791) ; de délits et de contraventions de presse (LL. 21 octobre 1814 ; 17 mai 1819 ; 25 mars 1822).

105 — 2^o Les tribunaux correctionnels connaissent de certaines infractions professionnelles commises par des officiers ministériels³. La répression

¹ Amiens, 16 mai 1868 (D. P. 68. 2. 102).

² Cass., 14 février 1832 (Dal. rép. v^o Cont. p. c., n^o 609, n. 1).

³ LL. 12 ventôse an VII, art. 5 et 23 ; 22 prairial an VII, art. 5 ; décret 14 juin 1813, art. 45 ; art. 85, 86, 87, C. comm.

de ces infractions présente, sous quelques égards, le caractère d'une action disciplinaire, et, dans la plupart des cas, le délinquant sera soumis à l'application d'une peine disciplinaire. L'amende qui sera prononcée par le tribunal correctionnel n'en conserve pas moins son caractère pénal. C'est la gravité du fait délictueux qui pousse le législateur à ne plus le considérer comme un simple manquement aux règles professionnelles, mais comme un véritable délit pénal ¹.

106. — 3^o Les notaires passibles d'une amende pour n'avoir pas versé leur cautionnement sont-ils contraignables par corps? Cela pouvait être sous la loi du 7 ventôse an VIII, l'amende étant prononcée par le tribunal correctionnel ². La question ne se pose plus sous le régime des lois de ventôse an XI et du 20 avril 1816, qui, au lieu de punir le retard dans le versement du cautionnement, ont fait de ce versement la condition même de l'admission au serment.

107. — 4^o Le Code d'instruction contient un assez grand nombre de dispositions prononçant une amende, mais toutes n'impriment pas au fait qu'elles visent le caractère pénal.

Certaines parmi ces dispositions ont été expressément mentionnées par l'art. 18 de la loi de 1867.

¹ Douai, 15 juin 1835 (D. P. 35. 2. 149).

² Avis du Conseil d'Etat 17 pluviôse an IX (Dal. répert. v^o Cont. p. c., n^o 20, n. 2).

Pour elles pas de difficultés. Telles sont les dispositions des art. 80 et 157, punissant le témoin cité qui ne comparait pas devant le juge d'instruction ou le tribunal de simple police ; des art. 304 et 355 relatifs au témoin défaillant devant la Cour d'assises ; de l'art. 452 condamnant les dépositaires publics ou particuliers de pièces arguées de faux, et qui refusent de les remettre ; des art. 454 et 456 édictés contre les dépositaires publics ou les particuliers détenteurs d'écritures privées qui refusent de fournir les pièces de comparaison nécessaires à la procédure ; de l'art. 522 visant tout dépositaire de l'expédition ou d'une copie authentique d'un arrêt dont la minute a été détruite et qui refuserait de la déposer au greffe.

Nous reconnaitrons le même caractère pénal aux amendes prévues par l'art. 343 contre le contrevenant à la clôture de la Chambre des délibérations du jury ; par l'art. 396 contre le juré défaillant ; par l'art. 341 contre celui qui succombe dans sa demande en règlement de juge puisqu'aucune peine de ce genre n'est encourue en pareil cas en matière civile (art. 367 C. proc. civ.).

108. — B. *Juridiction civile*. — La contrainte par corps n'est pas applicable aux condamnations pécuniaires résultant de faits poursuivis et punis d'une amende par un Tribunal civil.

Il en est ainsi :

109. — 1^o Des amendes édictées par le Code civil

contre les officiers de l'Etat civil (art. 50, 68, 76), contre les conservateurs des hypothèques (art. 2202-2203) contre les membres d'un conseil de famille qui ne se rendent pas à leur convocation (art. 413).

110. -- 2^o Les amendes édictées par le Code de procédure civile contre la partie qui ne comparait pas en conciliation (art. 50) ou à l'ordre amiable (art. 751) ; contre le témoin défaillant (art. 263-264) ; contre les officiers ministériels pour inaccomplissement de certaines formalités (art. 244, 1030, 1039) ; contre la partie dont l'appel (art. 471), la tierce opposition (art. 479), la requête civile (art. 500) ont été rejetés ou qui a été débouté d'une prise à partie (art. 516).

111. — 3^o Les amendes en matière d'enregistrement sont recouvrables par voie de contrainte administrative sauf opposition devant le tribunal civil (L. 22 frimaire an VII).

112. — 4^o Les tribunaux civils ont compétence sauf quelques cas exceptionnels¹ pour infliger aux officiers ministériels des amendes pour manquement à leur devoir professionnel. Ces amendes constituent une peine disciplinaire et ont un caractère civil.

113. — 5^o Les amendes prononcées par les conseils de préfecture en matière de contravention de grande voirie (L. 29 floréal an X) ne peuvent être considé-

¹ *Supra*, n^o 103.

rées comme contraventions dans le sens criminel. Ce ne sont que des amendes civiles. Elles sont en effet prononcées par des tribunaux qui ne pourraient appliquer, le cas échéant, la peine d'emprisonnement encourue par ces mêmes contraventions¹.

114. — 6° En matière de douanes, nous nous trouvons en présence de la plus remarquable des restrictions portées à notre critérium. Un juge civil a compétence ordinaire pour statuer sur les contraventions douanières, et cependant la nature du fait incriminé, le caractère de la répression nous amènent à conclure que nous sommes en matière pénale et que la contrainte par corps est applicable.

Le juge de paix est compétent pour statuer en matière de douanes sur toutes contestations et prononcer sur les amendes, les restitutions, confiscations et dommages encourus par les contrevenants². Ce n'est que dans certains cas exceptionnels déterminés par des textes spéciaux que le tribunal correctionnel est saisi³.

En ces matières la contrainte par corps fut autorisée par l'art. 6, titre XII du décret du 6-22 août 1791 : « Les jugements portant condamnation au paiement des droits, à celui de la valeur des objets

¹ En ce sens circulaire ministre de la Justice du 6 août 1847.

² LL. 6-22 août 1791 ; 4 germinal an II ; 14 fructidor an III ; 9 floréal an VII.

³ Voir art. 41 à 45, 48, 51, 54 L. 28 avril 1816 ; art. 34, 37 L. 23 avril 1818.

remis provisoirement et confisqués, ou de l'amende lorsqu'il n'aura pas été prononcé de confiscation, ou enfin à la restitution des sommes que la régie aurait été forcée de payer, seront exécutés par corps... » La même disposition fut reproduite par l'art 4, titre VI de la loi du 4 germinal an II. Le principe était absolu et les lois générales postérieures sur la contrainte par corps depuis la loi de germinal an VI jusqu'à celle de décembre 1848 avaient étendu leurs effets sur la matière de la contrainte douanière, soit en fixant le chiffre minimum de la créance recouvrable, soit en introduisant des exceptions plus ou moins étendues¹, mais aucune d'elles n'avait porté atteinte au principe établi par les lois spéciales. En est-il de même de la loi de 1867² ?

115. — Une longue jurisprudence a conclu du titre civil de la juridiction saisie à la nature civile de l'amende. Celle-ci ne serait point une véritable peine, mais une réparation civile accordée au Trésor. Cette théorie fut établie par un arrêt de la Chambre criminelle du 19 décembre 1806, et successivement il fut jugé :

¹ Cass. crim., 18 mars 1842 (D. P. 42. 1. 208).

² Il faut remarquer que, depuis la loi de 1867 et celle de 1871, la question ne se pose plus qu'en ce qui concerne l'amende et les frais. Tout débiteur de droits ou de sommes sujettes à restitution n'est plus contraignable par corps ; de telles dettes sont incontestablement civiles. Quant aux confiscations, elles ne portent jamais sur des sommes d'argent et par suite ne sont jamais recouvrables par corps,

Que l'amende n'est pas en matière de douanes personnelle au contrevenant, qu'elle peut atteindre les personnes qui en vertu du droit commun sont civilement responsables de l'infraction, par exemple le père et la mère ¹ ;

Que la qualité de mineur et la circonstance qu'il a agi sans discernement ne font pas obstacle à ce qu'il soit condamné à l'amende encourue pour infraction aux lois de douanes ² ;

Que les amendes encourues antérieurement à une loi qui a supprimé la contravention y donnant lieu n'en doivent pas moins être prononcées par la juridiction correctionnelle sous l'empire de cette loi à titre de réparation acquise au Trésor public ³.

La Cour suprême a appliqué ces mêmes principes à l'amende encourue en vertu de l'art. 14, titre 13 de la loi du 22 août 1791 par celui qui injurie ou maltraite un préposé des douanes dans l'exercice de ses fonctions ; l'amende en ce cas pouvant être considérée comme l'équivalent des marchandises que l'opposition a soustrait à la saisie ⁴.

116. — Cette jurisprudence s'étayait sur une législation qui sans aucun doute lui était favorable. Le droit révolutionnaire considéra les infractions

¹ Cass. crim., 5 septembre 1828 (Dal. rép. v° Douanes, n° 1008).

² Cass. Ch. réun., 13 mars 1844 (D. P. 44. 1. 188).

³ Rejet 11 décembre 1863 (D. P. 64. 1. 195).

⁴ Rejet 17 décembre 1831; Tribun. Verveins, 8 novembre 1867 (D. P. 67. 3. 104).

en matière de douanes comme des infractions civiles et en déféra la connaissance aux tribunaux de district d'abord, aux juges de paix statuant civilement ensuite.

Un arrêté du 4 thermidor an IV déclare que « de l'examen attentif du Code des délits et des peines, il résulte qu'il n'attribue ni directement, ni indirectement les matières de douanes aux tribunaux correctionnels, et que les amendes en cette partie ne sont pas des peines de la nature de celles qu'il embrasse. »

Un arrêté du 27 thermidor ajoutait : « La législation des douanes n'est que politique et commerciale..... Les peines à prononcer contre les contrevenants en cette partie ne sont pas de la nature de celles à prononcer contre les délinquants qui troublent l'ordre social ¹. »

L'art. 56 de la loi du 28 avril 1816 reconnaissait explicitement le caractère civil de l'amende : « Il sera statué en même temps sur les condamnations civiles en résultant, telles que confiscations, amendes, dommages-intérêts. » L'art. 20 tit. 13 de la loi de 1791 le reconnaissait indirectement en décidant que l'amende cessait d'être personnelle : « Les propriétaires de marchandises sont responsables civilement du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens. »

¹ Dall. répert. v^o Douanes, n^{os} 880 et 976.

117. — Des lois subséquentes¹ enlevèrent aux juges de paix une partie de leurs attributions en matière douanière pour en investir les tribunaux correctionnels.

De cette législation incohérente naissait une circonstance des plus étranges, unique dans notre droit : un même fait, pour lequel un juge civil est déjà institué, pourra être porté devant un juge correctionnel, et les deux juges auront les mêmes peines à prononcer² !

118. — L'incertitude de la législation se retrouve dans la jurisprudence et la Cour de cassation, après avoir admis dans de nombreux arrêts le caractère civil de l'amende douanière, va reconnaître qu'en matière de contravention aux lois fiscales, comme dans toutes les autres matières, les amendes ont un

¹ LL. 28 avril 1816, art. 41 à 45, 48, 51, 54, etc... Loi du 21 avril 1818, art. 34 et ss.

² Un arrêt Cass. 10 janvier 1840 (Dal. rép. v^o Douanes, n^o 906) décida que bien que le juge de paix soit compétent, qu'il s'agisse de simples faits d'opposition à l'exercice des préposés, action qui a un caractère civil, ou que l'opposition soit accompagnée d'injures et de coups, action qui a un caractère correctionnel, cette compétence du juge de paix ne peut exister qu'autant que l'infraction est poursuivie par l'administration seule. Si au contraire le ministère public actionne pour les mêmes faits devant le tribunal correctionnel, l'action est devenue criminelle et le juge de paix en est dessaisi : l'administration ne peut plus poursuivre devant lui ; l'action civile est devenue un accessoire de l'action publique. Ainsi, la compétence du juge de paix, juge ordinaire, dépend de la volonté du ministère public !

caractère pénal : « Les actions en matière de douanes, soit qu'on les considère dans leur principe et leur objet, soit qu'on considère la procédure qui leur est propre, sont du domaine de la juridiction répressive. » Ces amendes étant des amendes pénales sont personnelles au contrevenant et par suite :

L'action s'éteint par le décès du contrevenant et l'administration ne peut l'exercer contre les héritiers ¹.

Ces poursuites exercées pour infraction aux lois sur les douanes contre une femme mariée ne sont passoumises à l'autorisation maritale ou de justice ².

Un arrêt du 14 février 1832³ décide que, lorsque l'amende est infligée par un tribunal correctionnel, la contrainte par corps n'a pas besoin d'être expressément prononcée car « l'amende prononcée par un tribunal correctionnel est une peine suivant l'art. 9 C. pén... Cette disposition est absolue et générale et s'applique à tous les cas où une amende est prononcée par un tribunal correctionnel. »

119.— D'une législation aussi incohérente et d'une jurisprudence aussi variable il est difficile de tirer une solution définitive. La Cour de cassation semble décider que le caractère dominant de l'amende en matière de douanes est réparatoire et civil ; malgré

¹ Cass., 9 décembre 1813 (Dal. rép. v^o Douanes, n^o 976).

² Cass., 26 avril 1865 (D. P. 65. 1. 267).

³ Dal. rép. v^o Cont. p. c., n^o 609.

que cette amende, dans une certaine mesure, revête un caractère pénal, on doit la considérer avant tout comme une indemnité, comme une réparation civile du dommage causé au Trésor. Il faudra donc conclure que, antérieurement à 1867, la contrainte par corps, applicable en matière de douanes en vertu de la loi de germinal an II, était la contrainte des matières civiles et que, depuis la loi de 1867, ce cas d'application de la contrainte par corps est tombé sous le coup de l'abrogation portée par l'art. 1 de cette loi.

120. — Cependant la plupart des auteurs se sont refusés à reconnaître un caractère particulier à l'amende en matière de douanes : « Les art. 9, 11 et 464 sont formels et nous ne trouvons nulle part, même dans les lois spéciales, une disposition qui les abroge..... L'amende n'est point une réparation civile. Elle n'a pas ce caractère puisque l'action en réparation civile survit au décès même du délinquant aux termes de l'art. 2 C. inst. crim. ; or pourrait-on continuer une poursuite correctionnelle contre les héritiers du prévenu décédé avant le terme de cette poursuite ? La Cour de cassation a elle-même répondu négativement à cette question en statuant sur un délit de douanes..... La contradiction qui existe entre cet arrêt et ceux que nous avons cités précédemment est évidente¹, puisque d'une

¹ *Supra*, n^{os} 115 et 118.

part la Cour de cassation imprime à l'amende le caractère d'une simple réparation civile et d'une autre celui d'une peine. Cette double solution atteste assez que la loi a été méconnue. A nos yeux, l'amende en matière fiscale ne cesse jamais d'être une peine, seulement et par dérogation au principe des peines, elle n'est pas strictement personnelle. Elle atteint, outre le prévenu coupable, les personnes que la loi présume ses complices ; tel est le double caractère de cette amende. L'Etat trouve la réparation du préjudice que la fraude lui a causé dans le paiement des droits et la confiscation des marchandises et des objets de transport : l'amende a une mission pénale ; elle flétrit la désobéissance aux lois, elle punit la fraude ¹. »

M. Sourdat ² va plus loin. Il ne veut point reconnaître le caractère impersonnel de l'amende en matière de douanes, et il n'admet d'exception qu'au regard du propriétaire des marchandises, car en ce cas il y a un texte précis qui s'explique par le fait que la loi présume ce propriétaire complice de la fraude. A défaut de texte spécial, l'amende étant une peine, est, comme toute peine, personnelle au délinquant.

De l'art. 56 de la loi du 28 avril 1816 on ne peut

¹ Chauveau Adolphe et Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. I, p. 210.

² *Op. cit.*, n° 968.

déduire non plus le caractère civil de l'amende. Cet article est en contradiction formelle avec l'art. 14 tit. 13 de la loi du 22 août 1791 qui considère comme une peine l'amende infligée pour opposition à l'exercice des préposés. L'art. 56 s'explique en outre par lui-même : en confondant sous le nom de condamnation civile les confiscations, l'amende et les dommages, cet article prend le mot de condamnation civile dans le sens de condamnation pécuniaire et l'oppose aux peines afflictives qui, aux termes des art. 54, 55, 56 seront prononcées à raison des crimes de rebellion et de contrebande.

Enfin la nature de la juridiction saisie ne détermine pas d'une façon fatale la classification légale des faits. C'est là une règle générale, mais qui n'est vraie que pour des faits qui entrent dans la compétence normale du juge et non pour ceux qui lui sont exceptionnellement attribués par des lois spéciales. Ce serait donner trop de portée à une règle qui souffre, même en droit commun, de nombreuses exceptions. Il est de nombreux cas où les tribunaux civils prononcent des condamnations dont le caractère répressif ne peut être contesté, où ces tribunaux civils appliquent des peines non seulement d'amende, mais d'emprisonnement ¹. Il est par trop téméraire en une matière aussi spéciale que les douanes d'affirmer que la nature des condamnations découle

¹ Art. 504 et 505 C. inst. crim.

nécessairement de la nature de la juridiction qui les a prononcées.

121. — L'argumentation de ces auteurs n'est pas suffisante pour permettre de se prononcer d'une façon absolue. L'amende en matière douanière est une peine et non une réparation civile. Mais s'il est vrai de dire que l'amende, même quand elle contient la réparation d'un préjudice, est une peine, on n'en peut conclure qu'elle sera recouvrable par corps. Il existe en effet des amendes qui sont des peines civiles non soumises à la contrainte¹. La solution de la question ne consiste pas à fixer la vraie nature de l'amende en matière de douanes. Elle réside dans l'explication de la portée exacte des art. 1 et 2 de la loi de 1867, et cette portée ne peut être établie en dehors de certains arguments historiques. De l'exposé de ces arguments on peut déduire d'une façon formelle que les mots « en matière civile » de l'art. 1 de la loi de 1867 ne sauraient comprendre dans leurs termes les condamnations de douanes, et on en peut conclure que, si ces condamnations ne peuvent être rangées dans la première des deux grandes divisions établies par la loi nouvelle, elles doivent être nécessairement comprises dans la seconde. N'étant pas prononcées en matière civile, les condamnations douanières sont forcément prononcées en matière criminelle et sont

¹ *Supra*, n^{os} 109 à 113.

régies alors par l'art. 2 de la loi de 1867. Or ni les lois antérieures à 1867, ni la loi de 1867 elle-même, n'ont entendu renfermer les condamnations de douanes dans la portée compréhensive des mots, en matière civile¹.

122. — La contrainte par corps en matière civile fut réglementée par la loi de germinal an VI et par le titre 16 du livre III du Code civil. Aucun de ces textes n'autorise la contrainte par corps en matière de douanes, celle-ci reste réglementée par la loi d'août 1791 et la loi de germinal an II. Si les amendes de douanes n'avaient pu être recouvrées que par la contrainte civile, ce mode de recouvrement aurait été rendu impossible par l'art. 19 de la loi de l'an VI et par l'art. 2063 C. civ., qui abrogent toutes les lois antérieures relatives à la contrainte civile. A compter de l'an VI, la contrainte n'aurait pu être exercée contre les contrevenants aux lois de douanes. Cette opinion est insoutenable. Elle est directement condamnée par un texte dont la force est presque celle d'un texte législatif, puisqu'il émane du Conseil d'Etat, et qu'en 1804 le Conseil d'Etat avait non seulement pour mission de préparer les lois, mais au besoin de les interpréter. La question de savoir, si l'abrogation portée par l'art. 19 de la loi de l'an VI et par l'art. 2063 C. civ. atteignait les lois de 1871 et de

¹ Amiens, 16 mai 1868 précité et les conclusions de M. Froissart.

l'an II relatives aux douanes ayant été posée, un avis du 7 fructidor an XII la résolut dans le sens du maintien de ces textes, en donnant pour motif que l'abrogation de la loi de l'an VI et celle du Code civil ne visait que les règlements et ordonnances précédemment rendus en matière civile¹.

En 1832, le rapport de M. Parant mentionne l'application de la contrainte par corps aux contraventions de douanes, dans la partie consacrée à la contrainte criminelle.

L'arrêté de la commission du pouvoir exécutif du 27 mai 1848, déclarant que le décret du 9 mars n'est pas applicable au recouvrement des amendes et réparations prononcées au profit de l'Etat en matière criminelle, cite expressément dans son exposé les contraventions de douanes comme un des cas où la contrainte par corps doit être rétablie².

123. — La loi de 1867 n'a fait que confirmer cette législation.

L'exposé des motifs dans les exemples des matières qui entraîneront l'application de la contrainte énumère successivement les délits de pêche, les délits forestiers, les délits en matière de douanes...³.

Devant le corps législatif, le renvoi de l'art. 2 à la commission ayant été demandé pour qu'on précisât

¹ Dal. rép. v^o Douanes, p. 571.

² *Ibid.*, v^o Cont. p. c., page 333, n. 1.

³ D. P. 67. 4. 81, n^o 24.

davantage les conditions du maintien de la contrainte par corps, le renvoi fut repoussé et combattu en ces termes par le garde des sceaux : « Nous demandons qu'elle soit maintenue en matière de contravention aussi bien qu'en matière de délits... Il y a des contraventions dont la seule peine est une amende... par exemple en matière de douanes, de chasse... Les différentes infractions prévues et punies par les lois spéciales sous le nom de contravention sont de la compétence tantôt des tribunaux de simple police, tantôt des tribunaux correctionnels ; il y en a, en matière de douanes, qui sont exclusivement de la compétence des juges de paix... Eh bien ! pour ces contraventions, quelle que soit la juridiction compétente, nous disons d'une manière absolue que la contrainte par corps doit être maintenue¹. »

Lors de la discussion de l'art. 10, dans la même séance, le garde des sceaux insista une seconde fois sur la nécessité de maintenir la contrainte par corps en matière de contraventions de douanes².

On a objecté cependant que rien de ces intentions, il est vrai fort précises, n'était passé dans le texte de la loi, tandis que pour les contraventions forestières auxquelles sont constamment accolées dans la discussion les contraventions douanières, il a fallu un texte, l'art. 18, pour maintenir l'application de la contrainte par corps. L'absence d'un texte identique

¹ *Monit.* du 30 mars 1867, p. 386.

² D. P. 67. 4. 86. n. 7.

relatif aux douanes impliquerait en ces matières l'abolition de la contrainte. L'argument ne peut porter. « Il appert du rapport de la commission, que, en présence des doutes qui pouvaient s'élever sur la compatibilité de certaines dispositions du titre 13 C. for. et du titre 7 de la loi sur la pêche fluviale, on avait trouvé utile, pour éviter toute difficulté d'interprétation, de dire que les deux textes ne sont maintenus qu'en ce qui n'est pas contraire à la loi en discussion ; que dès lors la seule conclusion logique que l'on puisse tirer du silence de la loi à l'égard des affaires de douanes, c'est que dans l'esprit du législateur les mêmes difficultés n'étaient pas à craindre en ce qui touche les condamnations de cette nature¹. »

121. — Le caractère pénal prépondérant de la contrainte par corps recommande d'ailleurs son maintien au regard des contraventions de douanes. Ici, comme en matière civile et commerciale, le droit sur la personne ne peut être considéré comme une voie d'exécution inique et inutile. Les contraventions en matière de douanes sont au premier rang parmi celles contre qui la loi répressive édicte le plus souvent comme seule peine une amende, et où l'insolvabilité du condamné lui assurerait l'impunité, si la contrainte par corps ne servait d'auxiliaire à la répression et ne donnait force à la justice.

¹ Amiens, précité.

125. — C. *Juridiction exceptionnelle des tribunaux civils en matière pénale et des tribunaux répressifs en matière civile.* — Les tribunaux civils connaissent, dans un certain nombre de cas, de faits délictueux ordinairement justiciables des tribunaux de répression, et inversement ces derniers ont parfois à prononcer des amendes civiles. La loi autorise cet empiètement de compétence, dans un but de célérité et de bonne justice. L'infraction réprimée conserve son caractère essentiel et la matière reste telle que la révèle la compétence ordinaire.

Ainsi :

126. — 1^o Les troubles et délits commis à l'audience d'un tribunal civil sont immédiatement réprimés par les juges de ce tribunal, qui peuvent prononcer contre le délinquant les peines d'amende et même d'emprisonnement (art. 10, 11, 89, 90, 91 C. pr. civ.; art. 181, 504, 505 C. instr. crim.). La matière reste correctionnelle.

127. — 2^o Les délits commis par certains fonctionnaires sont déférés à la chambre civile de la Cour d'appel (art. 479, 483 C. inst. crim.; art. 10 L. 28 avril 1810; art. 4 décret 6 juillet 1810). Les textes eux-mêmes qualifient ces délits de cause de police correctionnelle.

128. — 3^o Les tribunaux correctionnels doivent punir d'une amende les huissiers qui ont produit devant eux des copies illisibles d'exploits ou de jugements (décret du 28 août 1813). L'amende est, en

ce cas, une peine disciplinaire, et la compétence du tribunal correctionnel résulte uniquement du fait que la copie illisible a été produite devant lui.

Section III. — Nécessité de la constatation judiciaire du fait punissable.

129. — Les conséquences pécuniaires de l'infraction ne peuvent autoriser l'exercice de la contrainte par corps, qu'autant que l'infraction a été reconnue par un jugement. En matière criminelle, la contrainte n'est encourue que par l'individu déclaré coupable de l'infraction, mais la déclaration de culpabilité suffit, il n'est pas nécessaire qu'il y ait condamnation à une peine (argt. art. 5).

En matière civile et commerciale, tandis que l'exécution sur les biens était possible en vertu d'un titre exécutoire quelconque, l'exécution sur la personne n'avait lieu qu'en vertu d'un jugement (art. 2067 C. civ.). C'était une garantie nouvelle contre la faiblesse des débiteurs et la colère irraisonnée des créanciers ! La nécessité d'un jugement de condamnation s'imposait en matière criminelle. Ce jugement est le seul titre possible de la créance. Celle-ci n'a existence légale qu'autant que le fait délictueux qui lui a donné naissance a été constaté judiciairement et a donné lieu à l'application de la loi pénale con-

tre le prévenu ou l'accusé. Sans doute, entre l'auteur de l'infraction et sa victime peut intervenir une convention amiable sur le fait du dommage souffert; mais l'exécution de cette convention ne peut être assurée par la contrainte par corps du droit pénal.

La nécessité d'un jugement de condamnation avait été reconnue bien avant 1867, et les discussions que la rédaction vicieuse de l'art. 52 C. pén. avait soulevées, étaient depuis longtemps closes. On avait reconnu que la contrainte du droit pénal ne pouvait avoir lieu que contre celui qui, poursuivi à l'occasion d'un crime, d'un délit ou d'une contravention, a été convaincu du fait à lui imputé et condamné comme tel ¹. La loi de 1832, celle de 1867, ont conservé ce principe. Il faut remarquer que, si dans la législation antérieure à 1867 la seule contrainte pénale se fermait au créancier dépourvu d'un jugement de condamnation, la contrainte civile restant possible aux termes de l'art. 126 C. proc. civ., ce même créancier se trouverait aujourd'hui dans l'impossibilité totale d'emprisonner son débiteur, la contrainte n'étant plus autorisée qu'en matière pénale.

De ce principe découlent des conséquences importantes :

130. — 1^o L'accusé acquitté sur la poursuite criminelle, mais condamné aux termes de l'art. 358 C.

¹ Cass., 18 mars 1842 (Bull. n^o 67).

instr. crim. à des réparations pécuniaires envers la partie civile, ne peut être soumis à la contrainte par corps ¹. Le prévenu n'a commis ni crime ni délit et la condamnation aux réparations pécuniaires n'entre pas dans la portée de l'art. 2 Loi de 1867. Nous sommes en présence d'un simple dommage dépouillé de tout caractère criminel. Le tribunal répressif remplit en l'occurrence l'office d'un tribunal civil, statue sur un fait civil et applique la loi civile ².

131. — 2^o Les condamnations pécuniaires prononcées au profit du prévenu ou de l'accusé par le tribunal civil et contre la partie civile, aux termes des art. 159, 191, 212, 359, 366 C. inst. crim., ne comportent point dans leur recouvrement l'application de la contrainte par corps ³. La partie civile ne peut être réputée coupable que d'un délit civil. La condamnation qui la frappe ne se rattache pas au fait pénal dont le tribunal était saisi et ne peut participer du caractère pénal de ce fait.

Toutefois si les dommages-intérêts étaient accordés à l'accusé, non comme conséquence d'une action témérairement engagée, mais comme conséquence de diffamations ou de calomnies dirigées

¹ Cass., 1^{er} décembre 1853 (Bull. n° 383) ; 10 janvier 1851 (Bull. n° 16) ; rejet 14 décembre 1839 (Dal. rép. v° Cont p. c., n° 635, n. 2).

² Cass., 8 novembre 1878 (D. P. 79. 1. 387).

³ Cass., 7 janvier 1888 (D. P. 88. 1. 333).

contre lui par le plaignant, les dommages ne seraient-ils pas prononcés alors à raison d'un véritable délit et la contrainte par corps ne serait-elle pas applicable ¹ ? La solution mérite une distinction. Ces dommages même prononcés pour dénonciation calomnieuse ne participent pas du caractère pénal du fait dont le tribunal était saisi et ne sont ni la conséquence directe de la répression pénale, ni l'accessoire du fait délictueux. La diffamation constitue bien un délit pénal, mais pour que les dommages-intérêts dont elle est la cause, revêtent un caractère pénal et entraînent l'application de la contrainte par corps, il faut que le délit de diffamation fasse l'objet d'une action principale. La loi du 20 mai 1863 permet à l'accusé d'introduire immédiatement cette action et au juge de statuer séance tenante.

132. — Dans les cas ci-dessus examinés, la contrainte cesse d'être applicable, à raison de ce que le débiteur n'étant pas coupable au sens pénal du mot, la matière cesse d'être criminelle ; aucune peine n'est prononcée contre lui. Mais la question d'application de la peine est subsidiaire : la matière ne cesse pas d'être pénale, et accessoirement la contrainte ne cesse pas d'être applicable uniquement parce qu'une peine n'a pas été prononcée. La loi

¹ Sic Troplong, *op. cit.*, n° 657. — Contra Sourdat, *op. cit.*, n° 198 ; Darbois, *Traité de la cont. p. c.*, n° 50.

n'exige comme condition que la reconnaissance de culpabilité.

133. — 1^o Si un individu a commis plusieurs crimes ou délits, la peine la plus grave est seule prononcée contre lui (art. 365, § 2 C. inst. crim.). L'individu peut être cependant condamné aux réparations civiles qui sont la conséquence des crimes ou délits restés impunis. Ces réparations seront recouvrables par voie de contrainte. Les faits dont elles dérivent ont été judiciairement constatés et le coupable n'échappe à la répression que grâce à une faveur légale qui ne modifie en rien le caractère de la dette.

134. — 2^o La contrainte par corps peut être requise contre l'individu absous ou relaxé sur la poursuite criminelle¹.

Théoriquement l'acquiescement est le renvoi de la poursuite à raison de la solution négative de la question de culpabilité. L'absolution suppose la culpabilité établie et le coupable échappant à la peine par une raison étrangère à la solution de la question de culpabilité. En principe, il faudrait donc dire que, au cas d'absolution, la culpabilité

¹ Pratiquement les expressions d'absolution et d'acquiescement ne sont employées que dans la procédure devant la Cour d'assises. Tout jugement d'un tribunal correctionnel ou de simple police qui prononce le renvoi de la poursuite est dit jugement de relaxe, quelle que soit la cause qui le motive. Nous employons le mot absolution dans tous les cas pour établir une distinction marquée avec l'acquiescement.

étant reconnue, l'accusé condamné à des réparations pécuniaires ¹ pourra être contraint par corps. Le principe ne paraît pas devoir être admis sans distinctions.

135. — a) L'absolution peut être motivée par l'absence d'un élément essentiel de l'infraction. En ce cas le délit pénal a disparu. Les dommages qui peuvent être prononcés ne sont que la conséquence d'un délit civil et la contrainte par corps ne peut être admise pour leur recouvrement.

Il en est ainsi lorsque le fait qui motive la poursuite, bien que reconnu constant par le juge, n'est pas puni par la loi pénale. L'élément légal de l'infraction fait défaut. Le fait ne constitue pas une infraction pénale. La prétendue déclaration de culpabilité revient à reconnaître que l'accusé ou le prévenu est bien l'auteur du fait incriminé, rien de plus.

Même solution lorsque l'individu est absous parce qu'il a agi sans discernement. Ici c'est l'élément moral de l'infraction qui fait défaut.

136. — b) L'infraction, qui motivait la poursuite criminelle, est couverte par une loi d'amnistie avant que soit intervenue une condamnation irrévocable ².

¹ Nous n'avons pas à examiner ici la controverse de la doctrine et de la jurisprudence sur la question de savoir si l'individu absous peut être condamné aux dépens. (Voir sur la question Laborde, *op. cit.*, pages 228 et ss.).

² *Infra*, n° 269, sur les effets de l'amnistie lorsque la condamnation est irrévocable.

L'amnistie efface toutes les conséquences pénales des faits auxquels elle s'applique, mais réserve les droits des tiers. Si des dommages-intérêts sont alloués à la partie civile, seront-ils garantis par la contrainte par corps ?

Si la justice répressive n'a pas été encore saisie de la poursuite, l'amnistie éteint l'action publique, et la partie civile ne peut plus saisir que la juridiction civile. Le jugement prononcé par cette juridiction ne pourra être muni de la contrainte par corps, la loi ne permettant aux tribunaux civils de la prononcer que dans le cas où l'infraction a été déjà reconnue par la juridiction criminelle (art. 5). |

Si l'on suppose que l'action publique et l'action civile aient été introduites devant un tribunal de répression et que l'amnistie intervienne avant que le jugement sur l'action publique soit rendu, la juridiction saisie, en reconnaissant la culpabilité de l'individu, ne peut plus appliquer une peine, mais reste compétente pour statuer sur l'action civile. Le jugement qu'elle rend pourra-t-il être muni de la contrainte par corps ? La Cour de Paris a conservé cette garantie à la partie civile, du moment qu'elle a saisi la juridiction de répression par une citation régulière antérieure à l'amnistie ¹. C'est méconnaître les principes posés par la loi de 1867. Il ne peut y avoir reconnaissance de culpabilité au sens pénal du

¹ 30 mars 1882 (D. P. 83, 2, 39),

mot, puisque l'infraction, en tant qu'infraction pénale, n'existe plus et ne constitue plus qu'un délit civil. Le tribunal répressif reconnaît par son jugement que l'individu poursuivi est bien l'auteur d'un fait dommageable. En allouant des dommages, il juge pour ainsi dire en tant que juridiction civile et ne peut accorder à la partie civile une garantie que la loi réserve aux condamnations pécuniaires nées d'une infraction reconnue comme infraction pénale.

137. — c) Bien que la question soit plus délicate et plus controversée, nous n'hésitons pas à donner une solution analogue lorsque le délit pénal sera absous en vertu de la prescription acquise. La prescription criminelle procure l'impunité au coupable parce qu'elle équivaut à une abolition de l'infraction. Le fait délictueux, couvert par la prescription, ne peut avoir, au point de vue pénal, aucune conséquence, il ne saurait donc légitimer l'application de la contrainte par corps.

138. — Une jurisprudence bien établie condamne aux dépens l'accusé, reconnu auteur du fait incriminé, mais renvoyé de la poursuite parce que ce fait qualifié crime, les circonstances aggravantes ayant été repoussées, ne constitue plus qu'un délit qui se trouve prescrit. Nous n'avons pas à examiner si cette jurisprudence est fondée, mais à nous demander si les dépens seront recouvrables par corps ? Nous ne le croyons pas. Le jury a reconnu que l'accusé était coupable du fait incriminé ; mais ce

fait, puisque les circonstances aggravantes, qui seules pouvaient établir actuellement son caractère pénal, ont été repoussés, ne constitue plus une infraction pénale, car il ne tombe plus, par suite de la prescription, sous le coup de la loi pénale. La condamnation est prononcée par une juridiction répressive ; ce n'est pas exclusivement la nature de la juridiction saisie qui rend la matière criminelle, c'est avant tout la nature même du fait à juger.

139. — Quoique nées d'un même fait et soumises parfois aux mêmes règles, le principe qui domine l'exercice de l'action publique et de l'action civile est que les deux actions sont indépendantes l'une de l'autre. Cependant, au point de vue de la prescription, la loi n'organise qu'une seule prescription en vue de l'action publique, qui régit aussi l'action civile : celle-ci, considérée comme accessoire de l'action publique, se prescrit en même temps qu'elle et sous les mêmes conditions (art. 637, 638, 640 C. inst. crim.). La règle d'unité de prescription reste applicable même lorsque l'action civile est portée devant les tribunaux civils : la loi ne distingue pas.

Les deux actions sont interrompues par les mêmes actes. Une jurisprudence nouvelle et certains auteurs admettent au contraire que la prescription de l'action civile portée devant un tribunal civil pourra être interrompue, sans que soit interrompue

en même temps la prescription de l'action publique¹. L'action civile survit alors à l'action pnblique, et l'individu renvoyé de la poursuite criminelle à raison de la prescription pourra être poursuivi civilement par la partie lésée ; celle-ci obtenant gain de cause et le tribunal lui allouant des dommages-intérêts, ceux-ci seront-ils recouvrables par corps ? Oui, a-t-on dit, car, bien que le délit soit sensé ne pas exister aux yeux de la loi criminelle, le fait a été reconnu constant par une juridiction répressive suivant les termes de l'art. 5, et si aucune peine n'a été prononcée, c'est par un motif spécial qui n'altère en rien le caractère du fait. Cette théorie nous paraît inexacte. L'exception de prescription, lorsqu'elle est admise, a pour effet d'éteindre le délit et aussi d'anéantir la poursuite : elle s'oppose donc à ce que le fait soit réellement reconnu par la juridiction répressive. L'art. 5 suppose dans ses termes que l'action civile est intentée dans de telles conditions, que le délit qui lui sert de base pourrait, de la part du demandeur, être l'objet de poursuites devant un tribunal de répression².

140. — Dans ces diverses hypothèses d'ailleurs la sentence d'absolution équivaut à un acquittement et

¹ Douai, 7 mai 1894 (D. P. 94. 2. 15) ; Sourdat, *op. cit.*, n° 196 *quater* ; Darbois, *op. cit.*, n° 316 ; Garraud, *Précis*, p. 449.

² Trib. commerce de la Seine, 27 mai 1893 (*Gaz. Pal.* 93. 1. 65).

l'individu acquitté n'est pas contraignable par corps. En d'autres hypothèses, l'absolution ne fait point disparaître le caractère pénal de l'infraction. Les condamnations pécuniaires, conséquences directes d'une infraction reconnue par la justice répressive, seront recouvrables par corps.

141. — *d*) Les auteurs ou complices de certains crimes peuvent être absous par l'admission à leur profit d'une excuse absolutoire¹. L'excuse absolutoire peut être définie: une circonstance de fait prévue par le législateur et qui assure l'impunité à un individu judiciairement reconnu coupable d'une infraction. En face de telles circonstances et tout en reconnaissant la culpabilité de l'individu, la loi a jugé pour des raisons spéciales que l'impunité serait préférable à la répression. L'effet de ces excuses absolutoires réside simplement dans une exemption de peine: elle suppose que l'infraction et la culpabilité de l'individu ont été reconnues. Par suite les condamnations pécuniaires, conséquences de l'infraction légitimant l'application d'une excuse, sont recouvrables par corps.

142. — *e*) Même solution au cas prévu par l'art. 202 C. inst. crim.². Aux termes de cet article, la

¹ Art. 108, 138, 144, 266, 435 C. pén.

² Sic Cass., 15 juin 1844 (D. P. 44. 1, 385) et 14 avril 1860 (D. P. 60. 1, 373); Blanche, *Etudes sur le Code pénal*, I, n° 363; Sourdat, *op. cit.*, n° 197; Laborde, *op. cit.*, n° 386, note; Gar-

faculté d'appeler d'un jugement correctionnel de relaxe appartient aux parties prévenues ou responsables, au ministère public, à la partie civile quant à ses intérêts civils. Le droit de celle-ci est indépendant du droit du ministère public : elle pourra donc interjeter appel du jugement qui renvoie le prévenu des poursuites, même quand le ministère public acquiesce au jugement. Si le second juge statuant sur l'appel interjeté par la partie civile seule contre le prévenu acquitté accueille favorablement les conclusions de cette partie et lui accorde des dommages-intérêts, pourra-t-on employer la contrainte par corps pour le recouvrement de ces dommages ?

Non, a-t-on dit, parce qu'en cette hypothèse le juge correctionnel remplit l'office d'un juge civil et ne prononce que sur une action en dommage. La chose jugée a éteint l'action publique, et le fait poursuivi ne peut plus être reconnu délit pénal par aucune juridiction.

143. — Selon nous, la matière ne cesse pas d'être correctionnelle malgré la chose jugée. La disposition bizarre même illogique de l'art. 202 a pour but de corriger une autre disposition illogique et injustifiée : la différence établie entre les Cours d'assises et les tribunaux correctionnels, les premières pouvant allouer des dommages à la partie civile en cas

raud, *Code pénal*, II, p. 42. — *Contra* Dall. rép. v° Cont. p. c., n° 638 ; Darbois, *op. cit.*, n° 100.

d'acquittement du prévenu, les seconds dans un même cas la laissant désarmée en face du préjudice souffert, désormais irréparable.

144. — La matière ne cesse pas d'être correctionnelle. Le juge d'appel correctionnel peut seul être saisi de la demande de la partie civile, car lui seul est compétent pour réformer un jugement rendu par un tribunal correctionnel et apprécier le fait autrement que ne l'a apprécié le premier juge. La Chambre civile de la Cour d'appel devrait tenir pour vraies les appréciations de fait émanées de la justice criminelle. A moins d'obliger la partie civile à subir sans aucune voie de recours la décision d'un premier juge, il faut donc nécessairement l'adresser à nouveau à un juge correctionnel.

145. — Ce n'est pas la nature de la juridiction saisie qui seule rend la matière criminelle : c'est avant tout la nature même du fait à juger et la culpabilité de l'individu vis-à-vis de ce fait. Or dans l'hypothèse il est impossible à la Cour d'allouer des dommages sans reconnaître, malgré la décision des premiers juges passée en force de chose jugée, l'existence du délit d'abord, la culpabilité du prévenu ensuite : c'est sur ces bases seules qu'elle peut édifier sa condamnation en dommages.

146. — Il y a dans l'espèce une circonstance exceptionnelle et dont il faut tenir grand compte : c'est la situation désormais inattaquable du prévenu qui se présente devant la cour en tant que prévenu

acquitté, c'est l'extinction de l'action publique. Le droit d'appel de la partie civile se heurte au principe de l'autorité de la chose jugée, et soit par suite d'un lapsus involontaire, soit par suite d'une exclusion voulue, les deux principes ne peuvent se concilier.

La conciliation a cependant été tentée. On a voulu séparer le délit civil, que contient tout délit pénal, du délit pénal même, et regarder l'art. 202 comme une exception au principe de l'art. 3 C. inst. crim., d'après lequel les tribunaux correctionnels ne peuvent connaître de l'action civile qu'en même temps qu'ils connaissent de l'action publique. Dans notre hypothèse, le juge d'appel correctionnel aurait à envisager si l'individu est l'auteur du fait dommageable, sans avoir à considérer s'il est l'auteur du délit.

Rien n'indique que telle est la portée de l'art. 202. Pour qu'un principe aussi général et aussi important que celui posé en l'art. 3 C. inst. crim. cède devant un cas exceptionnel, il faut, semble-t-il, que le législateur ait nettement exprimé sa volonté dans un texte formel. En notre matière, certains textes précis portent certaines exceptions¹, mais rien ne permet de dire que l'art. 202 puisse être considéré comme l'une d'elles.

La séparation absolue entre le délit civil et le délit pénal est contraire à l'esprit de notre législation, qui, bien qu'elle déclare l'action civile indépendante

¹ Art. 53 C. just. mil. A. T. et art. 74 A. M.

de l'action publique, est portée à la considérer comme un accessoire de la poursuite criminelle et tend à la régir d'après les règles établies pour cette poursuite. Il importe plus que le délit, cause de trouble social, soit réprimé, que le préjudice particulier réparé.

147. — La conciliation est impossible et cette impossibilité provient de deux causes: la limitation de l'influence de la chose jugée; l'extension des pouvoirs ordinaires du juge d'appel.

La décision des premiers juges pèse sur l'arrêt qui va intervenir, en ce sens seulement qu'aucune peine ne pourra être prononcée contre le prévenu relaxé. En indiquant que la portée de l'appel de la partie civile est limitée à ses intérêts civils, l'art. 202 envisage les conséquences matérielles de l'arrêt: celui-ci ne peut plus prononcer que sur les intérêts privés, la question de la peine est désormais tranchée.

Mais, pour se prononcer sur ces intérêts privés, le juge devra nécessairement remettre l'affaire en question. C'est pour permettre ce nouvel examen que le juge choisi est un juge correctionnel. Un juge civil devrait respecter la décision du juge criminel en ce qui concerne le fait lui-même et la culpabilité de l'individu vis-à-vis de ce fait. L'autorité de la chose jugée lui interdit de revenir sur ces questions et de rendre en ce qui les concerne une sentence différente de celle du juge criminel. Il lui serait difficile, sinon impossible, de faire droit aux demandes de la

partie civile. La Chambre correctionnelle de la Cour d'appel, appelée à statuer, peut et doit se livrer à un nouvel examen des faits, les apprécier librement, en constater la réalité ou la fausseté, et en tirer, mais seulement en ce qui concerne les intérêts civils, telles conséquences qui lui sembleront justes et équitables. Elle n'est pas liée comme le serait le juge civil, par les motifs de la première sentence : elle peut les contrôler, les rectifier et au besoin les réformer. N'est-ce pas dire qu'elle peut reconnaître l'existence du délit et la culpabilité du prévenu ? En prononçant des dommages elle a usé de son droit de réforme. Pour conclure à ce que des réparations soient allouées à la partie civile, elle a dû affirmer que le délit était constant et que l'individu était coupable. Aucune peine n'a été prononcée, mais, pour que la contrainte par corps soit applicable, cette condition n'est pas nécessaire : il faut et il suffit qu'elle s'exerce pour le recouvrement de dommages résultant d'une infraction reconnue par une juridiction de répression.

Section IV. — Nécessité d'un jugement émanant d'un tribunal de répression.

148. — La contrainte par corps ne peut être requise que contre l'individu reconnu coupable de

l'infraction. La déclaration de culpabilité doit émaner d'un tribunal de répression et précéder les condamnations pécuniaires prononcées contre l'agent du délit (art. 5).

Tout tiers lésé par un fait délictueux peut en poursuivre la réparation soit devant les tribunaux de répression, soit devant les tribunaux civils (art. 3 C. inst. crim.). Si l'action est portée devant un tribunal civil, avant qu'aucune poursuite soit intentée au criminel, elle constitue une action civile en dommage qui ne peut autoriser contre le débiteur l'exercice de la contrainte. L'action civile peut aussi être portée devant le tribunal répressif en même temps que l'action publique, ou devant le tribunal civil après que l'action publique aura abouti à la reconnaissance de la culpabilité de l'auteur de l'infraction : dans les deux cas, les réparations pécuniaires, obtenues soit devant le tribunal de répression, soit devant le tribunal civil, seront recouvrables par corps.

149. — Cette condition accentue le caractère pénal de la contrainte par corps. Le tribunal civil, saisi de la demande, apprécie un acte dommageable et ordonne, s'il le juge équitable, que réparation en sera faite par l'auteur. Il ne peut donner à l'infraction un caractère pénal. Le tribunal répressif doit affirmer la criminalité du fait poursuivi et assurer sa soumission à une peine. Les réparations pécuniaires, conséquences de la criminalité, deviennent comme une suite et un complément de la répression.

La garantie de la contrainte par corps qu'on leur attache est destinée le cas échéant à assurer, en ce qui les concerne, cette répression.

150. — La condition cependant est assez arbitraire. S'il est logique que la loi exige une déclaration de culpabilité émanant d'un tribunal de répression, on comprend peu qu'elle exige que cette déclaration précède la condamnation pécuniaire prononcée par la juridiction civile. Pour requérir valablement la contrainte, le créancier doit avoir une créance et un titre. La créance lui est reconnue par le tribunal civil ; le titre lui est donné par le tribunal répressif. Il est indifférent que l'un précède l'autre.

Il n'était pas nécessaire d'exiger que la créance fût liquidée après que le titre aurait été reconnu ; il suffisait d'exiger que le titre soit reconnu.

L'art. 5 voulait mettre fin à une controverse : il l'a mal comprise et a dépassé le but. Antérieurement à 1867, on se demandait en effet si les condamnations pécuniaires prononcées sur l'action civile, née d'un crime ou d'un délit, et portée devant les tribunaux civils, pourraient être garanties par la contrainte par corps de l'art. 52 C. pén. Avec raison on admettait généralement que cela était impossible, car il aurait fallu admettre que la juridiction pouvait déclarer un individu coupable d'un délit ou d'un crime¹. L'art. 5, dans la pensée de ses auteurs, vou-

¹ Dal. rép. v° Cont. p. corps, nos 641, 642.

lait confirmer cette opinion; mais, tandis que dans la controverse ancienne il s'agissait pour le tribunal civil de *prononcer* la contrainte, il a tranché la question en décidant que la créance devait être *liquidée* par le tribunal civil après la reconnaissance de culpabilité par la justice répressive.

Section V. — Des personnes contraignables par corps.

151. — Les auteurs et complices de l'infraction sont seuls contraignables par corps. Ce n'est pas *in abstracto* que la loi de 1867 envisage les mots « en matière criminelle, correctionnelle et de simple police..... crime, délits ou contravention », mais *in concreto*, c'est-à-dire dans leur rapport avec l'individu condamné. Cette condition découle d'ailleurs naturellement du principe qui veut que la contrainte ne soit exercée que contre l'individu déclaré coupable de l'infraction. Elle est une conséquence directe du caractère pénal de la contrainte¹. Celle-ci, comme

¹ A cause de son caractère pénal, la c. p. c. ne peut être exercée que contre une personne réelle, et par suite ne pourrait être soumis à son application le directeur d'une Compagnie, bien qu'il puisse être personnellement tenu d'exécuter les prescriptions des règlements de police, relatifs à la salubrité publique, et, par suite, être passible des infractions commises, lorsqu'il n'a pas été mis en cause en son nom personnel, que c'est

toute peine, est essentiellement personnelle au délinquant, qui seul peut être tenu de réparer le trouble porté par son acte à l'ordre social. La personnalité du coupable disparaissant, la peine devient impossible, l'infraction ne survit plus que dans ses conséquences civiles.

152. — L'application de la contrainte par corps ne peut être étendue aux autres débiteurs des condamnations prononcées contre le coupable : ses héritiers, sa caution, les personnes civilement responsables.

1° La mort du coupable éteint l'action publique et laisse subsister contre ses représentants l'action civile. C'est là une charge du patrimoine. L'héritier ne peut être que civilement tenu, il ne peut être contraint par corps.

Cela s'entend aussi du recouvrement des amendes¹. L'amende étant une peine ne devrait point être exigible après la mort du coupable, car, quoiqu'elle ne grève que les biens, elle n'a pour but que d'obtenir de celui-ci l'expiation de son acte. Elle ne peut dans notre droit ni être poursuivie, ni être prononcée contre les héritiers. Mais lorsque le jugement la prononçant est devenu irrévocable du vivant de

contre la Compagnie que les procès-verbaux ont été dressés, que c'est elle qui figure comme partie au jugement, que c'est contre elle qu'ont été prononcées les condamnations à l'amende et aux frais. Cass. 8 mars 1883 (D. P. 84. 1. 428).

¹ Même solution pour les confiscations.

leur auteur, l'amende reste exigible. L'État ne doit être considéré qu'en tant que créancier et son droit à compter du jugement ne porte plus que sur le patrimoine du délinquant. Cette solution admise par la jurisprudence et, semble-t-il, voulue par le législateur constitue une véritable anomalie, notre droit à tous les autres points de vue assimilant l'amende à une peine. C'est un souvenir de notre très ancienne jurisprudence qui attribuait à l'amende un caractère mixte, à la fois peine et réparation pécuniaire. Au point de vue spécial de la contrainte par corps, l'État agit comme simple créancier civil et ne peut exiger pour sa créance que les garanties accordées par la législation civile.

153. — 2° L'engagement des cautions qui interviennent pour prévenir ou faire cesser la contrainte (art. 11) est purement civil. C'était l'opinion généralement admise avant 1867 : l'art. 34 Loi de 1832, l'art. 212 C. for., l'art. 78 Loi du 15 avril 1829, en permettant au détenu d'obtenir son élargissement en donnant caution, ne déclarent pas que cette caution sera elle-même contraignable par corps : elle entre donc dans le droit commun qui n'assujettit les cautions à la contrainte qu'autant qu'elles s'y sont expressément soumises (art. 2060 C. civ.)⁴.

Exception était faite toutefois pour la caution offerte en garantie de la liberté provisoire du pré-

⁴ Dal. rép. v° Cont. p. c., n° 636; Troplong, *op. cit.*, n° 639.

venu : un texte formel, l'art. 120 C. inst. crim., la soumettait en ce cas particulier à la contrainte sans qu'il y ait de sa part une soumission expresse. L'art. 120 C. inst. crim. fut abrogé par l'art. 18 de la loi de 1867 : il a été remis en vigueur par l'art. 2 de la loi du 19 décembre 1871. Il n'est cependant certainement pas applicable. Son abrogation et son rétablissement sont l'effet d'une erreur matérielle. L'art. 120 C. inst. crim. a été abrogé par une loi du 14 juillet 1865 et remplacé par de nouvelles dispositions muettes au sujet de la contrainte. Or le projet qui devint la loi de 1867 fut présenté au corps législatif en février 1865, époque à laquelle l'ancien art. 120 était encore en vigueur. Il ne fut voté qu'en 1867 et l'on ne s'aperçut pas alors que la disposition relative à l'art. 120 était sans effet. La même méprise fut commise en 1871.

154. — 3^e Les personnes civilement responsables ne sont pas soumises à la contrainte par corps. Il en était déjà ainsi sous l'empire de l'art. 52 C. pén. : tenues de dommages envers la partie lésée, elles ne pouvaient être contraintes que par l'application de l'art. 126 C. proc. civ. ¹.

Leur responsabilité, comme le nom l'indique, est purement civile : elles ne sont tenues qu'à la réparation pécuniaire du préjudice dont elles sont la

¹ Cass., 3 juin 1843 (D. P. 43. 2. 612) et 28 février 1891 (D. P. 91. 1. 444).

cause indirecte en vertu d'un quasi-délit. Elles échappent à la loi pénale, et, si l'action dirigée contre elles est soumise aux tribunaux de répression, c'est à cause de sa connexité avec la poursuite criminelle.

La règle était formellement exprimée dans l'art. 206 C. for. et l'art. 28 de la loi du 3 mai 1844. Ces textes, après avoir établi la responsabilité des pères, mères, tuteurs et commettants, décident que cette responsabilité se règlera conformément à l'art. 1384 C. civ. et s'étendra aux dommages, restitutions et frais; sans pouvoir toutefois donner lieu à la contrainte par corps. Ni la loi de 1844, ni le Code forestier ne voulaient consacrer une exception à la règle générale, et l'on ne pouvait raisonnablement conclure que, si leurs dispositions en matière spéciale avaient cru nécessaire de dispenser de la contrainte les personnes civilement responsables, en règle générale celles-ci devaient y être soumises. Leur portée était tout autre : ces textes établissaient une exception à la règle de l'art. 126 C. proc. civ. qui en certains cas pouvait remplacer la contrainte impérative de l'art. 52, par la contrainte facultative, et libérait de celle-ci les pères, mères, tuteurs et commettants en matière spéciale de délits forestiers et de délits de chasse ¹.

155. — Le principe cependant ne souffre-t-il pas quelque exception ?

¹ Darbois, *op. cit.*, n° 91.

156. — a) Antérieurement à 1867 une partie de la jurisprudence créait une exception en matière de contraventions douanières. Il fut jugé que le père d'un fils mineur était responsable des amendes pour fait de contrebande encourues par son fils et pouvait être contraint par corps au paiement de ces amendes¹. Cette jurisprudence se ralliait à l'opinion alors accréditée, qu'en matière douanière les amendes étaient plutôt une réparation civile qu'une peine. Aujourd'hui la question ne peut plus se poser. La loi de 1867 a reconnu la contravention douanière comme contravention pénale². Elle considère les amendes douanières comme des amendes pénales, et, en attachant la contrainte par corps à leur recouvrement, elle n'a édicté à leur sujet aucune disposition particulière. Elles obéissent donc aux règles générales et au principe que la contrainte par corps n'est applicable qu'à l'auteur de l'infraction.

157. — b) Aux termes de l'art. 46 C. for., les adjudicataires et leurs cautions sont responsables et contraignables par corps au paiement des amendes encourues pour délits et contraventions commis par leurs employés. Cet article est-il encore en vigueur?

Un premier système le soutient³. Les adjudicataires sont considérés par la loi comme complices de

¹ Douai, 9 avril 1842 (Dal. rép., v^e Peine, n^o 636).— *Contra* Cass., 11 février 1843, précité.

² *Supra*, n^{os} 114 et ss.

³ Sourdât, *op. cit.*, n^o 803; Paul Pont, *Petits contrats*, II, n^o 972.

la faute de leurs agents. Comme tels ils sont tenus de l'amende ; celle-ci est prononcée par un tribunal correctionnel. Elle entre dans les prévisions des art. 2 et 3 de la loi de 1867.

Cette opinion semble oublier que l'art. 18 Loi de 1867 n'a conservé des lois antérieures que les dispositions qui ne sont pas contraires aux règles qu'elle édicte. Par son art. 2 elle exige que la matière soit criminelle par elle-même, et que l'individu contraignable soit l'auteur de l'infraction. L'art. 46 C. for. a, pour des raisons particulières, étendu la responsabilité des adjudicataires aux amendes et déclare qu'ils en sont tenus, mais non qu'ils y sont condamnés. Ils en sont tenus comme une personne civilement responsable est tenue des dommages-intérêts en vertu d'un quasi-délit : la contrainte ne peut leur être appliquée.

158. — c) On a voulu enfin trouver une nouvelle exception relative aux dépens dus à l'Etat ; l'art. 174 du décret du 18 juin 1811 aurait modifié sur ce point l'art. 52 C. pén. Or cet art. 174, abrogé par l'art. 18, 1 de la loi de 1867, a été remis en vigueur par l'art. 2 de la loi de 1871. C'est donc d'après les règles qu'il édicte que doit être poursuivi le recouvrement des frais dus à l'Etat.

Aux termes de cet art. 174 la contrainte par corps assure le recouvrement des dépens dus à l'Etat contre tout débiteur. Il comprend donc dans ses termes la partie civile et les personnes civilement responsables.

Les personnes civilement responsables sont en effet tenues des frais au même titre que des réparations pécuniaires (art. 156 décret 1811). La partie civile ne peut en être tenue qu'en certains cas : en matière correctionnelle et de simple police elle est débitrice des frais au regard de l'Etat sans qu'il y ait à distinguer si elle a triomphé ou succombé dans son action, sauf son recours contre le condamné (art. 157 décret 1811) ; en matière criminelle elle n'encourt la condamnation aux frais que si elle succombe (art. 368 § 2 C. inst. crim.).

159. — L'art. 174 a-t-il totalement modifié sur ce point l'art. 52 C. pén. ? Il a été édicté, disent les partisans de l'affirmative¹, dans un but essentiellement fiscal, justement pour assurer au Trésor le recouvrement facile de ses débours. Et, pour obtenir ce résultat, il a supprimé la restriction apportée par l'art. 52 C. pén. : la nécessité, pour exercer la contrainte, d'avoir comme débiteur l'individu reconnu coupable de l'infraction. Désormais l'Etat n'a plus à se préoccuper s'il y a eu ou non condamnation au principal. Le jugement de condamnation aux frais sert de titre à sa créance ; il en poursuit le recouvrement quel que soit son débiteur : condamné, partie civile, personnes civilement responsables.

Cette portée excessive de l'art. 174 est loin d'être

¹ Sic Dal. rép. v^o Cont. p. c., n^{os} 649 et 661 ; Paul Pont, *op. cit.*, n^o 972 ; Darbois, *op. cit.*, n^o 94. — Contra Blanche, *op. cit.*, n^o 361 ; Laborde, *op. cit.*, page 250, note.

démontrée. Rien n'indique qu'une modification aussi complète et aussi radicale ait été portée à l'art. 52 et au principe même de la contrainte criminelle, l'application strictement limitée au condamné. Un pareil changement demanderait un texte précis, un décret ne suffirait point puisque son but d'après ses auteurs et son titre est de réglementer et non d'innover¹. On ne peut déduire de ses termes que le législateur de 1811 ait voulu autoriser l'exercice de la contrainte criminelle dans des cas où la matière n'était point criminelle et créer une contrainte spéciale au recouvrement des frais dus à l'Etat, différente de la contrainte affectée au recouvrement des amendes et des réparations civiles. Cette solution n'a jamais été admise, et les partisans du système que nous combattons ont cru tourner la difficulté en affirmant que ce n'était plus en matière criminelle que le recouvrement des frais avait lieu, mais plutôt en matière de deniers publics, avec cette restriction cependant qu'il n'était plus nécessaire que la somme à recouvrer s'élevât à 300 fr. Rien ne légitime cette interprétation de l'art. 174.

160. — D'ailleurs aujourd'hui le système peut être combattu par une nouvelle argumentation. Le carac-

¹ Le décret de 1811 a introduit une innovation, mais par un texte formel, l'art¹ 157, qui considère la partie civile comme tenue des frais alors même qu'elle ne succomberait pas dans son action. Comp. art. 162, 194, 368 C. inst. crim. L'art. 368 a été modifié par la loi du 29 avril 1832. Comp. *supra*, n° 158.

tère pénal de la contrainte s'oppose à ce qu'elle soit exercée contre un individu non condamné par la loi pénale. Ce n'est pas l'objet de la dette qui rend la matière criminelle, mais la qualité du débiteur. La loi rejette la demande d'un créancier rigoureux, que poussent son égoïsme et son intérêt, et n'accueille que la plainte de l'intérêt général demandant la répression d'un préjudice causé à la société. Elle ne peut se méconnaître elle-même, fût-ce en faveur de l'Etat, et accorder à celui-ci le droit à la contrainte par corps, dans un intérêt purement fiscal.

161. — La loi de 1871 n'a pas voulu méconnaître l'esprit général de la loi de 1867. Par les termes généraux de son art. 2, elle remet en vigueur les textes abrogés par l'art. 18 §1 de la loi de 1867, textes parmi lesquels figure l'art. 174 du décret de 1811. Cela ne peut être que le résultat d'une inattention du législateur. Rien dans la préparation de la loi ne peut prévoir que celui-ci ait voulu opérer dans la législation de la contrainte par corps une modification aussi essentielle. La loi de 1871 fut votée sans discussion. L'exposé des motifs et le rapport ne parlent que du coupable. Ils présentent la loi nouvelle comme destinée à faire disparaître la différence illogique établie au regard des frais, entre l'Etat et les autres créanciers. Les frais sont un accessoire de la peine, et un accessoire doit suivre le sort du principal : pourquoi, lorsque le principal est soumis à la contrainte par corps, l'accessoire y échapperait-il ?

Cette situation peu raisonnable a permis aux délinquants de se soustraire sans scrupules au paiement des frais dus à l'Etat. Il n'est nulle part question de la partie civile et des personnes civilement responsables, tenues des frais. Si les conséquences que l'on veut faire produire à la loi de 1871 avaient été voulues, n'est-ce pas sur une réforme aussi importante que les rapporteurs auraient dû s'expliquer et que la discussion se serait ouverte ? Il s'agissait de faire disparaître une différence illogique établie par la loi de 1867 entre l'Etat et la partie civile : aurait-on aussi facilement créé entre les frais dus à l'Etat et les frais dus à la partie civile une nouvelle différence tout aussi illogique mais en plus draconienne ?

Le sens de la loi de 1871 paraît clairement moins étendu. Cette loi ajoute aux amendes, dommages, restitutions, frais dus à la partie civile, un nouveau chef de condamnation, les frais dus à l'Etat. Elle donne à la contrainte par corps un nouvel objet, elle n'entend point modifier sa nature. La majeure partie de la jurisprudence conclut, dans notre sens, que la contrainte par corps n'est applicable qu'aux auteurs et complices de l'infraction et que, même pour le recouvrement des frais dus à l'Etat, elle ne saurait être légalement requise contre la partie civile ou les personnes civilement responsables ¹.

¹ Cass., 25 mars 1881 (D. P. 81. 4. 391), et 25 avril 1884 (D. P. 85. 1. 96) ; Vervins, 4 août 1886 (*Gaz. Pal.* 86. 2. 423).

CHAPITRE III

COMMENT EST ENCOURUE LA CONTRAINTE PAR CORPS. — SA DURÉE.

162. — La contrainte par corps ne peut être mise en exécution qu'en vertu d'une décision judiciaire émanant le plus souvent d'un tribunal de répression et par exception d'un tribunal civil.

Le jugement qui sert de titre à la créance, par lui-même, n'autorise pas, ne prononce pas la contrainte. Celle-ci est encourue de plein droit, résulte de la volonté de la loi, qui l'attache comme une peine accessoire et complémentaire aux condamnations pécuniaires prononcées contre l'auteur de l'infraction.

La contrainte étant encourue de plein droit aurait pu l'être aussi pour une durée légale. Le législateur a préféré laisser au juge une certaine limite d'appréciation et s'est contenté de fixer un minimum et un

maximum légal entre lesquels le juge doit se mouvoir. La mission du tribunal est nettement établie : il n'a pas à prononcer la contrainte, il doit seulement en fixer la durée dans l'hypothèse particulière qui lui est soumise.

Nous avons à examiner successivement : les conséquences du principe que la contrainte a lieu de plein droit ; l'échelle légale de sa durée ; les règles qui guideront le juge dans la fixation de cette durée.

Section I. — La contrainte par corps a lieu de plein droit.

163. — Tandis qu'en matière civile la contrainte par corps, même dans les cas où la loi l'autorisait expressément, ne pouvait être exercée, aux termes de l'art. 2067 C. civ., qu'en vertu d'un jugement qui la prononçait formellement, en matière pénale elle résultait de plein droit de la condamnation pécuniaire infligée à l'auteur de l'infraction.

Ce principe fut successivement reconnu par les lois de juillet 1791 et d'octobre 1793, par le Code pénal de 1810, par les lois d'avril 1832 et de décembre 1848. L'art. 52 C. pén., se servant de l'expression « L'exécution... pourra être poursuivie... », n'exprimait point en cela que, ainsi qu'en matière civile, la contrainte criminelle serait parfois facultative pour

le juge, mais seulement que le créancier aurait la faculté de poursuivre le recouvrement de sa créance au moyen de la contrainte par corps. Sa combinaison avec les art. 467 et 469 C. pénal ne permet aucun doute à cet égard. « La contrainte par corps a lieu pour le paiement de l'amende », dit l'art. 467 ; « les restitutions, indemnités et frais entraîneront la contrainte par corps », dit l'art. 469. Notre droit n'a connu en matière pénale qu'un cas de contrainte facultative : l'art. 9 § 3 de la loi de 1848 décidait qu'elle ne serait exercée contre les individus âgés de moins de seize ans accomplis à l'époque du fait qui a motivé la poursuite, qu'autant qu'elle aurait été formellement prononcée par le jugement de condamnation ¹.

En reconnaissant à la contrainte par corps un caractère répressif, la loi de 1867 devait admettre qu'elle naîtrait de plein droit contre l'individu condamné. En tant que peine, la contrainte demandait un texte qui l'autorise : on ne pouvait laisser le juge seul maître de décider s'il y avait lieu ou non de l'appliquer. Les auteurs et la jurisprudence sont unanimement d'accord sur ce point ².

164. — Les conséquences du principe sont faciles à déduire :

¹ *Infra*, n° 217.

² Cass., 42 juin 1857 (D. P. 57. 1. 371), et 26 mars 1868 (D. P. 68. 1. 404) ; Paris, 28 juin 1894 (D. P. 93. 2. 523).

1^o Il n'est pas nécessaire que le juge prononce la contrainte par corps. Cela était rigoureusement exact dans l'ancien droit et sous l'empire du Code de 1810. La durée de la contrainte étant illimitée et, sauf l'exception introduite en faveur des insolvable, n'ayant d'autre terme que le paiement des condamnations, il n'était pas nécessaire que le jugement s'explique à son sujet. En exigeant que la durée fût fixée par le jugement même de condamnation, au moins dans le cas où le montant de la condamnation s'élevait au-dessus de 300 fr., la loi de 1832 semblait imposer au juge la nécessité de prononcer la contrainte dans sa sentence. La loi de 1867 a généralisé cette nécessité. Pas plus sous le régime de la loi de 1832 que sous celui de la loi de 1867, il ne dérive de cette obligation que la contrainte soit prononcée par le jugement : c'est de la seule existence des condamnations que résulte pour le créancier le droit de procéder contre le débiteur par voie de contrainte par corps. La décision du juge ne fait que limiter la durée de l'emprisonnement.

165. — 2^o La contrainte par corps peut être ordonnée d'office¹, c'est-à-dire en l'absence de conclusions formelles du ministère public ou de la partie civile. En matière civile, le tribunal ne pouvait autoriser cette voie d'exécution qu'autant qu'elle avait été demandée par des conclusions formelles. Le silence

¹ Cass., 12 juin 1837 (D. P. 37. 1. 371).

du créancier impliquait de sa part une renonciation à l'exercice du droit qui lui était ouvert : le juge ne pouvait suppléer à son silence et accorder à la sauvegarde de ses intérêts des moyens rigoureux que lui-même avait jugé inutiles. En matière pénale, le juge a pour devoir de sauvegarder par tous moyens l'intérêt social menacé, et la négligence d'un magistrat ou d'un particulier ne peut mettre obstacle à l'exercice d'un moyen de répression.

166. — 3° Les juges du second degré, saisis par l'appel du prévenu, peuvent, en confirmant le jugement attaqué, y ajouter d'office la contrainte par corps, quoiqu'il n'y ait pas eu d'appel émis par le ministère public. La contrainte découle implicitement de la condamnation, et, en la prononçant, le juge d'appel n'ajoute en réalité rien au premier jugement ¹.

167. — Puisque la contrainte par corps est encourue de plein droit, elle devrait l'être aussi pour une durée légale. Le Code de 1810 admettait cette dernière conséquence. Les lois postérieures, tout en respectant le principe posé dans l'art. 52 C. pén., ont imposé au juge la nécessité de statuer par une disposition formelle du jugement sur sa durée. Cette nécessité est aujourd'hui générale. L'art. 9 ne détermine jamais la durée d'une manière fixe, mais édicte un minimum et un maximum entre lequel doit se

¹ Cass., 14 juillet 1827 (D. P. 27. 1. 304).

mouvoir l'appréciation du juge : il implique donc pour celui-ci l'obligation de mentionner dans la sentence le taux qu'il croit devoir appliquer dans l'hypothèse particulière qui lui est soumise.

Il est hors de doute que, si l'arrêt ou le jugement ont omis de s'expliquer à cet égard, il y a inobservation de la loi et que la sentence pourra être critiquée par voie d'appel ou de pourvoi ¹.

Mais lorsque les délais d'appel et de pourvoi sont expirés et que la décision est devenue définitive, quelles seront les conséquences d'une telle omission ? Plusieurs systèmes ont été proposés.

168. — *Premier système* ². — L'appel et le pourvoi en cassation sont les seules voies ouvertes pour réparer une pareille omission. C'est le retour aux voies de droit hiérarchiques. La voie de recours reste ouverte alors même que la décision critiquée serait en dernier ressort ou passée en force de chose jugée, car, aux termes de l'art. 20 de la loi de 1832 et de l'art. 7 de la loi de 1848, les parties sont relevées de cette fin de non-recevoir et de cette déchéance sur le chef de la contrainte par corps.

169. — Cette théorie est par trop fantaisiste et l'argumentation par trop spécieuse. Les textes cités ont une portée beaucoup plus restreinte. Ils étaient

¹ Cass., 19 décembre 1867 (Bull. n° 262) ; 23 mai 1868 (Bull. n° 130) ; 11 février 1869 (Bull. n° 32).

² Dal. rép. v° Cont. p. c., n°s 614, 680 à 682.

spéciaux aux matières civiles et commerciales et ne s'appliquaient point aux matières pénales. L'hypothèse qu'ils visaient était en outre différente de celle qui nous occupe. Bien que le jugement soit en dernier ressort, ou que les délais d'appel soient expirés, la loi reconnaissait encore au débiteur le droit, au moment de l'exécution, d'interjeter appel sur la disposition du jugement relative à la contrainte. Cela constituait une règle exceptionnelle, d'interprétation stricte, dernière ressource laissée à un débiteur malheureux dans un généreux sentiment d'humanité. On ne saurait étendre l'application de ces articles au cas tout différent où le jugement de condamnation a omis de statuer sur la durée de la contrainte par corps.

170. — Les délais d'appel et de pourvoi expirés, le jugement est irréfornable. L'omission ne peut plus être réparée, et la contrainte par corps ne peut être exercée. Le demandeur ne peut, en se basant sur la lacune du premier jugement, introduire une demande nouvelle tendant à fixer la durée de la contrainte¹. Telle est la conclusion logique qu'amène ce système. Cette impossibilité d'exercice de la contrainte a été reconnue par deux arrêts². Cette opinion ne peut être sérieusement défendue : elle supprime le prin-

¹ Trib. Versailles, 19 novembre 1886 (*Le Droit* du 26 février 1887).

² Metz, 18 août 1841, et Paris, 11 janvier 1816 (*Dal. rép. v° Cont. p. c.*, n° 614).

cipe incontesté, qu'en matière pénale la contrainte par corps découle virtuellement de la condamnation.

171. — *Deuxième système* ¹. — Les parties conservent le droit de demander au tribunal ou à la Cour, qui ont rendu une sentence incomplète, de combler, par une décision ultérieure, la lacune du jugement ou de l'arrêt primitif.

Ce système est soutenu par de nombreux auteurs et a été consacré par la jurisprudence de la Cour de cassation et celle de nombreuses Cours d'appel.

Il est de toute nécessité que l'omission soit réparée. Le juge est tenu par la loi de fixer dans son jugement la durée de la contrainte; s'il ne le fait, sa décision est entachée de nullité. Pour couvrir cette nullité, n'est-il pas naturel et juste de l'autoriser à achever son œuvre? La loi ne le permet-elle pas? Après le prononcé du jugement, le tribunal n'est dessaisi que relativement aux points qu'il a résolus : les autres restent pendants devant lui et il a le droit et le devoir d'y statuer. On ne peut objecter le principe de la chose jugée. La seconde décision fixe uni-

¹ Cass., 16 mai 1836 (D. P. 40. 1. 347), et 12 juin 1837 (D. P. 37. 1. 371); Aix, 30 mars 1833 (D. P. 39. 2. 163); Amiens, 6 novembre 1830 (S. 40. 2. 512); Rouen, 31 janvier 1873 (D. P. 73. 1. 44); Bastia, 28 février 1873 (D. P. 74. 2. 94); Bourges, 21 novembre 1879 (S. 81. 2. 32); Douai, 11 décembre 1893 (D. P. 94. 2. 286). — Troplong, *op. cit.*, 442; Blanche, *op. cit.*, I, 369; Garraud, *op. cit.*, II. 42.

quement la durée de la contrainte : elle n'amoin-drit ni n'aggrave en rien les effets de la décision antérieure. Elle se borne à régler un point d'exécution. Il ne s'agit pas en effet d'insérer une disposition nouvelle dans le jugement, il s'agit uniquement d'en assurer l'exécution.

172. — Cette théorie ne nous paraît point aussi naturelle et aussi juste que le veulent bien dire ses partisans. Juridiquement, elle peut être combattue. Pratiquement, elle entraîne de telles difficultés d'application que cette considération seule suffirait à la faire repousser.

L'omission doit être réparée, car elle entraînerait la nullité de la décision. Cela est exact, mais à condition de déterminer nettement ce qu'on entend par cette nullité. Evidemment la décision est annulable. Ce point était acquis en jurisprudence antérieurement à 1867¹. Nous l'admettons nous-même en décidant que le débiteur condamné ou les parties intéressées peuvent demander cette annulation, soit en frappant la décision d'appel, s'il s'agit d'un jugement, soit en l'attaquant par la voie du recours en cassation, s'il s'agit d'un arrêt. Mais un tel résultat ne peut être obtenu que par les voies de recours ordinaires. Si le jugement ou l'arrêt ne sont plus susceptibles d'appel ou de pourvoi, il n'y a plus dès

¹ Cass., 25 février 1833 (D. P. 35. 1. 183) ; 12 novembre 1838 (D. P. 38. 1. 399) ; 25 avril 1853 (D. P. 53. 1. 156) ; 16 avril 1866 (D. P. 66. 1. 171).

lors aucune juridiction qui puisse connaître légalement de la nullité qui donnait ouverture à la réforme ou à cassation. L'effet de la nullité serait absolu ; il supprimerait radicalement la possibilité d'exercer la contrainte. On ne saurait admettre une pareille cause de nullité sans un texte précis, et ce texte ne se trouve nulle part. On retombe dans l'erreur du premier système ¹.

C'est pour éviter cette illégalité qu'on veut faire couvrir la nullité par une nouvelle décision. La nécessité d'exercer la contrainte légitimerait la nouvelle intervention du juge. Comment le système se concilierait-il avec la règle de procédure : *posteaquam judicaverit desinit esse judex* ?

La prononciation publique du jugement épuise les pouvoirs du juge et lui interdit de revenir sur sa décision, soit pour la modifier, soit pour la compléter. Cette règle ne souffre que deux exceptions : le juge peut rectifier les erreurs matérielles ; il peut interpréter son jugement, si celui-ci renferme quelque obscurité, quelque amphibologie ; mieux que personne, il peut donner la signification véritable de son propre sentiment. Le fait de réparer l'omission relative à la contrainte par corps ne peut être assimilé ni à la rectification d'une erreur matérielle, ni à l'explication d'une phrase obscure : une lacune ne se rectifie ni ne s'explique.

¹ *Supra*, n^{os} 168 et ss.

La règle du dessaisissement, objecte-t-on, n'est applicable qu'aux points que le juge a résolus. Or il a omis de statuer sur la durée de la contrainte; ce chef reste pendant devant lui et il a conservé le droit de le régler, malgré le dessaisissement de l'action principale. En réfutant le premier système, nous avons suffisamment établi que la loi exige qu'il soit statué sur la contrainte par corps par le jugement même de condamnation, et qu'elle n'admet point que l'on puisse ultérieurement y revenir, par une action nouvelle et séparée. C'est là une application du principe qui fait de la contrainte par corps un accessoire intimement lié à la condamnation principale ¹. Aucune dérogation ne peut être acceptée.

La décision ultérieure ne porte aucune atteinte à la chose jugée. Textuellement il ne peut y avoir chose jugée sur un point que la sentence n'a pas résolu. Mais autre chose est le dessaisissement du juge, autre chose est la *res judicata*. Un juge peut être dessaisi sans que pourtant il y ait chose jugée, ainsi en cas d'appel ou de pourvoi régulièrement formé. Or, ici, il s'agit d'établir seulement que le juge est dessaisi, et cela découle des règles ordinaires de procédure ².

Il n'est pas plus exact de dire qu'il s'agit de régler

¹ *Supra*, n^{os} 163 et ss.

² Darbois, *op. cit.*, n^o 76.

l'exécution du jugement. Les tribunaux criminels sont compétents pour statuer sur les difficultés qui pourraient s'élever dans l'exécution de leurs sentences. C'est ainsi qu'en vertu de l'art. 794 C. pr. civ., ils connaîtront des moyens soulevés par le débiteur tendant à prouver, même après que le jugement est passé en force de chose jugée, qu'il a été emprisonné à tort. Dans l'hypothèse de l'art. 794 C. pr. civ., il s'agit d'un jugement complet et régulier dont l'exécution soulève un incident. Dans la fixation de la durée, il s'agit en réalité d'une demande nouvelle et cette demande est irrecevable.

173. — Pratiquement, ce système soulève des difficultés nombreuses et insolubles. Quelle sera la procédure à suivre ? Qui introduira l'action ? Le condamné ? Il faudrait lui supposer une vertu bien haute pour qu'il aille de lui-même au devant d'un emprisonnement. Le ministère public ou la partie civile ? En laissant écouler les délais d'appel ou de pourvoi, ils ont manifesté leur volonté d'accepter la décision telle qu'elle est ; ils n'ont pas cru la contrainte par corps nécessaire à la sauvegarde de leurs droits. Hors le cas de requête civile, on ne peut, devant un même juge, prendre les mêmes conclusions dans deux instances séparées. La requête civile n'est d'ailleurs pas reçue en matière criminelle. Et, même en matière civile, cette voie restait fermée relativement à la contrainte par corps. L'omission de fixation de la durée ne pouvait être comprise dans

L'omission de prononcer qui donne lieu à la requête civile (art. 480 -5° C. pr. c.), car l'obligation de fixer la durée est prescrite au juge par la loi et ne résulte pas des conclusions des parties, alors que l'art. 480 vise une omission sur le chef de la demande ; car le chef relatif à la contrainte est toujours susceptible d'appel, alors que la requête civile n'est donnée qu'autant que le jugement critiqué est en dernier ressort.

Le tribunal ou la Cour saisie à nouveau devront statuer en audience publique. Le condamné devra être appelé. On ne saurait admettre, avec la Cour de Bastia¹, que la décision additionnelle peut être rendue sur les seules réquisitions du ministère public ou sur les seules conclusions de la partie civile, sans débat contradictoire avec le condamné, sans même qu'on ait prévenu celui-ci de ce qui se trame contre lui. Ce condamné peut avoir des observations à présenter. En matière criminelle, il est inadmissible qu'une modification puisse être apportée à la situation d'un accusé, sans que celui-ci ait pu présenter tous les moyens de défense qu'il se croit en droit d'invoquer.

Qui supportera les frais de la nouvelle instance ? Ce n'est point l'Etat, puisque les dépens sont à la charge du condamné. Ce n'est point le juge de la première sentence, puisqu'il n'est responsable qu'au cas de prise à partie. Mis à la charge du condamné,

¹ Bastia, 28 février 1873, précité.

c'est lui faire supporter les conséquences d'une faute qui ne lui est point imputable. Ces frais entreront-ils en ligne de compte dans le calcul de la contrainte par corps ? Répondre oui, c'est commettre une nouvelle iniquité en aggravant sans motif avouable la situation du prévenu. Répondre non, c'est violer la loi en décidant qu'il y a des frais de justice criminelle qui n'entraînent point la contrainte par corps.

La nouvelle décision va faire courir de nouveaux délais d'appel et de pourvoi sur le chef de la contrainte par corps, tandis que le surplus du jugement dont ce chef fait partie intégrante sera, depuis de longues années, devenu irrévocable.

La demande en fixation de durée interviendra dix ans, vingt ans après le premier jugement. Elle sera portée devant le même tribunal, mais la composition de ce tribunal n'aura-t-elle pas changé ? Il faudra donc apprécier à nouveau le taux de la contrainte à appliquer. Les motifs du premier jugement seront le plus souvent d'une brièveté telle qu'aucun secours ne peut être attendu d'eux. Il faudra donc remettre l'affaire en état, l'examiner au fond, pour décider si le prévenu est digne ou non d'intérêt, s'il convient à son égard d'user de sévérité ou de clémence. Et le fait qui sert de base à cette étude est souverainement jugé peut-être depuis 20 ans !

Un tel système, ordonné par la loi, mériterait toutes les critiques ! Ce n'est point le cas. Ne peut-

on s'arrête alors à une autre solution qui présente au moins le mérite de la simplicité !

174. — *Troisième système*¹. — Lorsque le jugement ou l'arrêt qui prononce sur le fait donnant lieu à la contrainte par corps a omis de fixer la durée de cette contrainte, et que, par suite de l'expiration des délais d'appel ou de pourvoi, il est devenu définitif, le minimum légal de la contrainte est de plein droit applicable au condamné.

175. — L'utilité pratique de ce système est indiscutable. La contrainte par corps est appliquée d'office jusqu'à concurrence du minimum édicté par la loi. Ni le ministère public, ni la partie civile ne peuvent discuter cette faveur accordée aux condamnés. Ils n'ont rien à réclamer puisqu'ils n'ont rien demandé. Ils n'ont qu'à s'accuser eux-mêmes d'avoir laissé écouler les délais d'appel ou de pourvoi. Le doute que la lacune du jugement fait naître se résout en faveur de la liberté.

176. — La légitimité n'en paraît pas douteuse. La contrainte par corps est attachée aux condamnations répressives par le seul effet de la loi et indépendamment de l'office du juge. Sa durée pourrait être légale ; mais en ce cas la loi manquerait d'élasticité. Elle préfère fixer un minimum et

¹ *Sic* Aubry et Rau, *op. cit.*, VIII, n° 786 ; Paul Pont, *op. cit.*, II, n° 887 ; Darbois, *op. cit.*, n° 78 ; Laborde, *op. cit.*, n° 389. — Voir aussi Cass., 31 mai 1872 (D. P. 73. 3. 68) ; 31 janvier 1873 (D. P. 73. 1. 44) ; 13 février 1877 (Bull. n° 50).

un maximum. « En matière criminelle.... elle est de 2 à 20 jours lorsque l'amende.... n'excède pas. » La loi indique tout d'abord un délai minimum qu'elle impose comme durée nécessaire à la contrainte. Si le juge n'accepte pas ce taux dans les besoins de la cause, il a le pouvoir de s'en expliquer dans sa sentence et d'élever la durée jusqu'au maximum. Si la sentence est muette, n'est-il pas juste de conclure que le juge a accepté la fixation au minimum imposé par la loi ?

177. — Le caractère pénal de la contrainte par corps recommande cette solution. Une peine ne peut être aggravée par une nouvelle décision judiciaire alors que la condamnation dont elle dépend est devenue irrévocable.

178. — Cette fixation au minimum a été acceptée dans deux arrêts récents de la Cour de cassation¹. Est-ce un revirement dans la jurisprudence de la Cour suprême ? On peut l'espérer. Cependant la fixation de plein droit au minimum n'est pas encore admise sans restriction. Les arrêts exigent que la question soit rapportée devant le juge et que celui-ci complète sa sentence ; mais ce juge ne peut plus prononcer que le minimum. Cette formalité nous paraît complètement inutile.

¹ Cas., 31 mai 1872 et 31 janvier 1873 précités..

Section II. — De la durée de la contrainte par corps.

179. — Dans l'ancien droit et sous l'empire du Code de 1810, la durée de la contrainte par corps était en principe illimitée : elle n'avait d'autre terme que le paiement des condamnations. Une seule exception était établie en faveur de l'insolvable au regard des condamnations intervenues au profit de l'État.

Le Code forestier modifia, dans les matières spéciales qu'il régissait, ce régime. Il conserva le principe de la durée illimitée (art. 112). Il maintint le bénéfice d'insolvabilité, mais en l'étendant aux condamnations prononcées au profit des particuliers et en fixant, dans ce cas, la durée, non d'après la nature et la gravité de l'infraction, base du Code de 1810, mais d'après la quotité des condamnations pécuniaires prononcées.

Plus importante fut la réforme du 17 avril 1832. La durée de la contrainte par corps est désormais déterminée, par le jugement même de condamnation, dans les limites fixées par la loi. Une distinction générale est établie entre les condamnations prononcées en faveur des particuliers et les condamnations prononcées en faveur de l'État. Pour les

premières, si la condamnation est inférieure à 300 fr., l'art. 39 donne au juge une latitude de 6 mois à 5 ans ; si elle égale ou dépasse 300 fr., la durée est fixée dans les limites d'un an à dix ans (art. 40 comb. art. 7). Pour les condamnations au profit de l'État et supérieures ou égales à 300 fr., même limite d'un an à dix ans (art. 40) ; au-dessous de 300 fr., aucune limite n'est imposée, et, comme l'art. 39 est inapplicable, on arrive à ce résultat anormal, que, tandis que les condamnations les plus fortes entraînent un emprisonnement de durée limitée, l'emprisonnement inhérent aux plus faibles est illimité.

La loi de 1832 maintenait le bénéfice de l'insolvabilité étendu aux condamnations prononcées en faveur des particuliers et basé sur la quotité de la dette. Elle créait un nouveau bénéfice en faveur des septuagénaires, pour les condamnations s'élevant à 300 fr.

La loi du 13 décembre 1848 abaissa le maximum encouru par l'insolvable (art. 8 § 1) et étendit, en même temps qu'elle réduisait le taux applicable, le bénéfice des septuagénaires à toutes les condamnations inférieures ou supérieures à 300 fr. Avec elle disparaît l'anomalie créée par l'inapplicabilité de l'art. 39 aux condamnations intervenues en faveur de l'État. Il n'y a plus, désormais, aucun cas de contrainte illimitée, plus de différence entre les condamnations prononcées en faveur de l'État et celles prononcées en faveur des particuliers. Aux termes

de l'article 8 § 2 et 3, les condamnations inférieures à 300 fr. prononcées au profit des particuliers entraîneront contre l'insolvable une contrainte déterminée dans les limites de l'art. 35 de la loi de 1832; pour les condamnations prononcées au profit de l'État contre l'individu solvable, la contrainte sera du double de ce qu'elle aurait été contre l'insolvable. Pour les condamnations supérieures ou égales à 300 fr., la durée est fixée dans les limites de 6 mois à 5 ans (art. 12).

Cette réglementation compliquée a disparu avec la loi du 22 juillet 1867. Les bénéfices de l'âge et de l'insolvabilité ont été maintenus ¹. Le calcul de la durée a pour base la quotité des condamnations et les degrés d'une échelle progressive où dans chaque degré la loi édicte un minimum, laissant au juge le pouvoir d'élever le taux de la contrainte jusqu'à un maximum déterminé.

La durée est réglée par l'art. 9 auquel il convient d'ajouter les § 3 et 4 de l'art. 18. La loi distingue trois classes d'infractions et à chacune d'elles correspond un système particulier de fixation.

180. — § 1. MATIÈRES CRIMINELLES ET CORRECTIONNELLES. — La durée de la contrainte est fixée ainsi qu'il suit :

De deux jours à 20 jours lorsque l'amende et

¹ *Infra*, n^{os} 238 et ss.

les autres condamnations n'excèdent pas 30 francs.

De 20 jours à 40 jours lorsqu'elles sont supérieures à 50 francs et n'excèdent pas 100 francs.

De 40 jours à 60 jours lorsqu'elles sont supérieures à 100 francs et n'excèdent pas 200 francs.

De deux mois à quatre mois lorsqu'elles sont supérieures à 200 francs et n'excèdent pas 500 francs.

De quatre mois à huit mois lorsqu'elles sont supérieures à 500 francs et n'excèdent pas 2000 francs.

D'un an à deux ans lorsqu'elles s'élèvent à plus de 2000 francs (art. 9).

181. — § 2. MATIÈRES DE SIMPLE POLICE. — « En matière de simple police, la durée de la contrainte par corps ne pourra excéder cinq jours » (art. 9 *in fine*).

Cette disposition ne figurait pas dans l'art. 9 du projet primitif. La commission du corps législatif pensa que le fait qui constitue la contravention punie et contre lequel la loi édicte une faible amende ou un emprisonnement de courte durée, ne comportait pas l'application d'une contrainte, qui, calculée d'après le chiffre des condamnations pécuniaires ajoutées à l'amende, aurait pu être une rigueur non en rapport avec l'exiguité de l'infraction.

C'est une nouvelle conséquence du caractère pénal prépondérant de la contrainte par corps. Cette règle ne se comprend pas si on la considérait comme une épreuve de solvabilité. Une telle limitation lui

enlève alors son utilité, et la garantie qu'elle offre aux intérêts privés devient illusoire. De plus elle est illogique et injuste, car les dommages-intérêts ont pour base le préjudice causé et non la gravité de l'infraction. Leur protection doit être la même quelle que soit la peine principale encourue. L'art. 9 prend cette peine en considération parce que la contrainte en est un accessoire, qui éventuellement la complètera ou la remplacera. Dès lors, peine et contrainte doivent être en rapport. Telle infraction qui a entraîné une condamnation à un emprisonnement de cinq jours, ne pourra par la suite se trouver réprimée par l'exercice d'une contrainte qui pourrait atteindre soixante jours. La garantie accordée à la partie civile est suffisante ; le recouvrement des dommages est assuré par tous les moyens d'exécution sur les biens. Si la loi réserve ou plutôt limite la garantie personnelle, c'est que celle-ci a avant tout pour mission de punir l'infraction pénale, cause du dommage.

182. — La disposition est claire. L'art. 9 fixe en matière de simple police un maximum de cinq jours qu'on ne peut dépasser quelle qu'elle soit la quotité des condamnations pécuniaires prononcées. Quel sera le minimum ? L'art. 9 *in fine* ne le fixe pas. On a soutenu que ce serait un jour, comme pour la peine d'emprisonnement elle-même. Nous pensons plutôt qu'il faudra appliquer le minimum édicté par l'article 9 lui-même, c'est-à-dire deux jours. Le silence du

législateur semble prouver qu'il accepte, en matière spéciale, la règle générale, sauf la dérogation concernant le maximum¹. Le minimum de deux jours ne sera applicable qu'autant que le chiffre des condamnations pécuniaires ne dépassera pas 50 francs ; pour tout chiffre supérieur il faudra invariablement prononcer le maximum de cinq jours qui devient dès lors un terme fixe.

183. — Quand y aura-t-il matière de simple police ? Ce n'est pas exclusivement la nature de la juridiction saisie qui détermine la nature de l'infraction, mais plutôt la nature même du fait incriminé et la nature de la peine prescrite². Une infraction ne doit pas être rangée dans les matières de simple police par le fait seul qu'un juge de paix statue sur elle. C'est d'après la nature même de l'infraction et d'après la nature de la peine que la loi édicte contre elle, qu'est résolue la question de savoir si la contrainte doit être fixée d'après l'échelle progressive des matières correctionnelles, ou si elle est soumise au taux invariable des matières de simple police.

Un tribunal correctionnel saisi de l'examen d'un fait délictueux reconnaît que ce fait ne constitue pas un délit, mais une simple contravention ; il doit appliquer la peine et statuer s'il y a lieu sur les dom-

¹ Cass., 17 avril 1874 (D. P. 75. 1. 672) ; Trib. de paix de Lens, 21 octobre 1893 (*Monit. paix*, 1894, p. 166).

² *Supra*, n° 102.

mages-intérêts (art. 192 C. inst. crim.); la contrainte par corps ne pourra être prononcée pour une durée supérieure à cinq jours. Même solution dans les cas exceptionnels où les tribunaux correctionnels sont compétents pour connaître d'une infraction passible d'une peine de simple police¹. Inversement, lorsqu'un juge de paix est appelé à statuer correctionnellement, la contrainte sera fixée d'après la quotité des condamnations pécuniaires conformément à l'art. 9².

184. — § 3. AFFAIRES FORESTIÈRES ET DE PÊCHE FLUVIALE. — « Le titre XIII du C. for. et le titre VII de la loi sur la pêche fluviale sont aussi maintenus et continuent d'être exécutés en ce qui n'est pas contraire à la présente loi.

» En matière forestière et de pêche fluviale, lorsque le débiteur ne fait pas les justifications de l'art. 420 C. inst. crim., la durée de la contrainte par corps est fixée par le jugement dans les limites de huit jours à six mois » (art. 18 L. de 1867).

Ce dernier paragraphe abroge l'art. 212 C. for. et l'art. 78 Loi de 1829, qui édictaient dans le même cas, en face d'un individu solvable, une contrainte illimitée. La réglementation est encore par trop sévère puisque une amende de quelques francs peut

¹ Art. 505 C. inst. crim.

² En matière de douanes par exemple. Comp. Amiens, 16 mai 1868, précité.

entraîner une contrainte de six mois. Elle est applicable cependant alors même que la contravention forestière ne serait passible que d'une amende de simple police. La loi ne distingue pas et la disposition de l'art. 9 *in fine* est inapplicable en cette matière.

185. — L'art. 18 ne fixe la durée que pour le débiteur solvable. *Quid* lorsque l'insolvabilité aura été démontrée ? Les art. 213 C. for. et 79 L. de 1829 sont encore en vigueur et la contrainte à exercer contre l'insolvable sera déterminée d'après la durée fixée par ces textes. Mais les dispositions du Code forestier et de la loi de 1829 ne sont maintenues qu'en tant qu'elle ne sont pas contraires à la loi de 1867. Les art. 213 et 79 doivent se combiner avec l'art. 10 de la loi nouvelle. La durée de la contrainte à subir par l'insolvable ne pourra dépasser la moitié de la durée fixée par le jugement. L'emprisonnement sera ramené à ce maximum lorsque l'application de l'art. 213 ou de l'art. 79 comporterait une détention plus longue. La réduction aura lieu surtout en faveur des récidivistes insolubles que le Code forestier frappe d'une contrainte double de celle qui, dans le même cas, aurait été prononcée contre un délinquant primaire.

186. — En matière de contributions indirectes, les règles particulières édictées par des lois spéciales sont-elles encore aujourd'hui en vigueur ?

Aux termes des art. 222 et 224 de la loi du 28 avril

1816, et de l'art. 5 de la loi du 12 février 1835, les vendeurs ou colporteurs de tabacs en fraude doivent être préventivement arrêtés et conduits devant le juge compétent qui statue sur leur maintien en détention.

D'après l'article 225 de la loi de 1816, « tout individu condamné pour fait de contrebande en tabacs sera détenu jusqu'à ce qu'il ait acquitté le montant des condamnations prononcées contre lui ; cependant, le temps de la détention ne pourra excéder six mois, sauf le cas de récidive où le terme pourra être d'un an ¹. »

L'art. 225 crée une contrainte spéciale quant au mode de poursuite et quant à la durée. L'examen des règles relatives au mode de poursuite n'entre pas dans le cadre de cette étude. Les règles relatives à la durée sont-elles encore en vigueur ?

Ces règles spéciales nous paraissent avoir été abrogées par l'art. 46 de la loi de 1832 : cet article ne maintient des lois spéciales antérieures que les dispositions relatives au mode de poursuite ². Une loi du 12 février 1835 art. 5 décide de même que les

¹ L'application de l'art. 225 a été étendue aux condamnations pour contraventions aux règlements d'octroi (L. 29 mars 1832 et 24 mai 1834) ; à la contrebande sur les cartes à jouer (L. du 28 avril 1816) ; à la fabrication illicite et à la vente des poudres à feu (L. 25 juin 1841). Il est discuté au contraire que la loi du 28 janvier 1875 ait rendu l'art. 225 applicable à la vente et au colportage frauduleux des allumettes chimiques. Dans le sens de la négative : Cass., 21 novembre 1878 (S. 79. 1. 237).

² Cass., 15 mai 1835 (Dal. rép. v° Cont. p. c., n° 683).

art. 222 à 226 de la loi de 1816 seront maintenus « sans qu'il soit dérogé aux dispositions contenues dans la loi du 17 avril 1882, concernant la durée de la contrainte par corps. » On a objecté que la loi de 1832 a été modifiée sur ce point par l'art. 12 de la loi du 13 décembre 1848. Mais ce texte, en déclarant que les lois spéciales qui assignent à la contrainte une durée moindre que celle qu'elle édicte elle-même continueront d'être observées, ne peut viser que les lois spéciales alors en vigueur, et ne peut avoir pour effet de faire revivre des dispositions antérieurement abrogées par la loi de 1832.

L'art. 18 de la loi de 1867 a maintenu l'abrogation. En matière de contributions indirectes, la contrainte par corps ne peut être appliquée que conformément à la loi de 1867 et sa durée est calculée selon les règles générales de l'art. 9 ¹.

Section III. — Règles générales présidant à la fixation de la durée de la contrainte par corps.

187. — Bien que la contrainte par corps ait lieu de plein droit, le juge, saisi d'une cause légitimant son application, est tenu d'en fixer dans son jugement, la durée.

¹ En ce sens note du ministère de la Justice du 26 juin 1877.

Comment le juge doit-il formuler sa décision? Evidemment le juge doit nettement exprimer sa volonté et indiquer clairement quelle est la durée qu'il croit, en bonne justice, devoir être assignée à la contrainte par corps. C'est là la seule utilité de son intervention. Doit être condamnée comme incomplète et inutile la simple déclaration, « et décide que la contrainte par corps sera applicable au prévenu. »

188. — On ne peut cependant exiger, comme l'ont voulu certains arrêts ¹, que le jugement de condamnation fixe la durée de la contrainte par un nombre précis de mois et de jours. S'il l'a fait, le juge a rempli exactement tout son devoir; mais, dans le cas contraire, l'absence d'une indication aussi précise ne serait pas un motif suffisant pour autoriser un appel ou un pourvoi.

189. — Doit également être considérée comme insuffisante l'énonciation : « fixe la durée de la contrainte par corps conformément aux lois et décrets sur la matière » ². Le juge n'a pas rempli la tâche que la loi lui assigne. Il n'a pas délibéré sur la détermination de la durée. Il a prononcé la contrainte, ce qu'il n'a pas à faire, et n'en a pas déterminé la durée, ce à quoi la loi l'oblige.

¹ Metz, 2 avril 1868 (D. P. 68. 2. 94), et 29 avril 1868 (D. P. 68. 2. 89); Paris, 2 février 1870 (D. P. 70. 2. 94.)

² Cass., 2 janvier 1863 (D. P. 63. 5. 93).

190. -- Par contre, nous paraît parfaitement légale et ne pouvant donner ouverture à cassation la formule : « fixe la durée au maximum ou au minimum » ¹. Les débats ont éclairé la religion du juge. Il a dû délibérer avant de se prononcer avec indulgence ou sévérité. Il a fait connaître sa volonté. Il a donc respecté toutes les prescriptions légales. Il est vrai que sa volonté pourra avoir besoin d'être interprétée. Un désaccord pourra s'élever entre le créancier et le débiteur sur la traduction de ce minimum ou de ce maximum, en un nombre précis de jours ou de mois. On pourra encore discuter quel est le paragraphe de l'art. 9 qu'il convient d'appliquer dans l'hypothèse. Une telle formule offre enfin le danger de devenir vite de style, contre la volonté de la loi qui veut que la contrainte soit spécialement fixée dans chaque cas particulier. Mais ce mode de fixation offre pratiquement de grandes commodités, car il dispense le juge de liquider par son jugement les dépens et les dommages-intérêts, et lui permet de ne pas renvoyer à une audience ultérieure la fixation de la durée de la contrainte par corps.

191. — L'art. 9 détermine le maximum et le minimum applicable d'après la quotité de la condamnation. Le juge doit donc établir le chiffre de la con-

¹ Cass., 17 juillet 1885 (D. P. 86. 1. 273); Garraud, *op. cit.*, II, p. 69; Darbois, *op. cit.*, n° 197; Laborde, *op. cit.*, n° 393.

damnation pour savoir entre quel minimum et quel maximum il peut se mouvoir.

Ce chiffre est établi en additionnant toutes les condamnations pécuniaires prononcées par le jugement¹. Celui-ci forme un tout indivisible qui donne lieu à une contrainte unique. Le juge n'est pas tenu de fixer la durée de la contrainte par corps d'une manière distincte pour chaque chef de prévention ou pour chaque chef de condamnation. Le texte de l'art. 9 le dit expressément: « La durée de la contrainte par corps est réglée ainsi qu'il suit. De deux jours à vingt jours lorsque l'amende et les autres condamnations n'excèdent pas 30 francs..... de vingt jours à quarante jours lorsqu'elles sont supérieures à 50 fr..... »

Cette solution n'est pas, par tous, admise dans toutes ses conséquences. Selon certains auteurs² les condamnations prononcées au profit de la partie civile constituent une créance distincte de celle que peut avoir l'Etat, et que l'on doit considérer isolément. Chaque créancier peut vouloir exercer ses droits à des époques diverses, il doit le pouvoir. Le jugement doit, en ce cas, déterminer séparément la durée de la contrainte à exercer, soit à la requête de la partie civile, soit à la requête de l'Etat.

¹ Cass., 4 novembre 1842 (D. P. 42. 1. 423); Paris, 15 mai 1868 (D. P. 68. 2. 233); Cass., 13 mai 1882 (D. P., 82. 1. 273).

² Garraud, *op. cit.*, 1, p. 67; Sourdat, *op. cit.*, n° 209.

La Cour de cassation¹ a jugé que, si le jugement pouvait fixer en bloc la durée de la contrainte par corps d'après l'ensemble des condamnations pécuniaires, quand toutes ces condamnations étaient prononcées au profit d'une même partie, il n'en saurait être de même lorsque les diverses condamnations pécuniaires sont prononcées les unes au profit de l'Etat, les autres au profit de plusieurs parties civiles : la contrainte doit alors être fixée d'une manière distincte pour chaque partie. "

Cette solution ne peut être exacte qu'autant que la partie civile aura porté son action devant un tribunal civil. En ce cas, la contrainte par corps née du jugement rendu par le tribunal civil est complètement distincte de celle que le juge répressif aurait pu prononcer. Sa durée sera exclusivement fixée d'après le montant des dommages-intérêts alloués à la partie civile et des frais par elle exposés, sans qu'il y ait à tenir compte des condamnations pécuniaires résultant de la décision criminelle. C'est là la conséquence nécessaire de l'art. 5. Quelle serait l'utilité de cet article, si l'on ne veut pas admettre l'indépendance des deux contraintes, lorsque l'amende et les frais auraient été payés ou que de leur chef la contrainte ne serait plus possible ? Il en résulte pour le condamné une aggravation de peine ;

¹ 20 avril 1882 (D. P. 82. 1. 273).

en pratique, l'application de l'article 12 Loi de 1867 sera un correctif puissant ¹.

Hors ce cas, chaque fois que l'action civile se sera soudée à l'action publique, le jugement de condamnation ne devra prononcer qu'une seule contrainte. La loi ne distingue pas, dans le calcul de la durée, ni la cause des diverses condamnations, ni les personnes au profit de qui elles sont prononcées. En introduisant une distinction, on commet une illégalité, puisqu'on autorise le juge à dépasser le maximum légal applicable au total de la somme à recouvrer. Ainsi une amende de seize francs ayant été prononcée et dix francs de dommages ayant été alloués à chacune des trois personnes se portant partie civile, on autorise une contrainte de quatre-vingt jours alors que le total des condamnations est de trente-six francs. En matière de simple police, on permet au juge de prononcer autant de fois cinq jours qu'il y a de parties demanderesses.

Pratiquement, ce système n'accorde pas au créancier des garanties bien spéciales et bien sérieuses. L'exercice de l'une des contraintes par l'un des créanciers paralysant le droit des autres (art. 12).

Le système de la loi est tout autre : chaque créancier a un droit égal à l'exercice de la contrainte pendant la durée unique fixée en faveur de tous, et ce droit persiste tant que la contrainte n'a pas été subie

¹ *Infra*, n^{os} 150 et ss.

dans toute sa durée. Chaque créancier peut recommander le débiteur, déjà détenu par la volonté de l'un des créanciers. Le débiteur recommandé ne sera élargi qu'après avoir payé le recommandant ou avoir subi la contrainte durant tout le temps prescrit par le jugement.

192. — La durée de la contrainte par corps doit-elle être calculée en tenant compte de l'amende, quand cette amende a été prononcée avec sursis ?

Le sursis suspend l'exécution de la peine d'amende mais non le recouvrement des frais et des condamnations civiles. La contrainte par corps, qui garantit le recouvrement des dommages-intérêts et des dépens restés exigibles, ne sera point suspendue par le sursis. Il semble logique cependant de fixer sa durée sans tenir compte du montant de l'amende. Celle-ci ne peut être amenée à exécution ; on ne peut autoriser par la contrainte par corps une exécution indirecte. La solution s'impose au cas où le bénéficiaire du sursis a obtenu sa réhabilitation de plein droit. S'il y avait eu partie civile au procès et que le créancier des dommages ait exercé la contrainte par corps durant le sursis, une partie au moins de la détention subie par le contraignable était représentative de la valeur de l'amende, et on a exercé contre la personne du condamné une peine qu'on n'avait seulement pas le droit d'exercer sur ses biens, et qui aujourd'hui, après l'expiration des délais d'é-

preuve, doit être considérée comme non avenue ¹.

Quid si le condamné qui se trouve insolvable encourt sa déchéance et si la peine d'amende doit être ramenée à exécution ? La contrainte par corps doit ici servir de peine, son application est nécessaire. Un individu qui a trompé les intentions bienveillantes du législateur ne peut rester impuni. Si la contrainte par corps n'a pas été exercée pour le recouvrement des frais ou des dommages, on infligera au condamné une détention égale à la durée totale de la contrainte fixée par le jugement. Si la contrainte a été exercée, il faut reconnaître que la force publique sera désarmée. On ne peut obtenir d'un juge une contrainte nouvelle spéciale à l'amende. Mais il faut remarquer que, même en ayant fait figurer le montant de l'amende dans la fixation de la durée de la contrainte, on arriverait à la même solution. La partie civile ou le Trésor, pour le paiement des dommages et des dépens, auraient épuisé le droit à la contrainte. Celle-ci n'a pu amener le débiteur à composition, puisqu'il est insolvable, et elle a été exercée pendant toute la durée fixée par le jugement.

193. — Depuis la loi de 1871, les frais dus à l'Etat ² et les frais dus à la partie civile doivent entrer en ligne

¹ *Infra*, n° 270, les effets de la réhabilitation de plein droit sur la contrainte assurant le recouvrement des dommages-intérêts.

² Le calcul de la durée relative aux frais obéit aux règles de l'art. 9 : Bastia, 28 février 1873 (D. P. 74. 2. 94). On ne peut

de compte dans le calcul de la durée de la contrainte par corps. Ces frais comprennent tous ceux faits lors du jugement de condamnation, mais aussi ceux qui sont la conséquence nécessaire de la prononciation du jugement, tels que les frais de timbre et d'enregistrement. Doivent-ils comprendre aussi les frais d'expédition, de signification, de commandement, de capture et généralement tous ceux qui sont faits après la condamnation ? Nous ne le croyons pas. La négative était déjà admise antérieurement à 1867 et la loi nouvelle n'a certainement pas innové sur ce point. L'affirmative fut cependant soutenue par l'enregistrement dans l'instruction générale du 27 janvier 1853. Ses prétentions furent généralement condamnées. En déterminant la durée de la contrainte d'après le montant des condamnations pécuniaires, la loi veut que le chiffre de ces condamnations soit connu au moment même où la durée est fixée, c'est-à-dire lors du jugement. La durée de la contrainte ne peut dépendre d'éléments incertains et éventuels, tenant à des circonstances postérieures à la condamnation.

comprendre comment la Cour de cassation, dans un arrêt du 23 juillet 1872 (D. P. 72. 1. 473), a pu admettre que la durée devait être fixée d'après l'art. 35 de la loi de 1832. L'arrêt a été il est vrai démenti par une jurisprudence postérieure. La loi de 1871 ne détermine pas quelle sera la durée de la c. p. c., parce qu'elle s'en réfère sur ce point à la loi de 1867, Comp. *supra*, n^{os} 92 et ss.

Est-ce à dire que ces frais échapperont totalement à la garantie de la contrainte ? Non, car le débiteur qui veut obtenir son élargissement avant l'expiration des délais fixés, doit rembourser, avec le paiement des condamnations principales, les frais que sa capture et son emprisonnement ont occasionnés (art. 798 C. proc. c. et art. 23 Loi de 1832).

194. — L'obligation de fixer la durée de la contrainte par corps d'après le chiffre des condamnations nécessite pour le juge l'obligation de liquider la dette avant de déterminer la durée¹. Le défaut de liquidation des frais et des réparations pécuniaires entraîne la nullité du jugement². Il n'y aurait là, nous semble-t-il, que nullité partielle; le jugement subsiste dans ses parties principales et le renvoi devant une autre juridiction tend uniquement à la liquidation de la dette et à la fixation de la durée de la contrainte par corps.

La fixation ne peut avoir lieu d'une manière hypothétique et conditionnelle: « La contrainte par corps sera de tant de mois ou de jours au cas où les frais non actuellement liquidés s'élèveraient à la somme de..... »³ La Cour de cassation a jugé cependant, dans un arrêt du 11 avril 1861⁴, que, quoique

¹ Arrêts de cass. sous Dal. rép. v° Cont. p. c., n° 685.

² Cass., 22 septembre 1859 (Bull. n° 227), et 3 janvier 1861 (Bull. n° 2).

³ Cass., 20 avril 1837 (Dal. rép. v° Cont. p. c., n° 686).

⁴ Bull. n° 75.

les frais ne soient pas liquidés et que dès lors leur chiffre ne soit pas constaté comme dépassant le minimum légal de 300 francs, un arrêt peut valablement fixer la durée de la contrainte, s'il est constant pour le juge, sur le vu des pièces, que les frais joints à l'amende prononcée dépasseront ce chiffre. Dans la législation de 1832 une pareille solution était possible. En somme il s'agit de déterminer non le chiffre exact des frais, mais de savoir si la dette est inférieure ou supérieure à 300 francs, si la durée de la contrainte doit être fixée dans les limites de l'art. 39 ou dans les limites de l'art. 40 de la loi de 1832.

Cette appréciation était matériellement possible. Aujourd'hui elle serait impossible, du moins beaucoup plus délicate, car il s'agirait pour le juge de donner un chiffre précis pour déterminer quel est le paragraphe de l'art. 9 applicable. Une pareille jurisprudence est dans tous les cas dangereuse. Elle est illégale, puisque la loi veut que la durée de la contrainte soit fixée d'après le montant de la dette dans le jugement même de condamnation.

En pratique, la fixation de la durée dans le jugement même de condamnation est rarement possible, et c'est avec raison que la jurisprudence admet que le juge peut y surseoir jusqu'à la liquidation des frais et des dommages¹. Le sursis s'impose

¹ Cass., 26 juillet 1872 (D. P. 72. 1. 473) ; 13 mai 1882 (D. P. 82.1.275).

même lorsqu'il est ordonné que les dommages seront fournis par état. Cependant le vœu de la loi est clair : que la liquidation et la fixation de la durée soient faites dans le jugement même de condamnation. La condamnation au minimum ou au maximum de la contrainte par corps permet de procéder à cette fixation avant qu'intervienne la liquidation¹.

195. — Que doit faire le juge lorsqu'une même infraction sera reprochée à plusieurs individus, ou lorsque plusieurs infractions seront retenues contre un même prévenu ?

En matière pénale, la solidarité existe : 1° Entre individus condamnés pour un même crime ou un même délit quant aux amendes, restitutions, dommages intérêts et frais (art. 55 C. pén.) ; 2° entre individus condamnés pour la même contravention quant aux frais seulement (art. 156 décret 18 juin 1811).

S'il est prononcé pour crimes et délits une condamnation contre plusieurs délinquants, la contrainte par corps sera fixée pour chacun d'eux d'après le montant total des condamnations pécuniaires². S'il s'agit d'une contravention, la durée de la contrainte par corps est fixée pour chaque délinquant d'après le total des amendes, restitutions, dommages-inté-

¹ *Supra*, n° 190.

² Angers, 16 mars 1868 (D. P. 68. 2. 160).

rêts dont il est personnellement tenu, auquel on ajoute le montant des frais occasionnés par la poursuite de tous les délinquants.

Jugé que l'arrêt qui répartit les frais du procès dans différentes proportions entre tous les condamnés divisés en plusieurs groupes et n'établit la solidarité qu'entre tous les condamnés compris dans le même groupe, doit à peine de nullité fixer la durée de la contrainte par corps à l'égard de chaque condamné, suivant la quotité des frais mis à la charge de chaque groupe auquel il appartient et non d'après la condamnation totale aux frais ¹.

196. — Un seul individu est frappé de plusieurs condamnations distinctes. On ne peut cumuler toutes les condamnations pécuniaires prononcées contre lui et déterminer la durée d'une contrainte unique d'après leur montant total. Des décisions judiciaires distinctes ne peuvent ainsi réagir entre elles et se modifier réciproquement dans leurs effets propres. Chaque jugement constitue une dette distincte et chaque dette doit jouir de la garantie exceptionnelle que lui accorde la loi. Autant de fois qu'il y aura de jugements, la contrainte par corps sera réglée conformément à l'art. 9 ².

Nous avons admis cette indépendance des contraintes lorsque la partie civile a porté son action

¹ Cass., 19 septembre 1872 (Bull. n° 242).

² Douai, 28 octobre 1878.

devant la juridiction civile (art. 5)¹. Lorsque le prévenu échappe à l'application de la peine principale par application de l'art. 365 § 2 C. inst. crim.².

L'application de l'art. 12 de la loi de 1867 empêche qu'au point de vue de l'exécution les mois et les jours de contraintes prononcées par divers jugements soient additionnés et que la durée de l'emprisonnement soit égale à leur somme³.

197. — Le principe général qui veut que la durée de la contrainte par corps soit fixée par le jugement de condamnation ne souffre-t-il aucune exception ? Y a-t-il lieu de fixer cette durée dans l'arrêt qui prononce contre le condamné une peine afflictive perpétuelle ?

198. — Une jurisprudence constante de la Cour de cassation résout la question par la négative⁴. De nombreux arrêts qui avaient cru, dans un cas pareil,

¹ *Supra*, n° 191.

² *Supra*, n° 133.

³ *Infra*, n° 231.

⁴ Nombreux arrêts. On ne peut citer comme contraire à cette jurisprudence qu'un arrêt du 20 mars 1833 (Dal. rép. v° Cont. p. c., n° 696); et encore faut-il remarquer que dans l'hypothèse la Cour suprême avait cassé l'arrêt parce qu'il avait appliqué à tort la peine des travaux forcés à perpétuité. On peut citer encore un arrêt du 8 avril 1886 (S. 86. 1. 395) d'après lequel doit être fixée la durée de la contrainte dans le jugement qui prononce contre l'accusé la peine de la rélegation. *Sic* Paul Pont *op. cit.*, n° 938; Darbois, *op. cit.*, 208. — *Contra* Blanche, *op. cit.*, I, n° 386; Sourdat, *op. cit.*, n° 208 bis; Laborde, *op. cit.*, n° 394.

devoir fixer la contrainte par corps dans leur sentence de condamnation, ont été cassés par voie de retranchement, c'est-à-dire sans renvoi devant un autre juge. La cassation ne porte que sur la disposition relative à la contrainte, en laissant subsister l'arrêt dans ses parties principales.

De nombreux auteurs s'associent à cette jurisprudence.

Les deux condamnations sont inconciliables. Du moment qu'un individu doit être retranché du nombre des vivants, ou doit rester en état de détention perpétuelle, à quoi bon prononcer contre lui un emprisonnement d'une durée quelconque pour le paiement de l'amende, des frais ou des réparations pécuniaires. Cette fixation ne présenterait quelque utilité qu'au cas où l'individu bénéficierait d'une commutation de peine ou d'une décision gracieuse. Mais la prévision de telles éventualités n'appartient pas au juge, et il ne peut, à l'aide d'une supposition qu'il n'a pas le droit de faire, s'attribuer un pouvoir que la loi ne lui reconnaît pas. La contrainte par corps est un accessoire de la condamnation : or l'art. 46 § 4 C. pén. visant un autre accessoire des peines afflictives perpétuelles, l'interdiction de séjour, interdit au juge de la prononcer ou d'en réduire la durée.

199. — Ces raisons ne sont point déterminantes. Aucun texte n'a visé ce cas particulier. C'est en vain, dans un sens comme dans l'autre, que l'on

voudrait argumenter des mots « dans tous les autres cas » de l'art. 40 de la loi de 1832. Cet art. a une tout autre portée : celle de repousser dans les cas qu'il réglemeute les distinctions établies aux art. précédents.

Mais dire qu'au cas d'une condamnation à une peine perpétuelle, la fixation de la durée de la contrainte par corps n'a aucune raison d'être, c'est confondre le droit et l'exercice du droit. L'inconséquence serait évidente si le juge ordonnait l'exercice de la contrainte en même temps que l'exécution de la peine. Il se borne à fixer la durée de la contrainte. Sa décision sur ce point pourra rester lettre morte ; pour qu'il lui reconnaisse lui-même quelque utilité, il doit envisager le cas où la condamnation principale cesserait d'être appliquée. Où est le texte qui défend au juge de prévoir cette éventualité et qui limite les pouvoirs généraux qu'il a reçus de l'art 52 C. pén. et de l'art 9 de la loi de 1867 ?

200. — En matière d'interdiction de séjour, le juge ne se prononce pas, parce qu'un texte formel le lui défend. En matière de contrainte, rien de pareil.

L'assimilation des deux matières logiquement ne peut plus se comprendre, si l'on envisage le cas, et il faut bien l'envisager, où interviennent une décision gracieuse, une commutation de peine. La raison d'être de l'art. 46 § 4 C. pén. apparaît alors clairement, tandis que le même système appliqué à la

contrainte par corps conduit à une inconséquence. Le condamné est en liberté. Les condamnations pécuniaires sont encore dues. La contrainte par corps va pouvoir s'exercer, le silence du juge n'en dispense pas le débiteur, puisque le juge n'avait pas à la prononcer. Quelle sera sa durée ? Faudra-t-il revenir devant le juge pour obtenir de lui une fixation ? Nous avons examiné les inconvénients d'un tel système ¹. Le minimum légal sera-t-il applicable ? C'est donc accorder à un condamné à une peine perpétuelle toute la faveur de la loi ; c'est mettre le juge en désaccord avec la loi, puisque sur la peine principale ce juge a statué avec la dernière sévérité et que la loi considère, avec la plus grande clémence, les conséquences de cette condamnation. Un individu condamné aux travaux forcés à perpétuité voit sa peine commuée en 10 ans de travaux forcés : il n'encourt la contrainte par corps que pour le minimum légal, alors qu'il l'eût peut-être encourue pour le maximum, si de prime abord il avait été condamné à la peine moins grave qu'il doit maintenant subir. A mesure qu'un même fait sera traité plus sévèrement au regard de la peine principale, il sera traité plus favorablement au regard des condamnations pécuniaires. La loi ne peut consacrer un pareil système, et en matière d'interdiction de séjour elle adopte une conclusion tout opposée. Le juge n'a pu

¹ *Supra*, n^{os} 171 et ss.

se prononcer, mais ce n'est pas le minimum qui est encouru lorsque cesse la peine principale, c'est le maximum. Le condamné est ici traité avec une extrême rigueur. Il semble même que la loi ait voulu mettre le juge à l'abri des sentiments de pitié qui auraient pu le solliciter.

N'est-il pas plus naturel et plus simple, puisque aucun texte ne le défend, de permettre au juge d'entrevoir l'éventualité qui mettra fin à la peine qu'il prononce et de l'autoriser à fixer la durée de la contrainte par corps dans son jugement.

201. — Nous avons examiné le cas où le juge a omis de fixer la durée de la contrainte par corps¹. Que décider au cas d'erreur sur cette fixation ? Evidemment si les délais d'appel ou de pourvoi ne sont pas expirés, l'erreur pourra être réparée. Mais si la sentence erronée est devenue définitive ?

Les tribunaux ont assigné à la contrainte une durée inférieure au minimum légal applicable. Cette erreur est profitable au condamné. La contrainte ne peut être exercée que pour la durée fixée par le jugement. En laissant expirer les délais d'appel ou de pourvoi, le créancier a donné son acquiescement à la décision des premiers juges.

La durée fixée est supérieure au maximum légal. La partie poursuivie n'a d'autre ressource que de réclamer l'intervention du ministre de la Justice, en

¹ *Supra*, nos 167 et ss.

vue de provoquer l'annulation de la décision entachée d'excès de pouvoir (art. 411 C. inst. crim.). Si le recours paraît fondé, la Cour suprême renvoie devant un autre tribunal pour qu'il soit statué à nouveau sur le chef relatif à la contrainte par corps.

CHAPITRE IV

DES EFFETS DE LA CONTRAINTE PAR CORPS.

202. — La loi de 1867 ne détermine pas quels sont les effets de la contrainte par corps. Son silence a laissé survivre dans certaines conséquences l'institution odieuse à tous, qu'elle eut justement pour but de faire disparaître. Le résultat obtenu est en complet désaccord avec les intentions nettement formulées du législateur.

Ces intentions, nous croyons les avoir suffisamment fait connaître par l'étude des travaux préparatoires. Abolir la contrainte par corps en tant que voie d'exécution soumettant la liberté d'un individu aux intérêts privés d'un créancier. Conserver cette institution dans ce qu'elle présentait d'utile, en lui assignant un but nouveau, en la considérant comme une peine complémentaire destinée à se substituer

à une autre peine qui ne peut être ramenée à exécution. L'abolition de la contrainte en matière commerciale et en matière civile, son maintien en matière pénale, ainsi se matérialisa cette volonté du législateur.

Or quand il s'agit d'établir quels sont les effets de la contrainte par corps, la lacune que présente la loi de 1867 nous oblige à revenir à l'ancienne législation du Code civil et des lois de 1832 et de 1848 ; à faire revivre un état de choses que la loi nouvelle eut pour but d'abroger.

Dans ses effets, la contrainte par corps doit être envisagée comme une épreuve de solvabilité.

203. — L'art. 2069 C. civ. est encore aujourd'hui en vigueur. « L'exercice de la contrainte par corps n'empêche ni ne suspend les poursuites et les exécutions sur les biens. » La contrainte n'est pas un moyen direct de donner satisfaction au créancier, elle ne tend pas au paiement par la réalisation du gage. Elle n'a qu'un but : par une torture ou par la menace d'une torture mettre le débiteur en demeure de choisir entre la liberté ou le paiement, et le forcer lui-même à réaliser en argent tous les biens qu'une saisie aurait pu atteindre et tous ceux qu'il aurait pu soustraire aux poursuites. Contre un débiteur qui veut payer, mais qui ne le peut pas, contre l'insolvable, elle n'a plus aucun but, sinon de permettre au créancier d'exercer la plus basse vengeance. C'est la contrainte par corps dans toute son odieuse

rigueur ! Combien nous sommes loin des raisons généreuses invoquées en faveur de cette institution et qui seules purent la faire survivre à la-légitime réprobation de tous !

204. — Dans le droit moderne, comme dans le droit de l'ordonnance de 1667, le créancier peut cumuler les poursuites sur la personne et les poursuites sur les biens. Ce créancier peut indifféremment commencer par les unes ou par les autres. Il peut, en premier lieu, poursuivre sur la personne. Alors la contrainte, épreuve de solvabilité, peut encore être défendue. La loi, en raison de la nature de la dette et de la qualité du débiteur, met à la disposition du poursuivant un moyen extraordinaire d'exécution plus rapide et plus efficace que les moyens ordinaires. Mais le créancier peut exercer la contrainte après avoir discuté les biens du débiteur, alors qu'il est convaincu que l'épreuve aboutira à un résultat négatif. Comment, en ce cas, ne pas reconnaître à la contrainte son véritable caractère, son caractère répressif !

205. — La contrainte subie ne libère pas le débiteur envers le créancier. Celui-ci pourra, par exemple, après l'avoir exercée, opposer à son ancien débiteur, devenu son créancier, la compensation¹. Il se peut qu'une dette soit payée deux fois : la pre-

¹ Pau, 21 mai 1894 (S. 94. 2. 277).

mière par la personne même du débiteur, la seconde par ses biens.

206. — Mais du moins cette dernière conséquence cèdera-t-elle en face du débiteur insolvable, alors que la contrainte ne peut être raisonnablement considérée que comme une peine? Celui contre qui la contrainte aura été exercée, alors qu'il prouvait légalement qu'elle ne pouvait à son égard servir de preuve de solvabilité, sera-t-il, son emprisonnement terminé, libéré des condamnations pécuniaires qui ont motivé son exercice?

Ici encore tout n'offre dans notre législation qu'incertitude et contradiction, et la loi de 1867, loin de donner une solution à la difficulté, par le laconisme de son art. 10, a laissé subsister la question tout entière. Là encore le texte de la loi est en désaccord avec les idées soutenues et approuvées lors de la discussion devant le corps législatif.

Avec la pratique actuelle du ministère des Finances¹, nous croyons juste de distinguer en la matière la contrainte par corps exercée à suite de condamnations forestières, de la contrainte exercée à suite de condamnations résultant d'autres délits.

Cette distinction est-elle conforme à l'esprit de la loi de 1867? Nous ne le croyons pas. L'exposé des

¹ Instruction du 20 septembre 1873, art. 235 et 236. Les règles applicables aux délits forestiers sont applicables aux délits de pêche fluviale.

motifs ne l'établit pas, et énumère les délits forestiers en même temps que les autres délits. « Il en est ainsi pour les délits de pêche, les délits forestiers, les délits en matière de douanes, pour les infractions les plus fréquentes peut-être, pour celles qui sont commises surtout par de pauvres gens..... Supposons une de ces contraventions qui ont une importance réelle... une de ces contraventions en matière de douanes, de forêts, de contributions indirectes...¹. »

207. — En matière forestière, la contrainte subie a pour effet de libérer le condamné de l'amende. Ici les travaux préparatoires et le texte sont en rapport.

Dans l'exposé des motifs du Code forestier, M. de Martignac s'exprimait ainsi : « Les jugements qui ne prononcent que des peines pécuniaires sont le plus souvent sans effet contre les délinquants d'habitude qui n'offrent aucune propriété susceptible d'être saisie... Il résulte de là une impunité de fait qui multiplie les délits... Le Code proposé remédie à cet abus en décidant qu'en cas d'insolvabilité justifiée, l'amende se résoudra en un emprisonnement fixé dans de justes proportions². » Le rapport ajoutait que l'art. 213 était un moyen de punir les délinquants qui échappent au paiement des condamnations

¹ D. P., 64. 4. 81, n^{os} 24 et 86, n. 7.

² Dal. rép. v^o Forêts, page 77, n. 2.

pécuniaires par la constatation de leur insolvabilité.

Le rôle et les effets de la contrainte par corps étaient clairement définis. Sa vertu libératoire établie. Si dans le texte cette vertu libératoire ne résulte pas de l'art. 213, qui fixe la durée de la contrainte au regard de l'insolvable, on peut l'induire de l'art. 214, qui, en déclarant que la contrainte est indépendante de la peine d'emprisonnement, prouve qu'elle n'est pas également indépendante de la peine d'amende.

L'instruction du ministère des Finances du 2 novembre 1829 a réglé logiquement l'exercice de la contrainte en ces matières, en décidant qu'elle « ne doit être exercée qu'autant qu'elle peut être utile pour le recouvrement des condamnations ou qu'elle a pour objet de ne pas laisser les délinquants d'habitude impunis.... Les délinquants insolvable mis en liberté après avoir subi le temps de détention voulu par l'art. 213 du C. for, sont quittes et libérés du montant desdites condamnations. »

208. — A l'égard des délits autres que les délits forestiers, la contrainte subie ne libère pas l'insolvable.

Pas de discussion possible sous l'empire du Code de 1810, puisqu'aux termes de l'art. 53 C. pén. la contrainte peut être reprise s'il survient au condamné quelque moyen de solvabilité. Pour l'individu solvable la contrainte est illimitée dans sa durée. En considération de son insolvabilité, un débiteur peut être

libéré après un certain temps de détention, mais son élargissement n'est que conditionnel ; il est libre tant qu'il ne se trouve pas dans la même situation qu'un débiteur solvable : il reste à la merci du créancier.

La loi de 1832 ne considéra la contrainte que comme une épreuve de solvabilité. Vis-à-vis de l'insolvable ayant subi la contrainte relative à l'amende, le rapport de M. Portalis acceptait la théorie du Code forestier : il aura payé l'amende de sa personne, on ne pourra la lui redemander sur ses biens. Soit intentionnellement, soit par suite d'une rédaction vicieuse, l'art. 36 de la loi ne fut pas le reflet exact de cette idée : « Lorsque la contrainte par corps aura cessé en vertu de l'art. précédent (insolvabilité), elle pourra être reprise, mais une seule fois et quant aux restitutions, dommages et frais seulement s'il est jugé contradictoirement avec le débiteur qu'il lui est survenu des moyens de solvabilité. » C'est avec raison que le Conseil d'Etat ¹ ne vit dans cet article qu'un adoucissement apporté à la rigueur de l'art. 53 C. pén., prohibant simplement la reprise de la contrainte en ce qui concerne l'amende contre l'insolvable auquel sont survenues quelques ressources. De ce que cet article refuse au créancier de l'amende le droit d'exercer à nouveau la contrainte par corps il ne s'ensuit pas qu'il interdise l'exécu-

¹ Avis du 13 novembre 1832, Cité Darbois, *op. cit.*, page 394.

tion sur les biens. Il ne constitue pas un texte formel comme l'art. 5 titre II de la loi d'octobre 1791 : « La détention remplacera l'amende à l'égard des insolubles. »

209. — La distinction entre l'amende et les autres chefs de condamnation n'existe plus sous le régime de la loi de 1867. L'art. 12 interdit d'une manière formelle la reprise de la contrainte ; en édictant que le débiteur élargi ne peut être à nouveau incarcéré pour dettes antérieures et différentes, il est clair que cet article interdit à fortiori une nouvelle incarcération pour la même dette. La règle est également applicable au débiteur solvable et à l'insolvable. Mais, si la contrainte n'est plus possible, l'exécution sur les biens reste ouverte. L'art. 10 n'établit entre le débiteur solvable et l'insolvable qu'une seule différence, celle relative à la durée de la détention. A tous les autres points de vue, ils subissent les mêmes conséquences de l'application de la contrainte.

210. — Et cependant telle n'était pas la volonté du législateur de 1867. Cette inconséquence provient sans doute de ce que dans l'exposé des motifs, comme dans la discussion, la possibilité pour l'insolvable d'acquérir dans l'avenir quelques ressources n'a jamais été envisagée. L'insolvable dont s'occupe la loi est condamné à une insolvabilité perpétuelle. L'idée d'un recouvrement pécuniaire est regardée comme impossible. La loi n'a en vue que d'empêcher l'insolvabilité de devenir une cause d'impunité.

Une fois la répression assurée, elle n'envisage plus aucune suite ni aucune conséquence de l'infraction, et à ces yeux le débiteur est définitivement libéré. L'exposé des motifs de 1867 n'est à ce point de vue que la paraphrase de l'exposé des motifs de 1826 : « Souvent la législation répressive pour toute peine prononce une amende..... Leur chétif mobilier (des condamnés) est sans valeur. La condamnation restera inexécutée..... En ce cas la contrainte par corps est le seul moyen de donner force à la justice.... Au moins il y aura une peine subie. »

211. — La pratique actuelle a établi une distinction entre la contrainte par corps exécutée sur requête d'un particulier et la contrainte exercée à la requête de l'Etat. En ce dernier cas la contrainte a repris son caractère répressif, et son seul effet est bien réellement de punir l'infraction. Ce n'est pas un agent des finances qui doit apprécier l'opportunité de son application : ce soin est confié au procureur de la République. Les percepteurs envoient au Parquet un état des condamnés dont ils n'ont pu obtenir paiement. Le procureur désigne au receveur des finances les individus qui lui paraissent devoir être soumis à la contrainte. Sur quoi base-t-il cette désignation ? Evidemment sur la qualité de l'individu ; il désigne en première ligne les délinquants d'habitude bien connus de lui, qui n'offrent aucune propriété susceptible d'être saisie et pour lesquels l'impunité est un encouragement à multiplier leurs délits. L'inter-

vention du Parquet est seulement en ce sens utile et légitime. Le receveur des finances enjoint alors aux percepteurs de remplir les formalités de mise en exécution de la contrainte contre les individus désignés.

212. — En matière de réhabilitation, la contrainte par corps subie dispense le condamné de justifier du paiement des amendes, frais et dommages. Elle tient lieu de paiement.

213. — La contrainte par corps interrompt la prescription de l'amende et des autres condamnations pécuniaires. C'est un mode d'exécution du jugement. L'arrestation constitue l'acte interruptif.

Lecommandement qui précède l'exécution interrompt-il la prescription ? Oui, en ce qui concerne les frais et les réparations civiles qui obéissent aux règles de la prescription civile (art. 642 C. inst. crim. et art. 2244 C. civ.). La prescription de l'amende est au contraire régie par les règles de la prescription criminelle. La prescription de la peine ne peut être interrompue que par un acte d'exécution. L'arrestation du contraignable seule pourra interrompre la prescription de l'amende.

CHAPITRE V

DES CAUSES D'EXEMPTION, DE RÉDUCTION, DE SUSPENSION, D'EXTINCTION DE LA CONTRAINTE PAR CORPS.

214. — En principe, toute personne auteur ou complice d'une infraction motivant l'exercice de la contrainte par corps est soumise à cette voie d'exécution. La loi de 1867 n'a pas fait revivre les anciennes dispenses qui existaient antérieurement à elle au profit des femmes et des filles¹; des ministres des cultes reconnus par l'Etat; des militaires² et des marins³. Le Président de la République et ses ministres sont même contraignables par corps. La loi n'ayant en cette matière accordé aux membres du

¹ Art. 2066 C. civ. ; art. 1 et 2 Loi de 1832.

² Un soldat cependant ne peut être arrêté sous les armes.

³ Comp. art. 231 C. comm.

gouvernement aucun privilège spécial, ils restent sous l'empire du droit commun. Or, Président de la République et ministres ne sont affranchis ni de la soumission aux lois qui déterminent les infractions et les peines, ni de l'obligation de réparer le dommage causé par leurs délits : ils ne jouissent, en effet, que d'une immunité de juridiction ¹.

215. — La loi établit cependant au profit de certains délinquants des faveurs. Elle exempte complètement certains débiteurs de la contrainte par corps ; à d'autres elle accorde un sursis à l'exécution ; d'autres enfin ne sont soumis qu'à un emprisonnement de durée réduite. Ces faveurs doivent être rigoureusement limitées aux cas spécifiés : tout en la matière est d'interprétation stricte.

Ce sont ces cas d'exemption, de suspension, de réduction que nous avons à examiner. Nous y ajouterons l'exposé des diverses causes d'extinction de la contrainte par corps.

Section I. — Causes d'exemption de la contrainte par corps.

216. — Les exemptions édictées par la loi sont de deux sortes :

Les unes sont absolues, c'est-à-dire qu'elles affran-

¹ Loi 16 juillet 1875, art. 12, § 1 et 2.

chissent le débiteur de la contrainte au regard de tous ses créanciers. Cette immunité n'est établie qu'en faveur du mineur de 16 ans (art. 13).

Les autres sont relatives, c'est-à-dire n'affranchissent le débiteur que si la contrainte est requise par certains créanciers. Telles sont les exemptions basées sur la parenté et l'alliance (art. 15).

217. — § 1. MINEUR DE 16 ANS. — « Les tribunaux ne peuvent prononcer la contrainte par corps contre les individus âgés de moins de 16 ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite. » (art. 13).

Cette faveur est fondée sur une juste raison d'humanité : la loi considère que le jeune âge du délinquant diminue la gravité du fait dommageable et l'exempte du complément de peine qu'est la contrainte par corps ¹.

En matière civile et sous l'empire du Code civil, le mineur n'était pas contraignable par corps (art. 2064 C. civ.), et de la généralité des termes des textes on concluait que l'immunité s'étendait aux majeurs poursuivis à raison de faits commis en minorité ². En matière pénale, l'art. 52 C. pén. était, sans distinction, applicable aux majeurs et aux mineurs. Il

¹ Garraud, *op. cit.*, I, n° 43.

² *Sic* Troplong, *op. cit.*, n° 276 ; Aubry et Rau, *op. cit.*, VIII, § 780 ; P. Pont, *op. cit.*, n° 840.

faut remarquer cependant qu'en matière pénale la contrainte n'était possible que contre l'individu condamné et qu'y échappait le mineur absous comme ayant agi sans discernement, l'absolution en ce cas équivalant à un acquittement ¹. La jurisprudence, en mettant les frais de la poursuite à la charge du mineur absous, décidait que le recouvrement de ces frais ne pouvait être opéré par voie de contrainte.

L'art. 9 § 3 de la loi de 1848 prohiba l'exercice de la contrainte en matière criminelle contre les individus âgés de moins de 16 ans accomplis à l'époque des faits qui motivent la poursuite, à moins toutefois que cette voie d'exécution n'ait été formellement prononcée par le jugement de condamnation. Cet article formulait une exception au principe qu'en matière criminelle la contrainte est attachée de plein droit à l'exécution des condamnations pécuniaires et créait un cas spécial de contrainte facultative.

218. — Sous la loi de 1867, le mineur de 16 ans ne peut en aucun cas être contraint par corps. Ce n'est point au moment de la poursuite qu'il faut se placer pour établir cette minorité, c'est au moment où l'infraction a été commise. Ce n'est point le mineur de 16 ans qui jouit seul de cette faveur, c'est tout condamné même majeur qui, au jour où l'infraction a été commise, avait moins de 16 ans.

La rédaction de l'art. 13 est peu exacte : « La con-

¹ *Supra*, n° 137.

trainte ne peut être prononcée... » Le juge n'a en aucun cas à prononcer la contrainte par corps. L'inexactitude provient sans doute de la comparaison de l'art. 13 à l'art. 9 de la loi de 1849, qui au cas de minorité rendait la contrainte facultative.

Mais aujourd'hui le juge n'a plus le pouvoir de prononcer ou de ne pas prononcer à son gré la contrainte. Il n'a même plus à examiner la question de l'imputabilité de l'infraction, à examiner si le mineur a agi ou non avec discernement. L'âge seul du condamné lui épargne les rigueurs de l'emprisonnement.

219. — § 2. PARENTÉ OU ALLIANCE. — La contrainte par corps « ne peut être exercée contre le débiteur au profit : 1^o de son conjoint ; 2^o de ses ascendants, frères ou sœurs ; 3^o de son oncle ou de sa tante, de son grand-oncle ou de sa grand'tante, de son neveu ou de sa nièce, de son petit-neveu ou de sa petite-nièce, ni de ses alliés au même degré. » (art. 15).

Ces restrictions à l'exercice de la contrainte par corps, imposées par des raisons de haute moralité, avaient été reconnues comme règles de droit naturel par la vieille jurisprudence française. Nos Codes avaient omis de les reproduire. Les art. 19 et 41 de la loi de 1832, l'art. 10 de la loi de 1848, avaient réglementé cette matière dans un très large esprit d'humanité et d'équité. La loi de 1867 n'a fait qu'adopter leurs conclusions.

Le texte de l'art. 15 est par lui-même assez clair pour n'avoir pas besoin d'explications sur les degrés de parenté admis comme constituant une exemption à l'exercice de la contrainte. Une remarque seulement relative au conjoint. L'exemption cesse avec le divorce, mais la séparation de corps, qui laisse subsister le titre d'époux, ne produit pas le même effet. Au cas de mariage putatif, le conjoint de bonne foi pourra, après le jugement d'annulation, exciper de son titre d'époux pour échapper à la contrainte requise pour dettes antérieures au mariage (art. 202 C. civ.).

220. — Le bénéfice de la loi s'étend-il à la parenté naturelle? On l'a contesté, ou plutôt on a restreint ce bénéfice aux ascendants, descendants, frères et sœurs naturels. On argumente des règles établies aux art. 161, 162, 163 C. civ., qui prohibent le mariage entre ascendants, descendants, sœurs et frères naturels, mais l'autorisent au degré d'oncle et de nièce, de tante et de neveu naturels. Ces règles relatives au mariage ne nous semblent pas devoir être appliquées d'une manière aussi rigoureuse à la contrainte par corps. Ainsi la Cour de cassation juge que la prohibition de l'art. 163 C. civ. ne s'étend pas aux oncles et tantes, nièces et neveux par alliance, et cependant la parenté à un tel degré est formellement visée par l'art. 15. Les motifs de droit naturel et d'ordre moral qui ont inspiré la loi recommandent une interprétation large, et les termes

très généraux de l'art. 15 l'autorisent. Nous en concluons que le bénéfice accordé à la parenté légitime s'étend à la parenté naturelle ¹.

221. — Entre l'adopté et l'adoptant, les rapports de paternité et de filiation établis par la loi sont, au même titre, un obstacle à la contrainte par corps. Les dispositions de l'art. 15 ne s'étendent pas même aux frères et sœurs d'un adoptant ou d'un adopté. Il n'existe aucune parenté légale entre l'adopté et les parents de l'adoptant, entre l'adoptant et les parents de l'adopté.

222. — L'héritier légitime ou le successeur universel du parent ou de l'allié sont, comme leur auteur, privé du droit d'exercer la contrainte, alors même qu'ils ne seraient ni parent ni allié du débiteur à un degré prévu par l'art. 15.

223. — L'obstacle résultant de l'alliance existe lorsque l'alliance ne s'est produite que postérieurement à la naissance de la dette, même après le jugement de condamnation ou pendant que la contrainte est subie. Dans ce dernier cas, le débiteur devant être aussitôt élargi. Cela résulte des termes de l'art. 15: «La contrainte ne sera ni prononcée ni exercée.»

224. — L'exemption tirée de l'alliance subsiste-t-elle après le décès sans enfant de l'époux qui produisait l'affinité? Nous n'hésitons pas à le recon-

¹ Paris, 1^{er} février 1864 (D. P. 64. 2. 83); Troplong, *op. cit.*, n° 538.

naître ¹ et nous admettons l'exemption aussi complète après le décès qu'elle l'était du vivant de l'époux. Nous ne la restreindrons pas à la ligne directe et entre beaux-frères et belles-sœurs, bien que les art. 283 et 378 C. proc. c. et l'art. 322 C. inst. crim. semblent arrêter les effets d'alliance à compter du troisième degré. Les raisons qui nous ont fait admettre le bénéfice de l'art. 15 à la parenté naturelle sollicitent ici encore en faveur d'une large interprétation. Il suffit que la loi n'ait fait aucune distinction entre le cas où le conjoint qui a produit l'affinité est vivant et celui où il est décédé sans postérité, pour décider que, dans un cas comme dans l'autre, la contrainte par corps ne peut être exercée contre un allié au degré déterminé.

225. — *Quid* au cas de cession de créance ? Si le cessionnaire de la créance est l'un des parents ou alliés du débiteur au degré visé par l'art. 15, pas de doute ; la contrainte n'est pas possible.

La question ne peut être controversée que dans l'hypothèse inverse, si l'on suppose que la créance, originairement souscrite au profit d'un parent ou d'un allié, est passée par l'effet de la cession aux mains d'une personne qui ne tient au débiteur par aucun lien de parenté ou d'alliance. Antérieurement à 1867 la question était fort discutée mais sur-

¹ Sic presque tous les auteurs et de nombreux arrêts. — *Contra* Paris, 12 février 1853 (D. P. 53. 2. 88).

tout en matière civile et commerciale ¹. Elle se résout aujourd'hui par l'application des règles générales de la contrainte par corps.

« La cession de créance comprend les accessoires de la créance, au nombre desquels figure la contrainte par corps. Or dans l'espèce la contrainte par corps n'a jamais été attachée à la créance, car le législateur en interdit non seulement l'exercice, mais la prononciation même.... Il ne s'agit pas ici d'une omission à réparer : les juges ont déjà statué sur ce point en décidant implicitement ou expressément qu'il n'y avait pas lieu à contrainte par corps : leur sentence est passée en force de chose jugée...² ».

Cette opinion contient une grave erreur. Le juge n'a pas à prononcer la contrainte par corps : celle-ci est attachée de plein droit aux condamnations pécuniaires. Les termes de l'art. 15 « ni prononcée », comme ceux de l'art. 13, sont la conséquence d'une inattention du rédacteur ³. On ne peut les considérer comme apportant une exception au principe général.

La contrainte était attachée à la créance cédée par la volonté de la loi. L'exemption de parenté a suspendu son exercice. Cet obstacle disparaissant, le droit à la contrainte réapparaît. La contrainte peut être requise comme dans l'hypothèse contraire, la

¹ Comp. Troplong, *op. cit.*, n^{os} 501 à 503, et 542.

² Darbois, *op. cit.*, n^o 273.

³ *Supra*, n^o 218.

contrainte possible à l'origine était devenue impossible du fait que le concessionnaire trouvait dans la personne de son débiteur un parent ou un allié.

La contrainte par corps sera exercée jusqu'à concurrence du minimum légal, parce qu'il n'y a pas eu de fixation de durée par le juge ¹.

Section II. — Causes de suspension de la contrainte par corps.

226. — L'exercice de la contrainte peut être suspendu un certain temps à l'égard de quelques débiteurs.

La loi de 1867 cite deux cas formels de suspension: l'un impératif, la contrainte par corps ne peut être exercée simultanément contre le mari et la femme; l'autre facultatif, le juge peut surseoir à l'exécution de la contrainte lorsque le débiteur est père d'enfants mineurs. A ces deux cas légaux il faut en ajouter un nouveau en faveur de l'individu en état de démence.

Nous aurons à examiner plusieurs points controversés: le débiteur en état de faillite, le condamné qui a obtenu sa libération conditionnelle peuvent-ils être contraints par corps? La garantie politique de

¹ *Supra*, nos 174 et ss.

sénateur et de député est-elle une cause de suspension de la contrainte par corps ?

227. — § 1. MARI ET FEMME. — La contrainte par corps ne peut être exercée simultanément contre le mari et la femme pour dettes différentes (art. 16).

Cette prohibition fut introduite dans notre droit par l'ancienne jurisprudence. Les lois de 1832 et de 1848 la consacrèrent. Elle s'inspire de puissants motifs d'humanité : la crainte de laisser les enfants privés de ressources et d'appui.

Le créancier peut emprisonner successivement les époux, contraindre soit le mari, soit la femme. Peu importe que le mariage soit antérieur ou postérieur aux décisions qui ont prononcé la contrainte.

228. — § 2. PARENTS D'ENFANTS MINEURS. — « Les tribunaux peuvent, dans l'intérêt des enfants mineurs du débiteur et par le jugement de condamnation, surseoir pendant une année au plus à l'exécution de la contrainte par corps. » (art. 17).

Cette disposition est empruntée textuellement à l'art. 11 de la loi de 1848.

Elle constitue une mesure de pure faveur laissée à l'appréciation des juges. Le tribunal doit donc apprécier en fait si l'intérêt des enfants exige qu'il soit sursis à la contrainte. Sa décision échappe au contrôle de la Cour de cassation.

Le sursis doit être accordé par le jugement même

de condamnation. Le débiteur ne serait pas recevable, si celui-ci était définitif, à réclamer ce bénéfice par voie d'action principale. Il peut toutefois le demander pour la première fois sur l'appel du jugement.

Le sursis, une fois accordé, ne peut plus être retiré même si les causes qui l'ont motivé viennent à disparaître.

229. — § 3. INDIVIDU EN ÉTAT DE DÉMENCE. — L'humanité s'oppose trop formellement à ce qu'un fou ou un idiot soit incarcéré, pour qu'on objecte que nul texte ne crée pareille exemption et que tout en cette matière est d'interprétation stricte.

230. — § 4. FAILLI. — Le débiteur en état de faillite est-il contraignable par corps ?

La question est fort controversée. La solution dépend uniquement du caractère juridique de la contrainte par corps : en tant qu'épreuve de solvabilité, elle ne peut être admise contre le failli, puisque celui-ci est incapable, après le jugement déclaratif de faillite, de payer ses dettes. Si le caractère pénal de la contrainte est prédominant, rien ne s'oppose à ce qu'elle soit exercée contre le failli.

531. — La plupart des auteurs, en considérant la faillite comme une cause de suspension de la contrainte, argumentent de certains articles du Code de commerce, et notamment de l'art. 455 aux termes duquel, du jour du jugement déclaratif de faillite,

il ne peut être reçu contre le failli d'écrou ou de recommandations pour aucune espèce de dette. La généralité des termes de cet article semble condamner définitivement le système adverse. Mais si ces articles du Code de commerce et l'art. 455 s'appliquaient sans contredit à la contrainte par corps en matière civile et commerciale, on ne peut oublier que, depuis 1867, la contrainte par corps a été abolie en ces matières, et que, même antérieurement à la loi nouvelle, la distinction avait été faite entre les contraintes civiles et commerciales et la contrainte en matière pénale : l'élargissement tantôt provisoire, tantôt définitif, que procure la faillite ne pouvait être obtenu par le débiteur emprisonné pour recouvrement de condamnations pénales ¹.

L'art. 18 de la loi de 1867, en abrogeant toute la législation antérieure relative à la contrainte par corps, a abrogé l'application de l'art. 455 C. de com.

232. — Rationnellement peut-il en être autrement. L'art. 455 C. de com., en suspendant l'exercice de la contrainte contre le failli, assimilait certains créanciers jadis favorisés par la loi à des créanciers ordinaires ; mais elle assimilait ainsi des individus possesseurs de créances ayant une source civile ou commerciale, à des créanciers civils ou commerciaux. Peut-on également assimiler l'Etat créancier d'amendes ou de frais prononcés par un tribunal ré-

¹ Paul Pont, *op. cit.*, n° 993.

pressif, l'individu créancier de dommages dus à raison d'un crime ou d'un délit, à des créanciers ordinaires ? Ceux-ci réclament, d'un débiteur qu'ils ont presque toujours accepté, l'exécution d'un contrat ; si cette exécution est devenue impossible, ils n'ont qu'à s'accuser eux-mêmes d'imprudence ou de manque de clairvoyance. Le commerce vit de ces risques. En matière pénale, le créancier n'a pas accepté son débiteur, et il réclame réparation du préjudice que le fait, le plus souvent voulu par le débiteur, a causé soit à l'intérêt général, soit à l'intérêt privé. En quoi le nouvel état du débiteur peut-il en équité diminuer les garanties de la créance ? N'est-ce pas au contraire parce qu'il ne peut plus obtenir la réparation matérielle et pécuniaire du dommage, qu'on doit permettre au créancier, par l'exécution complète de la peine, d'obtenir une réparation morale ?

233. — L'exercice de la contrainte n'est en rien préjudiciable aux créanciers ordinaires de la faillite. La présence réelle du failli n'est pas nécessaire à la sauvegarde de leurs intérêts. L'arrestation peut avoir lieu après le jugement déclaratif de faillite, mais à ce moment déjà le failli peut être sous les verrous. Pourquoi en ce cas transformer la contrainte par corps en dépôt autorisé ? (art. 456 C. comm.).

234. — Certains auteurs ¹ admettent bien que la

¹ Sourdat, *op. cit.*, n° 203.

faillite ne suspend pas l'exercice de la contrainte par corps assurant le recouvrement des amendes, mais se refusent à admettre la même solution au regard du recouvrement des dommages et des frais. C'est établir une distinction que la loi ne fait nulle part. A tort ou à raison, la loi assimile le recouvrement des dommages au recouvrement des amendes. Le même caractère pénal doit être reconnu à la contrainte exercée pour l'amende ou exercée pour les dommages : dans les deux cas elle intervient pour compléter le châtement.

235. — La loi de 1867 se suffit à elle-même et la contrainte est régie aujourd'hui par ses seules dispositions. Si la loi avait voulu consacrer une nouvelle exemption en faveur du failli, elle l'eût fait par un texte formel. La question ne fut pas posée et ne devait pas être posée. La faillite se rattache exclusivement au droit commercial ; elle ne peut être même envisagée dans l'examen d'une institution qui dépend uniquement du droit pénal. Elle avait une influence marquée sur la contrainte par corps, tant que celle-ci relevait du droit commercial. Elle correspondait à la cession de biens en matière civile. Elle permettait au débiteur malheureux et honnête d'échapper à une rigueur que la loi réservait au débiteur récalcitrant et peu digne d'intérêt. Le failli, par l'exposé de sa situation aux créanciers et aux juges, les rendait maîtres d'apprécier si leur débiteur avait été coupable ou simplement malheureux, si sa chute

commerciale provenait d'une faute à lui imputable ou s'il n'avait été que victime des circonstances. Dans cette dernière hypothèse, on lui évitait la rigueur et la honte d'un emprisonnement : les créanciers en accordant un concordat, les juges en déclarant le failli excusable, le mettaient désormais à l'abri des poursuites contre sa personne. Mais si l'on conçoit que les créanciers et les tribunaux de commerce aient qualité pour apprécier les rigueurs qu'il convient d'infliger ou d'épargner au failli à l'occasion de faits à eux préjudiciables ou ressortissant de leur juridiction, on ne peut leur accorder la faculté, par la seule expression de leur volonté ou par une décision émanant de leur pouvoir discrétionnaire, d'entraver l'application de règles placées hors de leur domaine. Comment un avantage purement commercial pourrait-il atteindre et paralyser des droits aussi étrangers au négoce que ceux résultant de condamnations répressives ? Si le failli peut être favorisé en tant que négociant malheureux, il ne saurait prétendre au même bénéfice en tant que délinquant insolvable.

Le caractère pénal de la contrainte par corps s'oppose à ce que son exercice soit suspendu par la faillite du débiteur.

236.— § 5. DÉPUTÉS ET SÉNATEURS.— La garantie politique des membres des deux Chambres est-elle une cause de suspension de la contrainte par

corps, comme elle l'est de l'emprisonnement pénal ?

Sous la Charte de 1814 (art. 51) et celle de 1830 (art. 43), il était interdit d'exercer la contrainte contre un député durant la session et pendant les six semaines qui la précédaient ou la suivaient. Les membres de la Chambre des pairs ne pouvaient être incarcérés qu'avec l'autorisation de cette Chambre (art. 24, Charte 1814 ; art. 29, Charte 1830).

La Constitution de 1848 proclama la nécessité préalable d'une autorisation de la législature pour poursuivre ou arrêter en matière criminelle un représentant du peuple (art. 37), mais ne reproduisit pas les tempéraments apportés à l'exercice de la contrainte par corps par le droit public antérieur. La loi du 21 janvier combla cette lacune en étendant à la contrainte par corps le principe posé par l'art. 37 de la Constitution.

Le décret organique du 2 février 1852 rétablit le système de la Charte. «Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un député durant la session et pendant les six semaines qui l'auront précédée ou suivie.» (art. 10).

Le sénatus-consulte des 4-13 juin 1858 (art. 6) mettait les députés à l'abri des poursuites criminelles à moins d'autorisation préalable du corps politique dont ils faisaient partie, mais aucune disposition légale ne leur conférait l'immunité au regard de la contrainte par corps.

La loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 n'a nulle part consigné le privilège que certaines lois antérieures accordaient aux membres de la législature contraignables par corps. Le législateur ne s'est pas préoccupé spécialement d'une question, qui, depuis la suppression de la contrainte par corps en matière civile et commerciale, offrait sans doute trop peu d'intérêt et de gravité pour solliciter son attention.

Cependant députés et sénateurs jouissent aujourd'hui de la garantie politique en matière pénale. « Aucun membre de l'une ou l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle, qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit. La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou l'autre Chambre est suspendue pendant la session et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert. » (art. 14 L. 1875).

Le deuxième paragraphe de cet article institue en faveur des sénateurs et des députés une cause de suspension de l'emprisonnement pénal. Cette suspension doit être étendue à la contrainte par corps. Le caractère pénal prépondérant de cette institution recommande l'assimilation : la peine complémentaire doit suivre le sort de la peine principale. La généralité du texte, qui suspend toute détention, l'autorise. L'identité de motifs, ne pas permettre d'enlever à leur banc les membres d'une Chambre pour changer la majorité, la réclame.

Les conditions d'application et les effets seront les mêmes pour la contrainte et pour l'emprisonnement.

La suspension n'existe que pendant la durée de la session. C'est alors que l'arrestation d'un membre du Parlement pourrait nuire à l'exercice de son mandat. Hors session, sénateurs et députés sont soumis au droit commun, mais la Chambre dont ils font partie peut, aussitôt la session commencée, exiger leur élargissement ou la cessation des poursuites.

La garantie politique n'existe point au cas de flagrant délit et elle cesse quand l'autorisation de poursuivre est accordée.

Elle couvre les membres des deux Chambres à partir de leur élection et non pas seulement à partir de la vérification des pouvoirs (Constitution an III, art. 119). La fraude qui entache une élection rend le mandat annulable mais ne le supprime point de plein droit. Or un mandat annulable produit, tant qu'il n'est pas annulé, tous les effets d'un mandat valable.

237. — § 6. LIBÉRATION CONDITIONNELLE. — La libération conditionnelle consiste dans un élargissement anticipé, mais révocable, destiné à permettre à un individu qui paraît amendé de faire un essai de la liberté. Elle devient définitive, si elle n'a point été révoquée avant l'expiration du temps que devait

durer la peine (L. 14 août 1885). La contrainte par corps peut-elle être exercée pendant la libération conditionnelle ?

La jurisprudence¹ est divisée. Le tribunal de la Seine a considéré la libération comme une cause de suspension de la contrainte par corps. Ses jugements ont été réformés par la Cour de Paris, et la Cour de cassation a confirmé la doctrine de la Cour de Paris¹.

La solution dépend uniquement de la nature juridique de la libération conditionnelle.

La Cour de Paris tend à la considérer comme une sorte de grâce et à voir en elle une remise partielle de la peine sous condition résolutoire. Cette opinion ne nous paraît pas devoir être acceptée. Il ne peut y avoir remise de la peine, puisque, aux termes de l'art. 5 § 1, l'individu qui encourt la déchéance de cette faveur (art. 2 § 3) est réintégré pour toute la durée de la peine non subie au moment de la libération.

La version du tribunal de la Seine nous paraît préférable. La libération conditionnelle ne constitue qu'un nouveau mode d'exécution de la peine, elle se réduit à un acte purement administratif.

Telle fut en effet l'explication qui fut donnée

¹ Trib. civ. de la Seine, 13 janvier 1897 et 27 février 1897 ; Paris, 22 mars 1897 (Pand. chr. 98. 2. 105) ; Cass., 6 décembre 1897 (Pand. chr. 98. 1. 201.)

durant la discussion de la loi de 1885. La libération conditionnelle n'a pas pour but de remettre la peine au condamné, mais de le régénérer et de lui permettre plus vite de reprendre sa place dans la société. C'est une simple épreuve tendant à démontrer si réellement le détenu peut revenir à la vie régulière, si la faute commise n'était de sa part qu'une erreur. L'épreuve est tentée par le changement de régime de la peine. Elle ne constitue pour le condamné aucun droit ; on le soumet à cet essai même malgré lui, on détermine les conditions de sa liberté. Si l'épreuve échoue, on revient à l'application du premier régime.

Ainsi envisagée, la libération conditionnelle n'est pas à proprement parler une cause de suspension de la contrainte par corps ; il est plus exact de dire qu'elle n'a aucun effet sur son exercice. Durant sa libération, le condamné appartient encore à la société qui lui réclame le paiement de la condamnation principale. Le droit de la société paralyse l'exercice du droit d'un créancier. Tant que la personne du condamné appartient à la répression pénale, un intérêt particulier ne saurait prévaloir contre l'intérêt social. Celui-ci exige avant tout l'amendement du délinquant ; la victime du délit ne peut être admise à rendre cet amendement impossible en enlevant au débiteur sa liberté.

Section III. — Causes de réduction de la contrainte par corps.

238. — Certains délinquants bénéficient non plus d'une exemption totale ou relative de la contrainte par corps, mais d'une réduction de durée. Tels sont les insolvable et les sexagénaires. Une troisième cause de réduction résulte de la prohibition du cumul des contraintes (art. 12).

239. — § 1. INSOLVABLES. — « Les condamnés qui justifient de leur insolvabilité, suivant l'art. 420 C. inst. crim., sont mis en liberté après avoir subi la contrainte pendant la moitié de la durée fixée par le jugement. » (art. 10). Il faut ajouter : ou fixée par la loi pour le cas où le jugement a omis de fixer la durée et où le minimum légal est applicable ¹.

Le caractère pénal de la contrainte par corps explique seul son exercice contre l'insolvable. En tant qu'épreuve de solvabilité, elle doit rationnellement cesser dès que l'indigence du débiteur est avérée. Tel était l'avis de la commission d'examen du projet de loi de 1867, avis victorieusement combattu par le ministre de la Justice lors de la discussion de l'art. 10. Il est à regretter que la loi n'ait pas admis, au moins

¹ *Supra*, n° 174.

au regard de l'insolvable, ce caractère répressif à l'exclusion de tout autre, et que la contrainte subie ne libère pas le débiteur insolvable des condamnations pécuniaires¹.

L'ancienne jurisprudence française appliquait aux amendes nées *ex delicto*, la maxime : *qui non habet in aere luat in cute*. L'importance de l'amende déterminait la durée et la gravité de la peine corporelle.

La loi des 19-22 juillet 1791 conserva le principe de la conversion des amendes prononcées contre les insolvable en matière de police municipale, en une peine d'emprisonnement, dont le maximum était limité à un mois.

Les art. 53, 467, 469 C. pén. limitèrent la durée de la détention vis-à-vis de l'insolvable à un an si le condamné avait été frappé d'une peine afflictive et infamante ; à six mois s'il s'agissait d'un délit ; à quinze jours en matière de simple police. La contrainte subie ne libère pas le débiteur ; si l'insolvable acquiert quelques ressources, il pourra être à nouveau poursuivi sur sa personne et sur ses biens (art. 53). Le bénéfice d'insolvabilité n'était en outre applicable qu'aux condamnations prononcées en faveur de l'Etat.

Le Code forestier apporta à cette législation d'heureuses modifications. Il revint (art. 213) au principe

¹ *Supra*, n^{os} 208 et ss.

de la loi de 1791 ; la contrainte subie pour recouvrement de l'amende libère le débiteur. Le bénéfice d'insolvabilité est opposable aux simples particuliers. La durée de la détention n'est plus fixée d'après la qualité de l'infraction, mais calculée d'après la quotité des condamnations pécuniaires.

La loi de 1832 et la loi de 1848 établirent une distinction entre les condamnations supérieures ou inférieures à 300 fr. Le bénéfice d'insolvabilité ne fut maintenu que pour les premières dans les limites fixées par l'art. 35 de la loi de 1832 et l'article 8 de la loi de 1848.

Sous le régime de la loi de 1867, l'insolvabilité a pour effet de réduire la durée de la contrainte à la moitié de la durée fixée par le jugement. Elle ne libère pas le débiteur ; la contrainte subie n'empêche pas l'exécution sur les biens, mais interdit une nouvelle exécution sur la personne (art. 12 L. 1867).

240. — Par qui et comment sera fournie la justification de l'insolvabilité ?

C'est au condamné lui-même à fournir la preuve de son insolvabilité ; le ministère public qui ordonne l'arrestation n'a aucune diligence à faire à cet égard.

La justification de l'insolvabilité doit être faite conformément à l'art. 420 C. instr. crim. Le débiteur devra présenter : 1° un extrait du rôle des contributions constatant qu'il paie moins de 6 francs, ou un certificat du percepteur de la commune constatant qu'il n'est point imposé ; 2° un certificat d'in-

digence délivré par le maire de la commune du domicile ou par son adjoint, visé par le sous-préfet et approuvé par le préfet du département.

241. — Quelle est la valeur de cette justification ? Si la contrainte est exercée à la requête de l'Etat, la production des certificats ci-dessus énumérés suffit à établir l'insolvabilité du détenu, à la seule condition que ces certificats soient réguliers. Si la contrainte est exercée à la requête de la partie civile, celle-ci est en droit de contester leur valeur devant le tribunal civil ; mais la production des certificats constitue en faveur du condamné une présomption d'insolvabilité qui ne peut être détruite que par la preuve contraire, et c'est à la partie civile qu'incombe le soin d'établir que le détenu possède des ressources suffisantes pour acquitter le montant des condamnations pécuniaires prononcées contre lui ¹.

242. — A quel moment la justification sera-t-elle produite ? Le prévenu n'est pas fondé à conclure devant le tribunal à ce que la réduction soit prononcée par le jugement. C'est au moment de l'exécution qu'il doit faire valoir son droit. Les certificats pourront être présentés avant l'arrestation, mais après le commandement. C'est au parquet à veiller à ce que l'élargissement ait lieu conformément à l'art. 10. Ils pourront être présentés durant l'incarcération, et si la contrainte a été subie pendant la moitié de la

¹ Montpellier, 30 juin 1888 (S. 88. 2. 245).

durée fixée par le jugement la mise en liberté devra être aussitôt ordonnée.

243. — L'insolvabilité une fois constatée, la réduction de durée est de droit ; ni le parquet, ni le créancier ne peuvent s'opposer à l'élargissement.

Lorsque la durée comporte un nombre impair de jours, la réduction doit s'opérer dans le sens le plus favorable à la liberté, c'est-à-dire que c'est la fraction la plus forte qui doit être retranchée.

244. — § 2. SEXAGÉNAIRES. — « Si le débiteur a commencé sa soixantième année, la contrainte par corps est réduite à la moitié de la durée fixée par le jugement, sans préjudice des dispositions de l'art. 10. » (art. 14).

L'ancien droit français et nos Codes affranchissaient les septuagénaires de la contrainte par corps pour dettes civiles, sauf le cas de stellionnat ou de faute grave (art. 2066 C. civil). Le C. pén. ne consacrait aucune immunité en faveur de la vieillesse.

La loi de 1832 consacra la première en matière pénale le privilège de l'âge. Si le débiteur avait commencé sa soixante-dixième année avant le jugement, le minimum de la contrainte applicable était de six mois, le maximum de cinq ans. S'il atteignait sa soixante-dixième année pendant la détention, celle-ci était de plein droit réduite à la moitié du temps restant à courir. Le bénéfice était réservé aux condamnations supérieures à 300 fr. (art. 40).

La loi de 1848 accepta la cause de réduction sans distinction de sommes. Elle réduisit les termes de six mois à cinq ans à ceux de trois mois à trois ans (art. 9).

245. — La loi de 1867 a consacré les mêmes principes au profit du sexagénaire. Le bénéfice de l'art. 14 consiste dans la réduction de moitié de la durée légale. La seule condition pour en jouir est d'avoir accompli sa cinquante-neuvième année.

246. — Trois hypothèses peuvent se présenter :

1° Le prévenu est sexagénaire lors de sa comparution devant la justice ¹. La juridiction saisie peut même d'office appliquer la réduction légale ², mais elle n'y est pas tenue et le condamné n'est pas fondé à se pourvoir en cassation contre l'arrêt qui a omis de réduire de moitié la durée de la contrainte, alors qu'il n'a pris lui-même aucune conclusion à cet égard ³. Le sexagénaire conserve le droit de réclamer son bénéfice au moment de l'exécution.

247. — 2° Le débiteur atteint sa soixantième année après la condamnation, mais avant l'arrestation. C'est avant l'emprisonnement qu'il invoquera

¹ L'application de l'art. 14 à cette hypothèse ne peut être sérieusement discutée. La loi semble viser surtout le cas où le prévenu atteint 60 ans après le jugement ; à fortiori il doit en être de même dans notre hypothèse. Voir Sourdat, *op. cit.*, n° 201.

² Cass., 3 juillet 1890 (D. P. 90. 1. 94).

³ Cass., 21 novembre 1873 (D. P. 74. 4. 133).

l'art. 14, et le Parquet devra d'office ordonner la réduction.

248. — 3° Le condamné atteint sa soixantième année pendant sa détention. La réduction ne peut porter que sur le temps qui reste à courir. Jusqu'à le condamné subit la contrainte dans les conditions ordinaires : ce n'est qu'au jour où il entre dans sa soixantième année que naît son droit et qu'il peut revendiquer la faveur de la loi.

249. — L'art 14, relatif à l'âge, réserve *in fine* l'application de l'art 10 relatif à l'insolvabilité. Comment doit être interprétée cette réserve ? Les deux dispositions doivent certainement être appliquées concurremment, et, si le condamné est à la fois insolvable et sexagénaire, il a droit à une double réduction. Mais on ne peut admettre que, la réduction de la contrainte à la moitié de la durée fixée par le jugement devant s'opérer deux fois, les deux exemptions équivalent à une dispense complète. Le débiteur sexagénaire doit subir la contrainte pendant la moitié du temps qu'il aurait eu à la subir s'il n'avait pas atteint sa soixantième année. Dans l'hypothèse de l'insolvable, cette durée est la moitié de celle fixée par le jugement. Il aura donc à subir une détention du quart de la durée de la contrainte légale.

250. — § 3. DU NON-CUMUL DES CONTRAINTES. —
« Les individus qui ont obtenu leur élargissement ne peuvent plus être ni détenus ni arrêtés pour

condamnations pécuniaires antérieures, à moins que ces condamnations n'entraînent par leur quotité une contrainte plus longue que celle qu'ils ont subie et qui dans ce dernier cas leur est toujours comptée pour la durée de la nouvelle incarcération. » (art. 12).

Nous avons vu ¹ que chaque jugement rendu contre un même individu constitue une dette distincte et que chaque dette est garantie par la contrainte par corps. L'art. 12 en ce cas règle l'exécution de la contrainte.

L'origine de cet art. remonte à un arrêt de la Cour de Paris du 22 août 1806. Son origine législative, à l'art. 27 de la loi de 1832 : dans cette loi le principe n'était applicable qu'en matière civile et commerciale. La loi de 1867 l'a admis en matière pénale : elle en a aussi élargi la portée.

251. — Un individu est sous le coup de plusieurs jugements emportant contre lui la contrainte par corps. Il semblerait logique de conclure, puisque les dettes sont distinctes, que chaque créancier doit jouir de la plénitude de son droit et que le débiteur doit subir une contrainte dont la durée est égale au total des jours et des mois de contrainte prononcés par les divers jugements. Tous les créanciers d'un même débiteur ont séparément le droit de le faire arrêter ou de le faire recommander s'ils ont été prévenus par les poursuites diligentes de l'un

¹ *Supra*, n° 196.

d'eux. La loi ne veut pas cependant que les contraintes puissent s'additionner les-unes aux autres, et, réunissant toutes les condamnations, elle les purge par une seule incarceration dont la durée est égale à la durée de la contrainte la plus longue. Si la durée la plus longue est subie la première, après l'élargissement du débiteur, les autres créanciers ont perdu le droit de revenir à l'emprisonnement. Si la durée la plus courte a été subie, le requérant ne peut obtenir qu'une détention nouvelle dont la durée égalera l'excédent de la contrainte la plus longue aujourd'hui requise sur la contrainte la plus courte déjà subie.

252. — Les raisons d'une telle disposition sont faciles à découvrir. L'humanité s'oppose à ce que, par une entente des créanciers et par une série de recommandations successives et habilement échelonnées, un débiteur puisse être indéfiniment détenu et rejeté dans sa prison au moment même où il croyait toucher à la liberté. « La loi, envisageant la contrainte par corps comme une peine, s'empare de ce point de vue pour appliquer au débiteur une règle célèbre en droit pénal. savoir : que la plus forte peine absorbe les plus faibles et qu'un individu reconnu coupable de plusieurs crimes ou délits doit subir seulement la peine la plus grave et non pas successivement chacune des peines attachées à chacun de ces crimes ou de ces délits¹. »

¹ Troplong, *op. cit.*, n° 375.

253. — Le texte de l'art. 12 indique clairement sa portée. Son bénéfice est acquis au débiteur, quelle que soit la cause qui a motivé son élargissement. Son texte, à cet égard, ne fait aucune distinction. Les travaux préparatoires sont formels. « La rédaction, très ample, de l'art. 12 s'applique à tous les cas d'élargissement, soit que le temps normal ait été complètement épuisé, soit qu'il ait été réduit à moitié par une constatation d'insolvabilité, soit que la mise en liberté résulte d'un défaut de consignation d'aliments ou qu'elle ait été obtenue en fournissant une caution¹. »

254. — Cependant cette portée a été contestée en ce qui touche l'élargissement à suite de défaut de consignation d'aliments et à suite de production de caution². L'art. 8, relatif à l'élargissement à suite de défaut de consignation d'aliments, stipule expressément que la réincarcération ne peut avoir lieu pour la même dette: n'est-ce pas dire qu'elle est possible pour une autre dette? La solution est logique: le débiteur est élargi par suite de la faute du créancier; en quoi cette faute peut-elle être préjudiciable aux co-créanciers? La loi porte strictement la peine de la faute en interdisant au créancier coupable de faire incarcérer à nouveau son débiteur. Une assimilation entre les deux hypothèses est contraire à la

¹ D. P. 67. 4. 82.

² *Infra*, n^{os} 263 et ss.

raison, car, ou les mots « pour la même dette » de l'art. 8 n'ont aucun sens, ou l'art. 12 abroge l'art. 8.

La seconde hypothèse, le débiteur donnant caution, ne peut non plus être assimilée aux cas prévus par l'art. 12. Cet article décide que, lorsque le débiteur a été détenu pendant le temps fixé, la contrainte ne peut plus être requise contre lui. En fournissant caution le débiteur n'a pas, à défaut de paiement, satisfait à la loi par la détention¹.

Il n'est pas exact de dire que l'art. 12 abroge l'art. 8 : ces deux textes, loin de se contredire, se complètent. L'art. 8 vise le cas d'une dette unique et interdit la réincarcération. L'art. 12 vise le cas de plusieurs dettes et autorise la reprise de la contrainte sous la condition que la nouvelle contrainte requise soit d'une durée plus longue que la détention déjà subie.

Quant à l'argument invoqué contre le débiteur qui a fourni caution, il serait irréprochable sous l'empire de la loi de 1832. L'art. 27 de cette loi n'était en effet applicable que lorsque le débiteur était élargi de plein droit par suite de l'expiration des délais légaux. Mais l'art. 12 n'exige pas dans son application cette nouvelle condition : la généralité de ses termes est calculée. En s'inspirant de l'art. 27 il a voulu aussi le modifier.

255. — La recommandation est interdite au même

¹ Sourdat, *op. cit.*, nos 211 *ter* et *quater*.

titre que l'arrestation. C'est justement pour tromper le jeu calculé des recommandations successives que le principe du non-cumul des peines a été étendu à l'exécution de la contrainte par corps.

256 -- L'art. 12 est applicable aux condamnations antérieures à l'élargissement. Il ne suffit pas que le délit qui a donné naissance à la dette ait été commis, il faut encore que le jugement de condamnation soit devenu définitif avant cette époque.

257. — Ces conditions réunies, la confusion des contraintes s'opère de droit par la seule volonté de la loi. Peu importe que le créancier auquel on l'oppose ait connu ou ignoré l'incarcération du débiteur.

258. — Les instructions du ministère des Finances et de la Justice méconnaissent l'art. 12¹. Elles décident que la durée de la contrainte doit être égale à la somme des jours portés dans les divers jugements. Ce n'est là qu'une prétention injustifiable de l'administration.

¹ Inst. du 20 septembre 1875 (Bull. min. Just., 1876, p. 186). Un jugement du tribunal civil de la Seine du 8 mai 1895 (*Gaz. trib.* 9 mai) restreint l'application de l'art. 12 au seul cas de deux contraintes séparées par un élargissement.

Section IV. — Causes d'extinction de la contrainte par corps.

259. — La contrainte par corps peut s'éteindre par voie de conséquence ou directement.

260. — § 1. EXTINCTION DE LA DETTE. — La contrainte par corps s'éteint par voie de conséquence quand disparaît la créance qu'elle garantit. Toutes les causes d'extinction des obligations l'affectent donc.

Le paiement ou la consignation, en éteignant la dette, satisfont le créancier et rendent inutile l'exercice de la contrainte. Le paiement doit comprendre le capital de la condamnation ¹, les intérêts échus, les frais d'exécution de la contrainte, si le débiteur a déjà été emprisonné. Le paiement partiel ² n'a aucune influence sur elle : tant qu'une part de la dette, si minime soit-elle, reste due, la contrainte peut être requise pendant toute la durée fixée par le jugement. Comme l'hypothèque, la contrainte constitue une garantie indivisible.

La remise de la dette emporte libération au même

¹ Les frais de l'instance font partie du principal de la dette.

² En matière civile, le débiteur qui payait un tiers de la dette et donnait caution pour le surplus était élargi (art. 24 et 26 Loi de 1832).

titre que le paiement : la remise partielle est assimilée au paiement partiel. La compensation, la confusion éteignent la dette et rendent impossible la contrainte. La novation fait disparaître la dette recouvrable par corps et la remplace par une dette nouvelle dépourvue de cette garantie.

261. — L'amende peut être remise par une décision gracieuse du chef du pouvoir exécutif. La contrainte ne peut plus être exercée. Mais le débiteur gracié reste redevable des frais et des réparations pécuniaires, et reste soumis pour leur recouvrement à la contrainte par corps. La grâce arrête simplement l'exécution de la peine principale : elle laisse subsister la condamnation avec toutes ses conséquences au point de vue pénal aussi bien qu'au point de vue civil. La remise de l'amende est assimilable au paiement partiel.

262. — § 2. EXTINCTION DIRECTE. — La contrainte par corps s'éteint directement par le défaut de consignation d'aliments lorsqu'elle est exercée par la partie civile (art. 6), par l'acceptation volontaire ou forcée d'une caution (art. 11), par le consentement du créancier à l'élargissement du débiteur (art. 800 C. proc. civ.).

Le texte des articles ci-dessus cités est assez clair pour nous dispenser de tout commentaire. Ces matières concernent le mode d'exécution de la contrainte, et cela n'entre pas dans le cadre de cette

étude. Le seul point que nous ayons à établir, le seul qui ait donné lieu à des controverses, est relatif aux effets de ces modes d'extinction. Lorsque l'un des événements précités vient à se produire, y a-t-il véritablement extinction de la contrainte ou n'y a-t-il pas plutôt suspension temporaire, la contrainte pouvant être reprise ultérieurement dans certaines conditions ?

263. — L'élargissement à suite de défaut de consignation d'aliments entraîne l'extinction définitive de la contrainte. Un texte précis, l'article 8, ordonne cette solution.

264. — Mais l'absence d'un texte pour les deux autres cas a fait douter que la dation d'une caution ou le consentement du créancier procurent au débiteur un élargissement définitif et fait admettre que, si la caution ne payait pas ou si le débiteur ne remplissait pas les engagements pris avec le créancier lors de l'élargissement, la contrainte peut être reprise.

En acceptant une caution, doit-on répondre aux partisans de ce système, le créancier a accepté une garantie nouvelle et a renoncé à la garantie ancienne, la contrainte par corps. En matière civile, l'art. 26 de la loi de 1832 autorisait la reprise de la contrainte lorsque la caution ne payait pas, mais c'était là une règle spéciale à la contrainte civile que l'art. 34 ne reproduisait pas en matière criminelle.

265. — L'opinion dominante en doctrine et en jurisprudence est que le consentement du créancier

ne procure pas toujours au débiteur un élargissement définitif. Il intervient entre le débiteur et le créancier une convention, qui détermine elle-même sa portée. Si le créancier ne fait aucune réserve, son consentement emporte renonciation complète dans le présent et dans l'avenir à son droit d'exercer la contrainte. Si le créancier insère certaines réserves, la portée de l'élargissement sera déterminée dans les limites de ces réserves, alors même qu'elles n'auraient pas été acceptées par le débiteur ¹.

266.— Un tel système, qui fait de la reprise de la contrainte la conséquence d'une convention, légitime sous l'empire de la loi de 1832, n'est plus admissible sous celui de la loi de 1867 ². Le caractère pénal de la contrainte condamne une opinion qui aboutit réellement à créer un cas de contrainte convention-

¹ Sic Troplong, *op. cit.*, n° 585; Paul Pont, *op. cit.*, n° 905; Darbois, *op. cit.*, n° 279; Paris, 19 juin 1888 (D. P. 90. 2. 32). Un arrêt de Cassation du 16 juin 1888 (Bull. n° 212) a admis que la c. p. c. pouvait être reprise alors que le débiteur s'est réservé le droit général d'exercer de nouvelles poursuites, sans mentionner spécialement la c. p. c.

² A l'élargissement du débiteur par consentement du créancier, il faut assimiler les transactions intervenues entre certaines administrations et leurs débiteurs. Ces transactions ne sont que des conventions dont les effets sont nuls au regard de la c. p. c. Si le débiteur est élargi après la transaction, la c. p. c. ne peut être reprise contre lui, même s'il ne satisfait point aux nouveaux engagements. Si la transaction est intervenue avant l'arrestation, la contrainte par corps peut être requise pour toute la durée fixée par le jugement.

nelle. La contrainte par corps est donnée par la loi au créancier : celui-ci peut en user ou y renoncer : ce choix constitue la seule influence que sa volonté peut avoir sur une disposition légale. Il ne peut pactiser sur elle. La liberté du débiteur ne peut dépendre de la volonté seule du créancier qui pourrait à son gré et suivant son caprice l'emprisonner, l'élargir, le réemprisonner. La nature d'un pareil marchandage, aurait-il été consenti par le débiteur, suffirait à annuler la convention qui le crée.

267. — Le système est d'ailleurs condamné par l'art. 12 Loi de 1867. En subordonnant la reprise de la contrainte contre un débiteur élargi, quelle que soit la cause de cet élargissement, à la condition que la contrainte requise par un autre créancier et pour une autre dette comporte une détention de plus longue durée que la détention subie, cet article à fortiori, par sa rédaction volontairement très ample, n'interdit-il pas la reprise de la contrainte, demandée par le même créancier et pour la même dette¹ ? La solution donnée au regard du débiteur élargi à suite de la constatation de son insolvabilité ne doit-elle pas être étendue aux autres causes d'élargissement ? « Il est clair que, si en cas d'insolvabilité constatée, le débiteur mis en liberté après l'expiration du temps légal ne peut plus être incarcéré à raison d'une condamnation antérieure et différente, à plus

¹ *Supra*, n^{os} 270 et ss.

forte raison il ne peut plus l'être pour la même dette ¹. »

268. — Reste maintenant à examiner si la cession de biens et l'amnistie doivent être considérées comme des causes d'extinction de la contrainte par corps.

1^o En matière civile la cession de biens permettait au débiteur malheureux et de bonne foi d'échapper à la contrainte par corps (art. 1267, 1268, 1270 C. civ.).

Ces articles ne nous semblent plus aujourd'hui susceptibles d'application. Le condamné pénal, malheureux par sa faute, n'est pas de bonne foi. On a soutenu cependant que le bénéfice de la cession de biens pouvait encore être réclamé par des individus condamnés à des dommages-intérêts à raison de délits commis sans volonté criminelle, tels que l'homicide par imprudence ou d'une simple contravention qui, d'après les principes du droit pénal, ne suppose aucune intention coupable².

Cette doctrine est difficilement acceptable. La loi de 1867 assimile à l'amende et aux frais de justice criminelle les condamnations civiles prononcées à raison d'un crime, d'un délit ou d'une contravention. Or on n'a jamais soutenu que le condamné pouvait éviter par la cession de biens la contrainte tendant

¹ Exposé des motifs (D. P. 67. 4. 82).

² Demolombe, *Cours de droit civil*, XXVIII, n^o 217; Colmet de Santerre, *Droit civil*, V, n^o 213 bis.

au recouvrement de l'amende et des frais de justice criminelle.

Le bénéfice se basait sur la considération qu'il était inhumain d'emprisonner, pour l'amener au paiement, le débiteur honnête qui s'avouait insolvable et consommait lui-même sa propre ruine. L'insolvabilité ne procure aujourd'hui qu'une réduction de durée : il serait contraire à l'esprit de la loi de permettre à l'insolvable d'obtenir par la cession de biens une décharge absolue.

Enfin ce n'est pas par suite d'une omission que la cession de biens ne figure pas dans le texte de la loi. L'art. 18 emprunte à l'art. 46 Loi de 1832 l'énumération des lois antérieures qui demeurent en vigueur, et retranche les mots « ainsi que les dispositions relatives à la cession de biens » qui figureraient dans cet article.

269. — 2° L'amnistie prévient ou met fin à l'exécution de la contrainte par corps. Intervenant avant le jugement, elle enlève au fait sa qualification d'infraction pénale et ne le laisse subsister qu'en tant que fait dommageable... ¹. Intervenant après le jugement de condamnation, elle permet à la partie civile de réclamer les réparations pécuniaires qui lui ont été allouées, mais sur les biens seuls du débiteur. Le fait pénal avec toutes ses conséquences n'existe plus. « L'amnistie emporte l'abolition des délits qui

¹ *Supra*, n° 136.

en sont l'objet, des poursuites et des condamnations pénales auxquelles ces délits ont donné ou peuvent donner lieu ; elle laisse intact le droit des tiers à la réparation du dommage causé par les faits qu'elle couvre du voile de l'oubli. Il suit de là que les faits auxquels elle s'applique sont *comme s'ils n'avaient jamais existé avec un caractère délictueux* et n'avaient jamais eu d'autre caractère que celui de simples faits dommageables de nature à entraîner l'application de l'art. 1382 C. civ. La contrainte par corps n'étant appliquée aux condamnations pécuniaires en matière correctionnelle ou criminelle qu'à raison du caractère délictueux des faits qui les ont motivées, le recouvrement de ces condamnations ne peut être poursuivi par la voie d'exécution dont il s'agit, dès que les faits sur lesquels elles reposent ont perdu le caractère d'un délit ou d'un crime ; c'est donc à tort que l'intimé prétend poursuivre par la voie de la contrainte par corps le recouvrement des condamnations prononcées à son profit ; que par l'effet de l'amnistie il n'avait plus d'action que sur les biens de ses débiteurs ¹. »

270. — La même solution s'impose au cas de la réhabilitation de plein droit qui s'opère après une condamnation avec sursis. La contrainte par corps n'est pas suspendue durant le sursis ². Mais, si le

¹ Alger, 27 février 1882 (S. 83. 2. 17). — *Contra* Poitiers, 7 août 1889 (Gaz. Pal. 89. 2. 293).

² *Supra*, n° 192.

paiement des dommages n'est réclamé que cinq ans après le jugement contre un condamné qui n'a pas encouru sa déchéance, l'effet du sursis étant de faire disparaître le délit pénal, nous ne sommes plus qu'en présence de dommages résultant d'un délit civil ¹.

¹ La réhabilitation efface aussi la condamnation, mais elle ne peut intervenir qu'en faveur du condamné qui s'est libéré des condamnations pécuniaires ou qui a subi la c. p. c. (art. 623 C. inst. crim.).

CONCLUSION

271. — Telle est l'œuvre de la loi du 22 juillet 1867. Sans restriction on peut la considérer comme une loi de progrès. Elle a fait disparaître de notre législation une institution à la fois injuste et inutile. En théorie générale on ne peut lui adresser qu'un reproche, celui de n'avoir pas supprimé dans notre droit jusqu'au nom odieux d'une institution toute enrouillée de barbarie. On ne peut que louer le peuple suisse d'avoir accompli la réforme la plus radicale et la meilleure, d'avoir décrété dans la Constitution fédérale du 29 mai 1874 que « la contrainte par corps est abolie ».

272.— La réforme de 1867 est à la fois juste, utile et pratique. L'expérience s'est déclarée en sa faveur. Le procès de sa légitimité est définitivement jugé. Presque toutes les législations européennes l'ont imitée. Quelques rares exceptions encore. Mais, dans les pays où elle a survécu, la contrainte par corps est déjà attaquée et nul doute qu'elle ne suc-

combe. La Grèce obéit encore à des règles calquées sur la législation de nos Codes. Les critiques formulées par la presse ont été déjà portées à la tribune. Dans les Pays-Bas, sous la devise : « Argent et liberté », se livre le combat des idées libérales et des idées conservatrices. La Norvège, par la loi du 3 juin 1874, a abouti à une réforme partielle : la contrainte n'y est plus admise qu'en matière de commerce et dans certains cas spécialement désignés. Les événements récents, manifestation des idées libérales, semblent prédire une réforme plus complète. L'Angleterre, par ses *Acts* de 1869, s'est contentée d'améliorations : le débiteur d'une somme inférieure à 50 *Lst.* ne peut plus être soumis à cet épreuve qu'en cas de fraude ou de mauvaise volonté évidente : de nombreux *bills* ont réclamé de nouvelles réformes. L'autocratique Russie a elle-même cédé : un *oukase* du 7 mars 1879 a limité les cas d'exercice de l'emprisonnement pour dettes.

273. — Les mesures de défiance envers les étrangers édictées par nos lois au début du XIX^e siècle ont disparu. Devant les exigences de la vie moderne, les nations ont dû ouvrir leurs frontières, démolir peu à peu la vraie muraille de Chine qui les enserrait et les étouffait. L'étranger a cessé d'être regardé par les nationaux comme un ennemi. Il est devenu un hôte à qui sont dus tous les devoirs de l'hospitalité. Les conventions internationales se sont multipliées, avec un autre but que de conclure des allian-

ces politiques. L'une des plus récentes, la Convention signée à la Haye le 14 novembre 1896, a marqué, au point de vue spécial de la contrainte par corps, l'abandon des théories zénophobes : « La contrainte par corps, déclare son article 17, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatrice, ne pourra pas, en matière civile et commerciale, être appliquée aux étrangers appartenant à un des Etats contractants, dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays¹. »

274. — En matière commerciale, les arguments invoqués jadis en faveur de la contrainte par corps sont tombés devant une expérience de près de quarante années. Depuis 1867, les transactions commerciales ont pris sans cesse plus d'envergure et plus d'ampleur. La France a traversé des crises politiques et financières terribles et nombreuses. Son crédit s'est rétabli sans que l'on songe même à abolir l'art. 1 de la loi du 22 juillet. « Le commerce qui civilise tout n'a pas besoin pour sa sûreté de recourir à des moyens qui rappellent les temps de la plus grande barbarie.... Quel est le négociant honorablement

¹ Convention, ayant pour but d'établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé se rapportant à la procédure civile, conclue entre la France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse, à laquelle ont adhéré l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège (*J. off.*, 19 mai 1899).

placé qui fait de pareilles négociations ? Aussi, quand on dépouille les registres d'écrou des maisons d'arrêt pour dettes, ne voit-on la contrainte par corps exercée par aucun négociant qui se respecte et constate-t-on que la presque totalité des incarcérations ont été faites sur des poursuites d'usuriers, d'agents d'affaires, de petits escompteurs... ¹. »

275. — Chose étrange, c'est dans son application en matière civile que la contrainte par corps trouve encore quelques défenseurs, alors qu'en 1867 elle y fut moins fermement soutenue qu'en matière commerciale, la désuétude où était tombée cette voie d'exécution la faisant considérer comme virtuellement abrogée.

Il existe en effet bon nombre de faits non prévus et non punis par la loi pénale, mais dont le caractère frauduleux ou dolosif nettement marqué exigerait d'une législation complète l'application de règles particulières tendant à assurer à la partie lésée une réparation intégrale du préjudice souffert. Or dans notre droit actuel ces faits n'entraînent contre leur auteur qu'une condamnation civile à des dommages-intérêts, condamnation qui devient purement théorique lorsque la victime a en face d'elle un insolvable. D'un autre côté il existe des faits, tels que les contraventions de police, qui ne peuvent raisonnablement engager que la responsabilité pécuniaire de

¹ Exposé des motifs (D. P. 67. 4. 78).

leur auteur, puisqu'ils n'impliquent de la part de celui-ci ni bonne ni mauvaise foi, ne constituent contre lui qu'une faute légère, une imprudence ou une négligence. De tels faits cependant voient leurs conséquences soumises à la voie rigoureuse de la contrainte par corps, tandis qu'en sont libérés certains délits civils, faits dolosifs bien plus graves et affectant bien plus profondément la morale publique.

276. — En France, cette théorie de la répression du délit civil a inspiré à M. Leveillé une idée très originale, la création du délit de banqueroute civile¹.

Le non-commerçant insolvable qui aura fait des dépenses de luxe exagérées, ou qui aura pris des engagements trop considérables eu égard à sa position, sera en état de banqueroute simple et punissable d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Le non-commerçant qui aura contracté une dette avec la certitude de ne pouvoir l'acquitter ou qui se refusera par dol à l'accomplissement d'une obligation qu'il pourrait tenir, sera en état de banqueroute frauduleuse et punissable d'un emprisonnement de un an à cinq ans.

Cette théorie a pour principal mérite son originalité. Il n'est guère possible d'assimiler ainsi la déconfiture à la faillite. Le prêt fait au commerçant a un but déterminé : il est en réalité consenti plus à la maison de commerce qu'au commerçant lui-

¹ De l'abolition de la contrainte par corps, *in fine*.

même. Si donc celui-ci détourne les fonds de leur but et les emploie à sa satisfaction personnelle, il est puni en quelque sorte de cet abus de confiance. Le prêt consenti à un simple particulier est fait à la personne même, et celle-ci peut donner aux fonds telle destination qu'il lui plaira. En outre, l'obligation commerciale n'a comme véritable garantie que la confiance inspirée par l'emprunteur, la rapidité de la conclusion interdisant le plus souvent au prêteur de s'entourer des garanties que, dans l'obligation civile, il peut réclamer et obtenir de son co-contractant.

277. — A l'étranger, la théorie du délit civil a inspiré bon nombre de législations, et la contrainte par corps a été considérée comme le moyen le plus efficace d'obtenir en certains cas particuliers l'exécution de l'obligation, et à défaut d'assurer la répression de la fraude et du dol.

Ainsi le Code de procédure civile de l'Empire allemand du 30 janvier 1877 autorise la contrainte par corps contre le témoin récalcitrant (art. 355); contre le débiteur condamné à une prestation qui ne peut être exécutée par un tiers; en ce cas elle remplace le système des astreintes adopté par notre jurisprudence (art. 773). La loi danoise du 25 mars 1872 accorde cette garantie pour les dommages accordés par jour de retard contre un individu condamné à accomplir une prestation; pour le recouvrement des pensions alimentaires dues aux enfants

naturels, aux épouses abandonnées ou séparées. En Portugal, le Code de procédure civile du 3 novembre 1876 l'autorise contre le dépositaire infidèle de biens saisis, contre le fol enchérisseur si le prix n'est pas versé dans les trois jours de l'enchère.

Ce ne sont là que des applications particulières à des cas spécialement visés. La législation anglaise et la législation belge ont adopté, la première en partie, la seconde pour le tout, l'assimilation, au point de vue spécial de la contrainte, du délit pénal et du délit civil. C'est la bonne ou mauvaise foi de l'auteur du délit qui décide de son application¹.

Les *Acts* de 1869 ne soumettent à la contrainte par corps les débiteurs de sommes inférieures à 50 *Lst.* qu'en cas de fraude ou de mauvaise volonté de leur part. Pour les débiteurs de sommes supérieures, la fraude a pour effet d'élever le maximum de durée et d'interdire à la Cour des faillites de prononcer sur la demande du créancier, et alors que le débiteur lui a déjà payé un dividende accepté par lui, la libération du détenu.

En Belgique, les condamnations à des dommages-

¹ Il s'agit uniquement de la contrainte assurant le recouvrement des dommages et des frais. Le délit civil ne peut entraîner une condamnation à l'amende. En Belgique, l'amende pénale est soumise à une contrainte particulière. En Angleterre, les condamnations à l'amende entraînent rarement des difficultés : le juge ayant le pouvoir discrétionnaire de prononcer soit une amende, soit une peine d'emprisonnement, l'amende n'est guère infligée qu'aux individus solvables.

intérêts, aux restitutions, aux frais, lorsqu'elles sont le résultat d'un fait prévu par la loi pénale ou d'un acte illicite commis méchamment ou de mauvaise foi, sont recouvrables par la voie de la contrainte par corps (art. 2 et 3 Loi du 27 juillet 1871). La durée est déterminée d'après la gravité de la faute commise et l'étendue du dommage à réparer. La nécessité pour le juge de tenir compte de la gravité de la faute indique nettement le caractère et le but répressif de cette contrainte. « C'est une peine civile établie en vue d'un intérêt supérieur de moralité publique ¹. »

278. — Ni les arguments des auteurs, ni l'exemple donné par les législations étrangères, ne nous font désirer qu'une réforme soit, dans notre droit, tentée en ce sens. Retenir la contrainte par corps lorsque l'obligation est née de la fraude ou du dol du débiteur, n'est-ce pas revenir à la contrainte par corps en matière civile, à la législation antérieure à 1867 ? La répression du délit civil n'était-elle pas le but de notre Code de 1804 ? Laisser le juge maître de prononcer ou non la contrainte par corps, selon qu'il estimerait que le fait dommageable intéresse ou non la moralité publique, ne serait-ce pas revenir au système de l'art. 126 C. proc. civ., à la contrainte judiciaire encore plus critiquée et plus justement critiquable que la contrainte légale ?

Le reproche adressé à la loi de 1867, parce qu'elle

¹ Anvers, 6 mars 1895 (Pasic. belge, 95. 3. 135).

soumet à la contrainte les simples contraventions de police et qu'elle en libère des actes plus nettement frauduleux, n'est point fondé. En classant ces faits parmi les infractions pénales, la loi leur imprime un caractère particulier, et c'est à cause de ce caractère que ces faits sont compris dans les termes de la loi de 1867. Le reproche peut être fondé, mais c'est au Code pénal qu'il doit être adressé. Un fait civil ne peut être soumis qu'à une sanction civile, et c'est avec raison que notre droit actuel limite les effets de cette sanction aux biens du débiteur. Il est facile d'ailleurs de faire tomber ces faits dolosifs et délictueux sous le coup de la loi pénale : l'interprétation rationnelle des art. 405 à 409 C. pén. permet aisément de les comprendre dans la qualification d'escroquerie et d'abus de confiance. Réformons s'il le faut ces articles et donnons-leur une plus large portée ; mais laissons la contrainte par corps cantonnée dans le domaine du droit pénal, ne lui permettons pas d'envahir à nouveau les autres branches de la législation !

*
* *

279. — Les dispositions mêmes de la loi de 1867 n'ont pas échappé à la critique. L'œuvre de cette loi, utile et légitime dans son esprit, n'est point, comme toute chose humaine, parfaite. Mais, parmi les reproches qui sont formulés contre elle, il en est qu'elle ne mérite point, qui doivent être adressés plutôt

à l'interprétation qu'elle a reçue. Bien des auteurs dans leur argumentation, bien des Cours dans leurs arrêts, méconnaissent le caractère répressif que le législateur a voulu reconnaître et a certainement reconnu à la contrainte par corps, et oubliant que la loi nouvelle est une loi innovatrice, que la contrainte n'est plus dans notre législation ce qu'elle fut sous l'empire des lois de 1832 et 1848, ils recourent non seulement aux textes de ces lois pour combler les lacunes que présente le texte nouveau, mais encore interprètent l'œuvre de 1867 avec l'esprit qui présidait aux discussions législatives en 1832 et en 1848. Le reproche le plus grave que l'on puisse adresser au législateur de 1867 est de n'avoir pas su donner un texte, reflet exact de sa volonté.

Nous ne nous arrêtons pas à certaines critiques de détail. C'est ainsi que l'on peut se demander pour quels motifs il a été fixé une durée toute spéciale aux condamnations résultant de délits forestiers ou de pêche fluviale; qu'on peut considérer comme excessive une contrainte se prolongeant vingt jours pour une dette de quelques francs, et désirer qu'une nouvelle réforme adoucisse la rigueur de l'art. 9. Mais nous ne saurions admettre qu'on substituât à la fixation de durée par le juge une fixation légale, que, suivant le système adopté en Portugal, la durée fût exactement calquée sur le chiffre de la dette, par exemple à raison d'un jour par cinq francs ou fraction de cinq francs, jusqu'à un maximum extrême

qu'il serait interdit de dépasser. Pareil système est en désaccord trop complet avec le caractère répressif de la contrainte par corps. Il est bon que le juge ait une certaine latitude d'appréciation pour qu'il puisse fixer la durée en tenant compte de la culpabilité de l'individu, qu'il puisse, comme pour l'application de toute peine, user, suivant les circonstances, de clémence ou de rigueur.

280. — Des vices plus graves entachent l'œuvre de 1867, et l'on peut désirer que ce point de notre droit attire à nouveau dans un avenir prochain l'attention du législateur.

La critique la plus accerbe que l'on puisse aujourd'hui adresser à la contrainte par corps est relative à ses effets. Il est inadmissible, dans une législation raisonnable, qu'un condamné se voit demander successivement sur sa personne et sur ses biens la réparation d'une infraction. C'est ce qu'il advient par la persistance dans notre droit de l'application de l'art. 2069 C. civ. C'est là une règle profondément injuste et qui devient incompréhensible lorsque la contrainte a été subie par un individu qui a prouvé son insolvabilité. Un tel résultat n'a pas été prévu par le législateur de 1867, ou plutôt en cette occurrence il n'a pas su, comme il a été dit plus haut, exprimer sa volonté dans un texte précis. Nul doute que, devant de telles conséquences, le corps législatif n'eût voté l'amendement proposé lors de la discussion de l'art. 10, et que la contrainte par corps n'eût

été mieux définie ou n'eût disparu dans son application aux débiteurs insolubles.

281. — La plupart des difficultés que soulève l'exercice de la contrainte par corps proviennent du fait que la durée de la contrainte est fixée d'après le montant total des amendes, restitutions, frais, dommages-intérêts, prononcés tant au profit de l'Etat qu'au profit de la partie civile. C'est à tort qu'on a conservé dans le calcul de la durée le système adopté par la loi de 1832. Ces divers chefs de condamnation forment des dettes distinctes appartenant à des créanciers différents. Pourquoi les amalgamer ainsi et créer une créance sans nom, protégée par une garantie sans caractère défini ? Pourquoi ne pas prononcer une contrainte distincte pour l'amende et une contrainte distincte pour les autres condamnations pécuniaires ?

282. — Cette distinction a été nettement établie dans la législation belge, qui est en progrès évident sur notre droit. La contrainte par corps n'y existe plus à proprement parler que pour l'exécution des condamnations aux dommages-intérêts, aux restitutions, aux frais (L. de 1871). Celui qui ne paie pas l'amende peut être soumis à un emprisonnement qui la remplace (art. 40 C. pén. belge).

L'art. 5 de la loi de 1867 peut être considéré comme un essai de la distinction des contraintes appartenant à des créanciers différents.

Le décret du 23 septembre 1901 réglant la

contrainte par corps dans les établissements français de l'Inde, institue, pour les condamnations au profit de l'Etat en matière pénale, un mode spécial de contrainte (art. 17), tandis que les condamnations en faveur des particuliers pour réparation de crimes, délits ou contraventions commis à leur préjudice, restent soumis à la contrainte dans les formes et conditions applicables en matière civile.

283.— Appliquée au recouvrement de l'amende, la contrainte doit devenir légalement une peine se substituant à une autre peine dont l'exécution est impossible.

Presque toutes les législations européennes ont adopté cette solution. En Allemagne, l'amende est convertie en une peine privative de la liberté dont la nature et la rigueur varient selon la nature de l'infraction (art. 28, 29, 70 C. pén. de 1870). Même législation en Danemark (art. 18, 20, 21, 25, 30 C. pén. 1866); dans le Grand-Duché de Luxembourg (art. 2 L. 16 février 1877; art. 6 et 15 L. 28 janvier 1867); en Suède (ch. II § 10 et 11. C. pén. 1864); en Autriche (art. 7 et 266 C. pén.); en Italie (art. 19 et 24 C. pén.). Cet emprisonnement subsidiaire existe en France dans les Codes de justice militaire (art. 195 A. T. et 251 A. M.) et même, d'après la pratique, dans le Code forestier, puisque la contrainte subie y libère le débiteur insolvable de l'amende.

Rarement la contrainte par corps sera appliquée à un individu solvable. Peu de débiteurs préféreront

leur argent à leur liberté. Il est en outre difficile d'échapper complètement aux voies d'exécutions ordinaires. Le débiteur récalcitrant peut être plus sévèrement puni que l'insolvable : il devra subir la détention pendant la durée totale fixée par le jugement ; l'insolvable jouira d'une réduction analogue à celle de l'art. 10 de la loi de 1867.

La preuve de l'insolvabilité ne serait pas fournie devant le juge. Celui-ci ne recevrait pas un droit analogue à celui des Conseils de guerre et ne pourrait substituer dans son jugement l'emprisonnement à l'amende. Comme dans le droit actuel, l'amende serait prononcée et la durée de la contrainte fixée ; ce n'est qu'au moment de l'exécution que le contraignable devrait fournir la preuve de son indigence.

284. — Appliquée au recouvrement des autres condamnations pécuniaires, la contrainte par corps sert à compléter le châtiment et à assurer à la victime du délit la réparation du préjudice causé.

Nous n'hésitons pas à désirer que dans cette application la contrainte soit abolie. Telles sont les législations allemandes, anglaises et danoises.

La loi de 1867 ne maintint la garantie de la contrainte par corps que parce qu'elle considérait les réparations civiles à la fois comme une peine et comme une indemnité accordée à la partie lésée. Sans doute, ces condamnations ont un lien nécessaire avec le fait qualifié crime ou délit, elles en sont comme une conséquence et un accessoire. Elles

intéressent à la fois un citoyen et l'Etat tout entier. Cependant, le crime ou le délit, en tant qu'infraction pénale, voit sa répression assurée par la peine principale, et il nous semble que l'exécution de cette peine épuise le droit de la société. La peine subie, le fait a disparu, en tant qu'infraction pénale. Le préjudice matériel subsiste, mais une somme d'argent peut seule le réparer. La contrainte par corps, telle qu'elle existe aujourd'hui, ne satisfait pécuniairement le créancier que bien rarement. L'individu solvable la laisse peu souvent exécuter. Vis-à-vis de l'insolvable elle ressemble trop à l'exercice d'une vengeance privée que la loi ne doit, même indirectement, favoriser.

Les frais ne seraient plus garantis que par leur privilège. Leur somme n'est point en rapport avec le délit, mais varie suivant une multitude de circonstances indépendantes de la moralité de l'action. Ils ne peuvent rentrer en ligne de compte dans une sage graduation de la peine.

Ainsi réduit, l'emprisonnement pour dettes n'existerait plus que de nom et serait alors véritablement à l'abri de tout reproche. La contrainte par corps, née de l'esclavage pour dettes, aurait, après avoir subi bien des retouches et bien des améliorations, atteint enfin le dernier terme de sa perfection : elle aurait disparu.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 4^e éd. Paris 1869.
- BAYLE-MOUILARD. — De l'emprisonnement pour dettes. Paris 1836.
- BLANCHE (Antoine). — Etudes pratiques sur le Code pénal. Paris 1861-1872.
- Bulletin des arrêts de la Cour de cassation rendus en matière criminelle.*
- CHAUVEAU ADOLPHE et FAUSTIN HÉLIE. — Théorie du Code pénal, 3^e éd. Paris 1872.
- DALLOZ. — Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence.
- Supplément au répertoire.
 - Jurisprudence générale. Recueil périodique.
- DARBOIS. — Traité théorique et pratique de la contrainte par corps. Paris 1880.
- GARSONNET. — Traité théorique et pratique de procédure Paris 1891.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique du droit pénal français. Paris 1888.
- Précis de droit criminel, 7^e éd. Paris 1900.
- JOSSEAU. — Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la contrainte par corps. Paris 1866.
- LABORDE. — Cours de droit criminel, 2^e éd. Paris 1898.

LEVEILLÉ. — De l'abolition de la contrainte par corps. Paris 1866.

LEVEIL DE LA MARSONNIÈRE. — Histoire de la contrainte par corps. Paris 1844.

Pandectes françaises. — Répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence. En cours de publication.

Recueil des pandectes françaises périodiques.

Paul PONT. — Commentaire, Traité des petits contrats, 2^e éd. Paris 1877.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

SIREY, DEVILLENEUVE, CARETTE et GILBERT. — Recueil général des lois et des arrêts.

SOURDAT. — Traité de la responsabilité, 3^e éd. Paris 1876.

TROPLONG. — Droit civil expliqué. Tome 18 : de la contrainte par corps. Paris 1847.

— Commentaire de la loi du 13 décembre 1848. Paris 1850.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages
GÉNÉRALITÉS. — 1. Différentes acceptions du mot contrainte. — 2. Définition de la c. p. c. — 3. Elle ne doit être confondue ni avec les mandats d'arrêt ou de dépôt, ni avec l'exécution des jugements <i>manu militari</i> , ni avec le dépôt du failli dans une maison d'arrêt.....	9
LÉGITIMITÉ ET UTILITÉ DE LA C. P. C. — 4. De tous temps la c. p. c. a été critiquée dans son principe et dans son utilité. — 5. Solution des art. 1 et 2 Loi de 1867. — 6. La c. p. c. est une voie d'exécution plus rapide et plus efficace que les voies ordinaires d'exécution. — 7. L'expérience a démontré qu'elle n'était pas nécessaire à la sauvegarde du crédit commercial. — 8. La c. p. c. est une institution à la fois immorale et injuste. — 9. La nécessité de réprimer la fraude et le dol légitime-t-elle la rigueur de la c. p. c. ? — 10. Cette répression appartient au droit pénal et ne peut être assurée par une institution civile. — 11. On ne peut assimiler la c. p. c. des matières pénales à la c. p. c. des matières civiles et commerciales. — 12. La nature de la créance la légitime. — 13. La nécessité de punir l'insolvable lui crée une utilité.....	11

HISTORIQUE

14. § 1. LÉGISLATIONS ANCIENNES : La c. p. c. se retrouve dans toutes les législations de l'antiquité. — 15. En Egypte. — 16. Chez les Juifs. — 17. En Grèce.....	21
---	----

	Pages
18. § 2. DROIT ROMAIN. — 19. Du <i>nexum</i> . — 20. De <i>l'ad-</i> <i>dictio</i> : sa réglementation par la loi des XII tables. —	
21. Législation de l'Empire et de Justinien.....	22
22. § 3. LÉGISLATIONS BARBARES ET DU MOYEN AGE : Droit du créancier sur la personne du débiteur. — 23. <i>Obno-</i> <i>xiatio</i> . — 24. Les Capitulaires. — 25. Etablissements de Saint Louis et ordonnances de Philippe le Bel.....	25
26. § 4. ORDONNANCES ROYALES : Ordonnance de Moulins de 1366. — 27. Ordonnance de 1867. — 28. Ordonnance de 1870 et 1873.....	27
29. § 5. PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE : Œuvre de la Consti- tuante et de la Législative. — 30. Décret des 9-12 mars 1793. Œuvre de la Convention. — 31. Loi du 15 germinal an VI.....	28
32. § 6. LÉGISLATION IMPÉRIALE : Code civil. — 33. Code de proc. civ. — 34. Code de com. — 35. Loi du 10 sep- tembre 1807. — 36. Code pén.....	29
37. § 7. LOIS DU 17 AVRIL 1832 ET DU 16 DÉCEMBRE 1848. — 38. Suppression de la c. p. c. par le décret du 9 mars 1848. — 39. Loi du 16 décembre 1848.....	30
40. § 8. LOIS DU 22 JUILLET 1867 ET DU 19 DÉCEMBRE 1871. — 40 bis. Législation des colonies.....	32

CHAPITRE PREMIER. — CARACTÈRE JURIDIQUE DE LA CONTRAINTE PAR CORPS.

DE LA C. P. C. CIVILE ET DE LA C. P. C. CRIMINELLE. — 41. Depuis 1867 la c. p. c. est cantonnée dans le domaine exclusif du droit pénal. — 42. La c. p. c. en matière criminelle s'était toujours distinguée de la c. p. c. en matière civile. — 43. Son sort avait été différent. — 44. Elle obéissait à des règles particulières.....	35
CARACTÈRE DE LA C. P. C. — 45. Il n'est pas nettement défini par la loi de 1867. — 46. Dans le sens absolu la c. p. c. n'est pas une peine. — 47. Caractères com- muns. — 48. Différences. — 49. Elle est à la fois une peine et une épreuve de solvabilité. — 50. Prédominance du caractère pénal.....	38
EVOLUTION HISTORIQUE DE LA NATURE DE LA C. P. C. — 51. La loi de 1867 est une étape nouvelle dans l'évolution de la nature de la c. p. c. — 52. Loi du 15 germinal an VI et	

	Pages
C. civ. : la c. p. c. est une peine. — 53. Code pénal de 1810. — 54. Code for. — 55. Loi de 1832 : la c. p. c. est une épreuve de solvabilité. — 56. Limitation de sa durée. — 57. Confusion de la c. p. c. civile et de la c. p. c. criminelle. — 58. La c. p. c. reste possible contre l'insolvable. — 59. Art. 36 de la loi de 1832. — 60. Le rapport lui-même envisage la c. p. c. comme un auxiliaire de la répression.....	42
OEUVRE DE LA LOI DE 1867. — 61. Caractère mixte de la c. p. c. — 62. Elle est une épreuve de solvabilité. Conséquences. — 63. Elle a un caractère répressif. — 64. Ce caractère la légitime et lui crée une utilité. — 65. Il apparaît seul lorsque la c. p. c. est subie par un insolvable. — 66. En pratique c'est presque toujours contre un insolvable que la c. p. c. est exercée. — 67. La c. p. c. a lieu de plein droit. — 68. Elle est prononcée par un tribunal répressif. — 69. Contre le coupable d'une infraction. — 70. Sa durée est limitée suivant la gravité de la faute. — 71. Elle ne peut être exercée qu'une seule fois pour une même dette. — 72. Art. 12 L. de 1867. — 73. Les travaux préparatoires établissent nettement le caractère répressif de la c. p. c.. — 74. Ce caractère n'a été reconnu bien souvent que pour le recouvrement des amendes. — 75. La loi de 1867 n'établit entre les amendes et les réparations civiles aucune distinction. — 76. Son système est critiquable. Renvoi. — 77. La c. p. c. est avant tout un auxiliaire de la répression.....	50

CHAPITRE II. — CONDITIONS D'APPLICATION DE LA CONTRAINTE PAR CORPS.

78. Division	62
Section I. — Des chefs de condamnation exécutables par corps.	
79. Les amendes, les restitutions, les dommages-intérêts, les frais dus à l'Etat ou à la partie civile sont exécutables par corps. — 80. Quelque minime que soit la dette. — § 1. AMENDES. — 81. Les amendes pénales seules sont visées par la loi. Renvoi. — 82. Les décimes ajoutés par les lois fiscales au principal de l'amende sont-ils soumis à la c. p. c.? — 83. Controverses en jurisprudence. Opi-	63

nions de la Cour de cassation. — 84. Argument tiré de la communauté de prescription.....	Pages 64
§ 2. RESTITUTIONS. — 85. Critique de la loi. Les restitutions ne sont pas toujours recouvrables par corps et les confiscations le sont quelquefois. — 86. La c. p. c. est applicable aux restitutions et confiscations lorsque celles-ci portent sur une somme d'argent. — 87. Le juge ne peut toujours condamner à payer l'estimation de l'objet. — 88. Au regard des restitutions. — 89. Au regard des confiscations. — 90. Inutilité pratique.....	65
§ 3. DOMMAGES-INTÉRÊTS. — 91. Réparations civiles conséquences du délit.....	68
§ 4. FRAIS. — 92. Législation antérieure à 1867. — 93. Lois de 1867 et de 1871. — 94. Frais dus à raison de poursuites criminelles. — 95. Recours de la partie civile.....	68

Section II. — Infractions qui motivent l'exercice de la c. p. c.

96. Les condamnations pécuniaires doivent avoir leur cause directe dans une infraction.....	70
§ 1. INFRACTIONS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — 97. La matière est criminelle chaque fois que le fait poursuivi est un crime.....	71
§ 2. INFRACTIONS EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE ET DE SIMPLE POLICE. — 98. Définition de l'art. 1 C. pén. — 99. Pas de difficultés pour les infractions punies d'une peine d'emprisonnement ou prévues par le C. pén., le C. for., les lois sur la pêche fluviale. <i>Quid</i> des infractions punies d'une simple amende? Nécessité d'un critérium. — 100. On ne peut déduire le caractère de l'infraction ni du caractère de l'amende, ni de l'intention de l'auteur. — 101. Le caractère de l'infraction est révélé par la nature de la juridiction. — 102. Valeur légale de ce critérium.....	71
A. <i>Juridiction criminelle.</i> — 103. Règle. — 104. 1 ^o Délits et contraventions en matière d'affichage, de chasse, de contributions indirectes, de police rurale, de presse... — 105. 2 ^o Infractions disciplinaires ayant un caractère correctionnel. — 106. 3 ^o Amendes prononcées contre les no'aires pour retard dans le versement de leur cautionnement. — 107. 4 ^o Amendes édictées par le Code inst.	

crim. Distinction.....	74
B. <i>Juridiction civile.</i> — 103. Règle. — 109. 1° Amendes édictées par le C. civ. — 110. 2° Par le C. pro. civ. — 111. 3° Amendes en matière d'enregistrement. — 112. 4° Poursuites disciplinaires. — 113. 5° Amendes prononcées par le conseil de préfecture. — 114. 6° Les amendes en matière de douanes, bien que prononcées par un juge civil, sont recouvrables par corps. — 115. Une nombreuse jurisprudence est contraire à cette opinion et considère l'amende comme une réparation civile au profit du Trésor. — 116. Textes législatifs étayant cette opinion. — 117. En investissant les tribunaux correctionnels du droit de statuer en certain cas, la législation semble reconnaître le caractère pénal de l'amende douanière. — 118. Arrêts statuant en ce sens. — 119. D'après la législation et la jurisprudence, il semble que l'on devrait considérer les amendes douanières comme des amendes civiles et ne pas les soumettre à la c. p. c. — 120. Ce système est généralement combattu par la doctrine. — 121. La vraie solution paraît devoir être cherchée dans la portée exacte des art. 1 et 2 L. de 1837. Cette portée ne peut être établie en dehors de certains arguments historiques. — 122. Les condamnations de douanes ne furent jamais considérées comme prononcées en matière civile. — 123. La loi de 1867 est d'accord sur ce point avec la législation antérieure. — 124. Le caractère pénal de la c. p. c. recommande cette solution.....	76
C. <i>Juridiction exceptionnelle des tribunaux civils en matière pénale et des tribunaux de répression en matière civile.</i> — 125. Règle. — 126. 1° Délits d'audience. — 127. 2° Délits commis par des fonctionnaires. — 128. 3° Amende civile prononcée par un tribunal répressif.....	92
Section III. — Nécessité de la constatation judiciaire du fait punissable.	
129. Le titre de la c. p. c. est un jugement. Il suffit que l'auteur de l'infraction ait été reconnu coupable. — 130. 1° Accusé acquitté et condamné à des dommages envers la partie civile. — 131. 2° Partie civile condamnée à des dommages envers l'acquitté. Cas auxquels ces dommages sont soumis à la c. p. c. — 132. Il n'est pas néces-	

saire qu'une peine soit prononcée. — 133. 1° Art. 363 § 2 C. inst. crim. — 134. 2° Individu absous ou relaxé. — 135. *a)* Absolution motivée par l'absence d'un élément essentiel de l'infraction. — 136. *b)* Infraction couverte par une loi d'amnistie. — 137. *c)* Infraction couverte par la prescription. — 133. Le fait poursuivi comme crime ne constitue qu'un délit qui se trouve prescrit. — 139. Dommages accordés par un tribunal civil après que l'action publique est éteinte. — 140. Hypothèses dans lesquelles la sentence d'absolution n'enlève pas au fait son caractère pénal. — 141. *d)* Admission d'une excuse absolutoire. — 142. *e)* Art. 202 C. inst. crim. Controverse. — 143. La matière ne cesse pas d'être correctionnelle. — 144. Le juge correctionnel peut seul être saisi de la demande — 145. L'existence du délit et la culpabilité de l'individu doivent être établis. — 146. Le droit d'appel ne peut se concilier avec le principe de la chose jugée. — 147. L'impossibilité de conciliation provient de la limitation apportée au principe de la chose jugée et de l'extension des pouvoirs du juge d'appel. 93

Section IV. — Nécessité d'un jugement émanant d'un tribunal de répression.

148. La déclaration de culpabilité doit émaner d'un tribunal de répression et précéder les condamnations pécuniaires prononcées par le tribunal civil. — 149. C'est là une conséquence du caractère pénal de la c. p. c. — 150. La condamnation doit précéder le jugement émanant du tribunal civil. Motif de cette exigence. 103

Section V. — Des personnes contraignables par corps.

151. La c. p. c. ne peut être exercée que contre les auteurs et complices de l'infraction. — 152. 1° Héritiers. — 153. 2° Cautions. *Quid* de la caution garantissant la liberté provisoire ? — 154. 3° Personnes civilement responsables. — 155. Le principe ne souffre-t-il pas quelque exception ? — 156. *a)* Douanes. — 157. *b)* Art. 46 C. for. — 158. *c)* Frais : art. 174 D. 18 juin 1811. Controverse. — 159. L'art. 171 ne modifie pas l'art. 52 C. pén. au point de faire admettre la c. p. c. contre des personnes autres que le condamné. — 160. Cette opinion méconnaît le caractère pénal de la c. p. c. — 161. Por-

	Pages
tée exacte de la loi de 1871.....	444
CHAPITRE III. — COMMENT EST ENCOURUE LA C. P. C. SA DURÉE.	
162. Division.....	122
Section I. — La c. p. c. a lieu de plein droit.	
163. Aperçu historique. — 164. 1 ^o Le juge n'a pas à pro- noncer la c. p. c. — 165. 2 ^o La c. p. c. peut être ordon- née d'office. — 166. 3 ^o Le juge du second degré peut, en confirmant la sentence, y ajouter la c. p. c. — 167. <i>Quid</i> si le juge a omis de fixer la durée de la c. p. c. et que la condamnation soit définitive? Controverse. — 168. <i>Pre-</i> <i>mier système</i> : L'appel et le pourvoi restent ouverts. Art. 20 L. de 1832. — 169. L'art. 20 n'est pas applicable dans notre hypothèse. — 170. Le système amène à con- clure que la c. p. c. ne peut plus être exercée. Réfuta- tion. — 171. <i>Deuxième système</i> : Le juge peut réparer lui- même l'omission par une sentence ultérieure. — 172. Réfutation. — 173. Difficultés pratiques soulevées par ce système. — 174. <i>Troisième système</i> : Le minimum légal est applicable. — 175. Avantages pratiques. — 176. Le système est en rapport avec la volonté présumée de la loi. — 177. Le caractère pénal de la c. p. c. le recommande. — 178. Jurisprudence nouvelle de la Cour de cassation.....	123
Section II. — De la durée de la c. p. c.	
179. Aperçu historique.....	138
§ 1. MATIÈRES CRIMINELLES ET CORRECTIONNELLES. — 180. Echelle de l'art. 9.....	140
§ 2. MATIÈRES DE SIMPLE POLICE. — 181. Disposition de l'art. 9 <i>in fine</i> . C'est une conséquence du caractère pénal de la c. p. c. — 182. Quel sera le minimum? — 183. Quand y aura-t il matière de simple police?.....	141
§ 3. MATIÈRES FORESTIÈRES ET DE PÊCHE FLUVIALE. — 184. Art. 18 L. de 1867. — 185. <i>Quid</i> de l'insolvable. — 186. En matière de contributions indirectes les règles édictées par les lois spéciales sont-elles encore en vigueur?.....	144

Section III. — Règles générales présidant à la fixation de la durée de la c. p. c.

Pages

187. Comment le juge doit-il formuler sa décision ? Il doit clairement exprimer sa volonté. — 188. Il n'est pas tenu de fixer un nombre précis de jours et de mois. — 189. Est insuffisante la formule : fixe la durée conformément aux lois. — 190. Est suffisante et légale la fixation au maximum ou au minimum. — 191. La durée de la c. p. c. doit être déterminée d'après le montant des condamnations pécuniaires annulées. Controverse. — 192. Doit-elle être calculée en tenant compte de l'amende quand cette amende a été prononcée avec sursis ? — 193. Les frais, conséquence nécessaire de la prononciation du jugement, tels que les frais de timbre et d'enregistrement, entrent en ligne de compte dans le calcul de la durée. *Quid* des frais d'exécution ? — 194. Nécessité de la liquidation des condamnations pécuniaires. Le juge peut surseoir à la fixation jusqu'à ce que la liquidation soit faite. — 195. Influence de la solidarité. — 196. Concours d'infraction. — 197. Y a-t-il lieu de fixer la durée de la c. p. c. contre le condamné à une peine afflictive perpétuelle ? — 198. Jurisprudence de la Cour de cassation. — 199. Cette jurisprudence confond le droit et l'exercice du droit. — 200. Impossibilité d'assimiler la c. p. c. à l'interdiction de séjour. — 201. De l'erreur sur la fixation..... 147

CHAPITRE IV. — DES EFFETS DE LA C. P. C.

202. Silence de la loi. — 203. L'art. 2069 C. civ. est encore en vigueur. — 204. Le créancier peut annuler les poursuites sur la personne et les poursuites sur les biens. — 205. La c. p. c. subie ne libère pas le débiteur. — 206. *Quid* lorsque celui-ci est insolvable ? Distinction. — 207. Matières forestières : la c. p. c. libère le débiteur. — 208. Dans les autres délits la c. p. c. ne libère pas le débiteur. — 209. L'exercice de la c. p. c. ne peut être repris : le débiteur n'est plus tenu que sur ses biens. — 210. Cette solution est en complet désaccord avec les travaux préparatoires de la loi de 1867. — 211. Pratique des parquets. — 212. Effets de la c. p. c. en

	Pages
matière de réhabilitation. — 213. En matière de prescription	166
 CHAPITRE V. — DES CAUSES D'EXEMPTION, DE RÉDUCTION, DE SUSPENSION, D'EXTINCTION DE LA C. P. C.	
214. En principe, toute personne est soumise à la c. p. c. — 215. Division.....	176
Section I. — Causes d'exemption de la c. p. c.	
216. — Les exemptions sont absolues ou relatives.....	177
§ 1. MINEUR DE 16 ANS. — 217. Aperçu historique : art. 13 L. 1867. — 218. C'est au moment où l'infraction a été commise que l'on doit se placer pour établir la minorité.	178
§ 2. PARENTÉ OU ALLIANCE. — 219. Art 13. L. de 1887. — 220. — Parenté naturelle. — 221. Parenté adoptive. — 222. L'exemption est opposable à l'héritier. — 223. Elle existe alors même qu'elle est postérieure au jugement de condamnation. — 224. Elle subsiste après le décès sans enfant de l'époux qui produisait l'affinité. — 225. <i>Quid</i> au cas de cession de créance?.....	180
Section II. — Causes de la suspension de la c. p. c.	
226. Division.....	183
§ 1. MARI ET FEMME. — 227. Art. 16 L. de 1867. La suspension est impérative.....	186
§ 2. PARENTS D'ENFANTS MINEURS. — 228. Art. 17. La suspension est facultative.....	186
§ 3. INDIVIDU EN ÉTAT DE DÉMENCE. — 229. Cas non prévu par la loi.....	187
§ 4. FAILLI. — 230. La déclaration de faillite suspend-elle l'exercice de la c. p. c.? — 231. L'art. 455 C. comm. n'est pas applicable en matière pénale. — 232. Impossibilité d'assimiler les créanciers civils et commerciaux aux créanciers devenus tels à la suite d'une condamnation pénale. — 233. L'exercice de la c. p. c. ne préjudicie en rien aux intérêts des créanciers de la faillite. — 234. On ne peut établir aucune distinction entre l'amende et les autres condamnations. — 235. La loi eût mentionné cette nouvelle cause de suspension. Le caractère pénal de la c. p. c. s'oppose à l'admission de la faillite comme cause de suspension.....	187

	Pages
§ 5. DÉPUTÉS ET SÉNATEURS. — 236. La garantie politique des membres des deux Chambres est-elle une cause de suspension de la c. p. c.?	191
§ 6. LIBÉRATION CONDITIONNELLE. — 237. La c. p. c. peut-elle être exercée contre le libéré conditionnel?	194
Section III. — Causes de réduction de la c. p. c.	
238. Enumération	197
§ 1. INSOLVABLES. — 239. Historique : art. 10 L. de 1867. — 240. Par qui et comment est fournie la justification de l'insolvabilité? — 241. Quelle est la valeur de cette justification? — 242. A quel moment doit-elle être fournie? — 243. La réduction est de droit.	197
§ 2. SEXAGÉNAIRES. — 244. Historique. — 245. Art. 14 L. de 1867. — 246. 1° Le prévenu était sexagénaire lors de sa comparution devant la justice. — 247. 2° Il a atteint sa soixantième année après sa condamnation, mais avant l'arrestation.... — 248. Pendant sa détention. — 249. Combinaison des art. 10 et 14.	201
§ 3. DU NON-CUMUL DES CONTRAINTES. — 250. Art. 12 L. de 1867. — 251. Principe. — 252. C'est une conséquence du caractère pénal de la c. p. c. — 253. Portée générale de l'art. 12. — 254. On a contesté son application lorsque le débiteur est élargi faute de consignation d'aliments ou par la dation d'une caution. — 255. La recommandation est interdite au même titre que l'emprisonnement. — 256. L'art. 12 est applicable à toutes les condamnations antérieures à l'élargissement. — 257. La confusion des contraintes s'opère de plein droit. — 258. Critique de la pratique du ministère des Finances.	203
Section IV. — Causes d'extinction de la c. p. c.	
259. Division	209
§ 1. EXTINCTION DE LA DETTE 260. Toutes les causes d'extinction des obligations affectent la c. p. c. Paiement partiel. — 261. De la grâce.	209
§ 2. EXTINCTION DIRECTE. — 262. Enumération. Les divers modes ont-ils également un effet absolu? — 263. L'élargissement à suite de défaut de consignation d'aliments est définitif : art. 8. — 264. En est-il de même pour l'élargissement par suite de dation d'une caution? Controverse.,... — 265. A suite du consentement du créan-	

cier ? Opinion dominante en jurisprudence. — 266. Elle est condamnée par le caractère pénal de la c. p. c. — 267. Par l'art. 12 L. de 1867. — 268. La cession de biens est-elle une cause d'extinction de la c. p. c. ? — 269. <i>Quid</i> de l'amnistic ? — 270. De la réhabilitation de plein droit qui s'opère après une condamnation avec sursis	Pages 210
---	--------------

CONCLUSION

271. La loi de 1867 peut être considérée comme une loi de progrès. — 272. Son influence sur les législations étrangères. — 273. Art. 17 de la Convention de la Haye, du 11 novembre 1896. — 274. Son inutilité en matière commerciale. — 275. En matière civile, pourquoi ne pas la rétablir pour assurer la répression de la fraude et du dol ? — 276. Le délit de banqueroute civile. — 277. Législations étrangères. Loi belge du 27 juillet 1871. — 278. Critique.....	218
279. La loi de 1867 n'est pas parfaite. Critiques de détail. — 280. Elle n'a pas su définir nettement le caractère de la c. p. c. — 281. Elle a eu le tort de fixer la durée de la c. p. c. d'après le montant total des condamnations pécuniaires. — 282. Législation belge. — 283. Sur ce point doit porter la réforme : la c. p. c. doit au regard de l'amende se transformer en un emprisonnement subsidiaire. — 284. Elle doit disparaître au regard des autres chefs de condamnation.....	226
BIBLIOGRAPHIE	233

Vu : Le Président de la thèse,
LABORDE.

Vu : Le Doyen de la Faculté de Droit,
VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 2 décembre 1905.
Le Recteur de l'Académie de Montpellier,
ANT. BENOIST.

